

BURUNDI : Demande d'arrestation de BUYOYA condamné pour le meurtre de Feu NDADAYE, 1993 | TANZANIA : Mercredi 28 octobre 2020 a lieu les Présidentielles et les Législatives | HAÏTI : L'Office de la Protection du Citoyen (OPC) veut réparation sur dossier choléra -ONU | SUDAN & ANGOLA renforcent leur coopération avec les USA | ETHIOPIE: Dossier Barrage du Nil - MEGA DAM - les USA poussent vers une GUERRE | LIBYE : Signature d'un cessez le feu



SOURCES : DIGITALCONGO.NET | newvision.co.ug | AFP | newtimes.co.rw | thecitizen.co.tz | theeastfrican.co.ke | Het Nieuwsblad | LeMarchand | fr.africanews.com | haitinewstv.com | The Guardian

BURUNDI : C'est le Pacte Néo-Colon du BURUNDI de 1959-1961 HIMA – UPRONA qui a tué Feu MIREREKANO Paul en 1965 | **Affaire Assassinat de Feu NDADAYE – BUVOYA condamné à la Perpétuité - Jeudi 21 octobre 1993, – BUVOYA – assassinait Feu NDADAYE Melchior**

TANZANIA : Mercredi 28 octobre 2020 a lieu les Présidentielles et les Législatives. Voici les candidats à la Présidentielle 2020 - John Pombe Magufuli, 61 ans - Tundu Lissu, 55 ans - Bernard Membe, 66 ans - Seif Sharif Hamad, 77 ans - Hussein Mwinyi, 53 ans | Zanzibar opposition presidential candidate Sharif Hamad 'arrested' - Tanzanians cast their ballots in the presidential election at a polling station in Zanzibar on October 25, 2015. Zanzibar Electoral Commission chairman Jecha Salim Jecha announced Zanzibar's polls were "nullified" over violations including double-voting and cheating | Tanzania's Tundu Lissu: jailed, shot, but refusing to back down

RWANDA : Msgr Antoine Kambanda, évêque du diocèse de KIGALI, nommé CARDINAL par le VATICAN

RDC CONGO : "JESUS EST NOIR. IL EST AFRICAIN. NEE LE 25 MAI" Les 99 ans de la prophétie de Simon Kimbangu sur l'émancipation de l'homme noir célébrés à Muanda | Tshisekedi / Kabila - Blocages dans la coalition FCC-CACH - Crise FCC-CACH : Joseph KABILA face à ses lieutenants ce lundi à Kingakati. avec la présence de RUBERWA - Le FCC « ne reconnaît pas » les 3 juges constitutionnels nommés par Tshisekedi

UGANDA : Colonel Shaban Bantariza, former spokesman of the UPDF, dead

NIGERIA : Les forces de sécurité reprennent contrôle de Lagos après trois jours de violences

SUDAN : US and Sudan: Foes bury the hatchet - Washington once labelled Khartoum a hub of the "axis of evil", but relations between the US and Sudan have warmed since hardline Islamist president Omar al-Bashir was toppled last year |

ETHIOPIA : Tripartite Nile dam talks to resume after Trump warning - Ethiopia at the weekend accused Trump of inciting "war" over the mega-dam after the president on Friday spoke out against the project and said Egypt might destroy it

HAÏTI : L'Office de la Protection du Citoyen (OPC) exige réparation pour les victimes du choléra, l'ONU regrette

LYBIA : Libya's rival forces sign permanent ceasefire at UN-sponsored talks Patrick Wintour Diplomatic editor

TUNISIE : Les autorités tunisiennes donnent l'exemple en matière de lutte contre le RACISME ANTI-NOIR - Une famille tunisienne noire autorisée à changer de nom pour ne plus subir de discriminations - Hamden Dali, 81 ans, et son fils Karim, 39 ans, habitants de Djerba - Selon cette décision historique prise le 14 octobre, leur nom de famille sera désormais Dali et non plus Atig Dali. « Atig », qui signifie « affranchi par », est une référence directe à l'esclavage en Tunisie, malgré son abolition en 1846.

SOMALIE : Nouveau gouvernement du Premier ministre Roble

ANGOLA : Une présence militaire angolaise signalée le long de la frontière avec la RDC CONGO

SOUTH AFRICA : L'Afrique du Sud pourrait lancer un satellite Internet pour la SADC

***DIASPORA ***

HAÏTI :

Haïti - Justice : L'OPC exige réparation pour les victimes du choléra, l'ONU regrette

22/10/2020 10:11:42

<https://www.haitilibre.com/article-32101-haiti-justice-l-opc-exige-reparation-pour-les-victimes-du-cholera-l-onu-regrette.html>

Mercredi 21 octobre 2020, cela a fait 10 ans depuis que le Ministère de la Santé Publique a confirmé l'introduction du choléra en Haïti qui a infecté près de 850,000 personnes et causé la mort de 9,792 autres.

En ce sombre anniversaire, l'Office de la Protection du Citoyen (OPC) note un manque d'engagement des autorités haïtiennes à accompagner les victimes et leurs familles dans leurs démarches en vue d'obtenir réparation de l'ONU.

Au cours d'une rencontre le 1er octobre 2020 avec des associations de victimes, l'OPC a été informé que les Nations Unies dans leur approche de lutte contre le choléra en Haïti finançaient des projets à Mirebalais et au Cap-Haïtien, « sans l'implication des victimes, ni dans leur conception ni dans leur exécution ».

L'OPC croit que toute approche de lutte contre le choléra en Haïti doit impliquer les victimes. Aux côtés des projets communautaires, l'OPC appelle à des actions visant l'indemnisation des victimes et rappelle au Gouvernement son obligation constitutionnelle de protéger chaque citoyenne et citoyen...

Avocat Sans Frontière Canada (ASFC), abonde dans le même sens et souligne que malgré l'engagement pris par le Secrétaire Général de l'ONU de « consulter les victimes, leurs familles et les communautés dans le cadre de la mise au point du dispositif, les consultations limitées menées par l'ONU n'ont pas permis aux victimes les plus affectées par le choléra de s'exprimer. »

C'est pourquoi ASFC, en collaboration avec l'Institut interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED), a mené une enquête auprès des victimes du choléra, d'experts haïtiens et internationaux et a étudié la faisabilité d'une approche individuelle d'assistance pour les personnes les plus affectées par l'épidémie.

ASFC encourage la mise en place d'un mécanisme de dialogue franc, transparent et soutenu avec les victimes, leurs familles et les membres de la communauté affectés par le choléra. Ce dialogue permettra de dégager des mesures d'assistance concrètes et现实的 qui répondent réellement aux droits, besoins, et priorités des victimes. Elle appelle l'ONU et l'État haïtien « à jouer un rôle proactif dans la mise en place d'un processus transparent et rigoureux de consultation et de participation active des victimes dans les processus décisionnels sur la mise en œuvre de mesures d'assistance. »

De son côté, les Nations Unies, via le bureau de Mme Josette Sheeran, Envoyée Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour Haïti, ont exprimé « leurs plus profonds regrets et leur tristesse face aux souffrances des haïtiens qui ont été touchés par le choléra ainsi que leurs sincères condoléances à toutes celles et à tous ceux qui ont perdu un être cher » à cause de cette maladie.

Les Nations Unies réitérent, au nom du Secrétaire Général Antonio Guterres, leur volonté de poursuivre les efforts de la communauté internationale pour faire disparaître cette maladie d'Haïti et « apporter un soutien des plus nécessaires aux communautés qui ont été les plus durement touchées. »

Toutefois, l'ONU reconnaît que malgré les progrès réalisés, « il reste encore beaucoup à faire pour soutenir les personnes qui ont été directement affectées, ainsi que les communautés les plus durement touchées ».

Mme Josette Sheeran, rappelle que « les Nations Unies ont lancé un processus consultatif avec les

communautés pour fournir une assistance matérielle à celles qui en ont le plus besoin » et contrairement aux déclaration de l'OPC et de ASFC elle affirme « Ce programme de soutien aux victimes a été mené à son terme au sein de cinq communautés de Mirebalais et est actuellement mis en œuvre dans vingt communautés supplémentaires dans le Nord d'Haïti. Dans chacune de ces communautés, les victimes sont habilitées à identifier leurs priorités, à développer des programmes communautaires qui y répondent et finalement, à mettre en œuvre lesdits programmes en partenariat avec l'ONU. Au total, les Nations unies espèrent mettre en œuvre cette approche centrée sur les victimes dans les 136 communautés qui ont été les plus durement touchées en Haïti »

L'ONU rappelle via son bureau en Haïti, qu'il dépend des États membres pour fournir des contributions volontaires pour ces interventions tel que l'a décidée l'Assemblée générale de l'organisation. À ce titre, en cette sombre journée de commémoration, les Nations unies non seulement réitèrent leurs plus profonds regrets pour la douleur et la souffrance ressenties par les victimes, mais elles appellent également le monde entier à ne pas oublier le peuple haïtien et à mettre fin à ce fléau une fois pour toutes.

GUADELOUPE :

La Région réaffirme sa volonté d'acquérir un second Tep Scan pour la Guadeloupe
<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/la-region-reaffirme-sa-volonte-d-acquerir-un-second-tep-scan-pour-la-guadeloupe-885316.html>
Ch. Théophile et R. Lami avec FJO. • Publié le 22 octobre 2020 à 17h08

Ce matin, la Région s'est rendue à Providence pour une visite au CIMGUA. Une occasion pour le président Ary Chalus de réaffirmer avec force son intention de voir la Guadeloupe dotée au plus tôt d'un second Tep Scan

Il s'agissait probablement d'une démonstration de force pour démontrer l'engagement de la Région, et singulièrement son Président, pour que la Guadeloupe puisse bénéficier sans tarder de ce Tep Scan dont l'ARS souhaitait le report d'ici à 2023.

C'est que l'affaire a fait grand bruit la semaine dernière notamment dans le microcosme politique. Par manque de vigilance et de suivi des dossiers importants, les responsables avaient raté une étape dans le dossier du Tep Scan.

L'exercice consistait donc, pour Ary Chalus, appuyé en cela par son Vice-Président Guy Losbar, par ailleurs président de la SEM Patrimonial et du CIMGUA, de démontrer clairement sa volonté non négociable de voir la structure fonctionner au plus tôt avec deux Tep Scan.

Une rencontre entre Ary Chalus et Valérie Denux a déjà permis de reconsidérer le calendrier pour cet équipement. Mais désormais, le Président de Région veut même obtenir que l'ARS soit sous la tutelle de la Région pour garantir des prises de décisions immédiates dans l'intérêt de la Guadeloupe.

De fait, en ne se contentant pas de cette simple rencontre avec la directrice générale de l'ARS mais en venant sur place au CIMGUA, Ary Chalus a probablement voulu dire à qui veut l'entendre qu'il sera incontournable sur ces dossiers de la santé.

MARTINIQUE :

L'activité touristique est en panne en Martinique
Christine Cupit • Publié le 22 octobre 2020 à 11h32, mis à jour le 22 octobre 2020 à 11h42
<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/l-activite-touristique-est-en-panne-en-martinique-885026.html>

Le tourisme, lui aussi, subit les conséquences de l'épidémie de coronavirus. Alors que la nouvelle saison démarre, les professionnels sont inquiets pour leur activité. Exemple dans la commune balnéaire de Sainte-Anne.

À quelques jours des vacances de la Toussaint: on est encore très loin de la grosse affluence à Sainte-Anne.

A la Pointe Marin, il n'y a pas grand monde sur le sable, ni dans l'eau, à part quelques vacanciers, pour la plupart des retraités.

Très peu de restaurants sont ouverts. Les seuls clients sont des habitués.

"C'est un peu calme, par rapport aux autres années. J'ai une résidence en Martinique et je passe l'hiver ici, confie un touriste."

Du côté des restaurateurs, on reste optimiste.

"Sereinement...Il y aura du monde, parce-que les avions arrivent pleins. Donc je pense que ce sera comme l'année dernière, espère une restauratrice."

Au quartier Belfond, les locations saisonnières sont vides. Selon un professionnel, la perte d'activité est de l'ordre de 80%. Les entreprises ont pu compter sur la clientèle locale, mais pas suffisamment pour maintenir l'activité à flots.

Dans la rue, on ne croise que des habitants de Sainte-Anne.

"C'est très calme. Je pense que c'est par rapport au virus, que tout cela se produit. On essaie quand même de respecter le couvre-feu, confie une saintannaise."

Même scénario, à Anse Caritan. Les chambres d'hôte ne font pas recette.

"Les gens ont peur de se déplacer. On avait des clients qui devaient venir et partir en croisière, ensuite. À partir du moment où les croisières sont annulées, les réservations à terre, s'annulent aussi. Nous réadaptons l'activité. Donc on fait des livraisons repas sur les bateaux. On va peut-être faire des tables d'hôte, confie une propriétaire."

Le tourisme représente une part relativement modeste, dans l'économie de la Martinique, à peine 4%, selon les chiffres de l'INSEE, publiés en 2015.

Ce secteur est en perte de vitesse, depuis plusieurs années déjà. Le contexte de crise sanitaire, lié à l'épidémie de Covid-19, ne va certainement pas inverser la tendance.

Certains professionnels envisagent déjà de se tourner vers la clientèle locale. D'autres pensent à mettre la clé sous la porte.

***AFRIQUE DE L'EST ***

BURUNDI :

BURUNDI : Affaire Assassinat de Feu NDADAYE – BUYOYA condamné à la Perpétuité
GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS, HISTOIRE, JUSTICE – BUJUMBURA, Lundi
19 octobre 2020 – La Cour Suprême du BURUNDI a jugé dans l’Affaire de l’assassinat de Feu
MELCHIOR NDADAYE, Héros national et Ancien Président du Burundi. Présentant les chefs
d’accusations: Avoir attaqué le chef de l’État, avoir attaqué l’Autorité de l’État, et agissements
pouvant entraîner des massacres.

Condamnations :

- de 19 inculpés au paiement à l’Etat du Burundi d’un dédommagement de 102 931 727 500 BIF (soit 53 209 650 USD) ;
- à un emprisonnement à perpétuité pour 16 inculpés dont l’ancien DICTATEUR HIMA (1) BURUNDAIS, BUYOYA Pierre (Major).

Voici les noms des 16 inculpés : BUYOYA Pierre (Major) ; NDAYISABA Célestin (Général de Brigade) ; NAHIGOMBEYE Anicet (Colonel) ; NIYONKURU Laurent (Colonel) ; GUNUNGU Gabriel (Colonel) ; SIMBANDUKU Pascal (Colonel) ; NZOSABA Juvénal (Major) ; SINARINZI Mamert (Lieutenant Colonel) ; NKURUNZIZA Alfred (Colonel) ; DARADANGWA Jean Bosco (Colonel) ; CISAHAYO Gerard (Colonel) ; KADEGE Marie Alphonse (UPRONA) ; RUKINGAMA Luc (UPRONA) ; BARARUNYERETSE Libère (UPRONA) ; MUKASI Charles (UPRONA) ; et GIRUKWIGOMBA Astère (UPRONA) ; – à 20 ans de prison (pour complicité) pour 3 inculpés.

Voici les noms des 3 inculpés : BUSOKOZA Bernard ; NIYUNGEKO Vincent ; et MUSHWABURE Ildephonse (Commissaire de police). ;

– et acquittement pour 1 inculpé. M. NDUWAYO Antoine.

Les condamnés peuvent interjeter appel dans la section d’appel de cette chambre judiciaire.

Voici une note plus précise des condamnations :

Le jeudi 21 octobre 1993, Feu NDADAYE Melchior, Président du BURUNDI, était assassiné par des militaires des Forces Armées Burundaises (FAB). Réalisant un COUP D’ETAT MILITAIRE. Menant le BURUNDI à une GUERRE CIVILE de 10 ans.

L’ancien DICTATEUR HIMA BURUNDAIS BUYOYA Pierre est condamné par contumace à la perpétuité pour l’assassinat du Héros nationale : Feu NDADAYE Melchior, ancien Président du BURUNDI.

Le Dictateur BUYOYA est actuellement protégé par LA FRANCE, via LE TCHAD (Cfr. Patron actuel de l’Union Africaine). Occupant UNE MISSION AU MALI pour le compte du CONSEIL DE SECURITE DE L’UNION AFRICAINE. Représentant de l’Union Africaine dans le SAHEL. Malgré un mandat d’arrêt international -INTERPOL- émis à son encontre par la JUSTICE BURUNDAISE.

A 2 journées de LA COMMÉMORATION DU HEROS NATIONAL FEU NDADAYE MELCHIOR, c’est le grand soulagement pour les BARUNDI. Enfin Justice a été donnée .

Note :

(1) HIMA : <http://burundi-agnews.org/hima>

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Mardi 20 octobre 2020 | Photo : BUYOYA Pierre

BURUNDI : Jeudi 21 octobre 1993, – BUYOYA – assassinait Feu NDADAYE Melchior
October 22, 2020
<http://burundi-agnews.org/genocide/burundi-jeudi-21-octobre-1993-buyoya-assassinait-feu-ndadaye-melchior/>

GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS, DEFENSE, JUSTICE | BUJUMBURA,
Mercredi 21 octobre 2020 – S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du
BURUNDI, était accompagné de son épouse S.E. NDAYUBAHA Angeline, Première Dame du
BURUNDI. Participant aux cérémonies dédiées à la commémoration du 27ème anniversaire de
l’assassinat en 1993 de Feu Président NDADAYE Melchior. Toutes les hautes personnalités de
l’ETAT y étaient présentes...

Après une messe de requiem à la Paroisse St Michel, un passage au Mausolée du Héros de la
démocratie, avec le dépôt de gerbes de fleurs, il y a eu un moment de recueillement...

Le jeudi 21 octobre 1993, LE DICTATEUR HIMA BURUNDAIS BUYOYA Pierre passait à
l’action (1)... Le Président feu NDADAYE Melchior, Héros national, et nombreux de ses
compagnons, étaient assassinés (2). S’agissant d’ UN ÉNIÈME COUP D’ETAT MILITAIRE. Le
contexte entre 1989 et 1993 était celui d’UNE GUERRE GEOPOLITIQUE OPPOSANT LA
FRANCE AU MONDE ANGLOSAXON (USA & UK) EN AFRIQUE. Le DICTATEUR HIMA
BURUNDAIS BUYOYA Pierre, ancien PRESIDENT DU BURUNDI et LEADER DU PARTI
UNIQUE – UPRONA – appliquant L’ACCORD NEOCOLON BURUNDAIS DE 1959 – 1961 (3)
fit assassiner Feu NDADAYE Melchior, Président du BURUNDI.

Pour rappel, cet ACCORD ou PACTE NEOCOLON liait LES HIMA BURUNDAIS et
L’UPRONA, avec LES USA, LE VATICAN, LA FRANCE, ET LA BELGIQUE. Il scellait une
ALLIANCE entre LES HIMA BURUNDAIS, acteurs NEOCOLONS locaux , et LES FAMILLES
D’ANIENS ESCLAVAGISTES ET COLONS OCCIDENTAUX.

En 1993, pour les USA, MAÎTRES INCONTESTÉS DE CET ACCORD, LE FRODEBU ne faisait
pas parti de CET ACCORD NEOCOLON BURUNDAIS 1959 – 1961. Le Héros Feu NDADAYE
Melchior n’était pas HIMA et n’était pas membre de l’UPRONA. Ainsi, il devait disparaître... Et
comme en 1972, les HIMA Burundais se sont mis à MASSACRER LES BARUNDI pour leur
propre compte et celui d’autrui. Mais cette fois-ci, il y a eu RÉSISTANCE !

Le jeudi 21 octobre 1993 fut le début de LA GUERRE CIVILE DU BURUNDI (4) qui prendra fin,
10 ans plus tard, dimanche 16 novembre 2003 (5)(6). Pour LES BARUNDI, la fin de cette
GUERRE fut aussi LA FIN DU GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI. Responsable en 4
décennies de plus de 4,5 Millions de VICTIMES BARUNDI sur une population de 9 Millions
d’âmes (7). GENOCIDE réalisé par LES REGIMES SUCCESSIFS HIMA BURUNDAIS
(NTIRUHWAMA) MICOMBERO, BAGAZA, ET BUYOYA .

Toutefois, le mercredi 13 mai 2015, ce même PACTE NEOCOLON BURUNDAIS DE 1959 – 1961
a tenté UN COUP D’ETAT MILITAIRE raté au BURUNDI. Avec pour volonté d’éjecter LE
CNDD-FDD du pouvoir. Tout comme en 1993, LE FRODEBU n’était pas L’UPRONA. En 2015,
LE CNDD-FDD n’était pas L’UPRONA ...

Mardi 20 octobre 2020, LA JUSTICE BURUNDAISE a condamné LE DICTATEUR HIMA
BURUNDAIS BUYOYA Pierre à la PERPETUITÉ pour ce crime d’ETAT. Un mandat INTERPOL
pèse sur lui depuis quelques années. Mais protégé par LE PACTE NEOCOLON BURUNDAIS
1959-1961, il continue à jouir d’une LIBERTE et d’une TRANQUILITE, en dehors du BURUNDI.
Notes :

(1) BURUNDI : Affaire Assassinat de Feu NDADAYE – BUYOYA condamné à la Perpétuité |
<http://burundi-agnews.org/genocide/burundi-affaire-assassinat-de-feu-ndadaye-buyoya-condamne-a-la-perpetuite/>

(2) BURUNDI : LA DESCENTE AU PAS DU PUTSCH (1993-2000) – Augustin Nsanze |http://burundi-agnews.org/guerre-civile-1993-2003/burundi-la-descente-au-pas-du-putsch-1993-2000-augustin-nsanze/#_Toc9417612

(3) Il s'agit d'un pacte scellé en 1959 entre le MUHIMA M. NTIRUWHAMA Jean et LE VATICAN, LES USA , LA FRANCE, ET LA BELGIQUE. Puis en 1961, CE PACTE ayant assassiné FEU RWAGASORE et réalisé UN COUP D'ETAT A L'UPRONA. Ainsi CE PACTE NEOCOLON 1959-1961 va s'asseoir SUR L'UPRONA pour GOUVERNER et RÉGNER SURLE BURUNDI.<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-l-accord-neo-colon-ntiruhwama-jean-et-la-belgique-dit-alliance-des-bahima-et-des-belges/>[|http://burundi-agnews.org/histoire/burundi-le-2eme-coup-detat-belge-de-1959-a-destitue-mwambutsa-iv/](http://burundi-agnews.org/histoire/burundi-le-2eme-coup-detat-belge-de-1959-a-destitue-mwambutsa-iv/)[|http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-muganwa-feu-rwagasore-59-eme-commemoration-en-sa-memoire/](http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-muganwa-feu-rwagasore-59-eme-commemoration-en-sa-memoire/)[|http://burundi-agnews.org/genocide/burundi-neocolonialisme-affaire-rwagasore-l-accord-tacite-uprona-belgique/](http://burundi-agnews.org/genocide/burundi-neocolonialisme-affaire-rwagasore-l-accord-tacite-uprona-belgique/)

(4) Le Guerre civile du BURUNDI –<https://burundi-agnews.org/la-guerre-civile-burundaise-1993-2003/>[|http://burundi-agnews.org/guerre_civile_du_burundi_1993_2003.htm](http://burundi-agnews.org/guerre_civile_du_burundi_1993_2003.htm)

(5) L'accord global de cessez le feu
[|http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2009/11/Accord_global_de_cesez-le-feu_16.11.11.pdf](http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2009/11/Accord_global_de_cesez-le-feu_16.11.11.pdf)

(6) L'ACCORD D'ARUSHA BURUNDAIS DE 2000 avait permis aux ANGLO-SAXONS et à la FRANCE de se mettre d'accord. |http://www.senat.bi/documents/Accord_Arusha.pdf

(7) LE GENOCIDE DU BURUNDI –<http://burundi-agnews.org/genocide.htm>| LES CAMPSDE CONCENTRATION DU BURUNDI –<http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm>| LES RÉFUGIES DU BURUNDI –http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm

LE BURUNDI prévient LA RDC, pays frère, du recrutement de jeunes burundais par LE RWANDA pour ATTAQUER LA RDC CONGO

October 21, 2020

<https://www.burundi-forum.org/la-une/globalisation/le-burundi-previent-la-rdc-pays-frere-du-recrutement-de-jeunes-burundais-par-le-rwanda-pour-attaquer-la-rdc-congo/>

BRAZZAVILLE (CONGO), 14/10/2020 – Le CIRGL (1) a organisé une réunion des Ministres de la Défense de ses Etats Membres. Conduite par M. Charles Richard MONDJO, Ministre de la défense du Congo Brazzaville, et président en exercice. Étaient représentés par leurs ministres de la défense : la Zambie, l'Ouganda, le Burundi, la Tanzanie, le Rwanda, l'Angola, la RCA, le Soudan du sud.

Selon les sources congolaises en RDC (2), M. MUTABAIZI Alain Tribert, Ministre burundais de la défense et des anciens combattants, en a profité, lors de cette rencontre en VIDEO CONFERENCE, de signaler « le recrutement de jeunes BURUNDAIS par le RWANDA pour renforcer le front RWANDAIS et les attaques contre la RDC ».

Présentant en 1er lieu : 1/ les observations faites lors d'une rencontre du MECANISME DE VERIFICATION DU CIRGL au RWANDA en date du lundi 5 octobre 2020. Où LE RWANDA, lui – même, présentait des REBELLES BURUNDAIS -RED TABARA- arrêtés sur son territoire (3) (4).

Secondo : 2/ Le samedi 19 septembre 2020, le Ministère burundais de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique avait recueilli les propos de jeunes Burundais “dit” combattants RED TABARA (5)(6). Arrêtés par les fameuses – Forces Armées de la RDC CONGO (FARDC) – , en RDC. Puis remis, en toute fraternité et en assumant les bonnes relations existantes entre les 2 pays, à la Police Nationale du Burundi (PNB).

La CIRGL a été créée en 1994 pour promouvoir la paix et le développement dans la Région des Grands Lacs Africains. L'Angola, le Burundi, la République centrafricaine (RCA), la République du Congo, la République Démocratique du Congo (RDC), le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie et la Zambie sont membres de la CIRGL.

Notes :

- (1) Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) |
<http://www.icglr.org/index.php/fr/>
- (2) Le Burundi alerte sur « un mouvement de recrutement des jeunes de son pays par le Rwanda pour attaquer la RDC » <https://cas-info.ca/2020/10/le-burundi-alerte-sur-un-mouvement-de-recrutement-des-jeunes-de-son-pays-par-le-rwanda-pour-attaquer-la-rdc>
- (3) Des réfugiés burundais disent avoir été recrutés comme rebelles par le Rwanda –
<https://www.voafrique.com/a/des-refugies-burundais-disent-avoir-ete-recutes-comme-rebelles-par-le-rwanda/3176839.html> | Le recrutement secret de miliciens en 2015 parmi les réfugiés burundais du camp de Mahama –
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/51_rwa_recrutement_de_miliciens.pdf
- (4) CIRGL : Le BURUNDI veut des brigands. Le RWANDA présente des -rebelles- RED TABARA
<http://burundi-agnews.org/afrique/cirgl-le-burundi-veut-des-brigands-le-rwanda-presente-des-rebelles-red-tabara/> | RDF captures 19 armed Burundians on Rwandan territory
<https://www.newtimes.co.rw/news/rdf-captures-19-armed-burundians-rwandan-territory>
- (5) Burundi: les rebelles de RED-Tabara revendiquent une série d'attaques ayant 40 victimes –
<https://afrique.lalibre.be/54110/burundi-les-rebelles-de-red-tabara-revendiquent-une-serie-dattaques-ayant-40-victimes/>
- (6) Le RWANDA et l'EUROPE derrière RED TABARA, une rébellion en RDC CONGO / BURUNDI <https://www.burundi-forum.org/la-une/globalisation/le-rwanda-et-leurope-derriere-red-tabara-rebellion-en-rdc-burundi/>
<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-de-jeunes-burundais-recrutes-par-le-rwanda-pour-attaquer-la-rdc/>

C'est le Pacte Néo-Colon du BURUNDI de 1959-1961 HIMA – UPRONA qui a tué Feu MIREREKANO Paul

Posted on : 26 octobre 2020- by Pascal Nahimana-

<https://www.burundi-forum.org/la-une/justice-droit-de-lhomme/cest-le-pacte-neo-colon-du-burundi-de-1959-1961-hima-uprona-qui-a-tue-feu-mirerekano-paul/>

BUJUMBURA, 25/10/ 2020 – Le lundi 25 octobre 1965, Feu MIREREKANO Paul était assassiné, fusillé . Victime, tout comme Feu RWAGASORE, Feu les enfants BARANYANKA, et Feu KAMATARI Ignace, du PACTE NEO-COLON BURUNDAIS DE 1959-1961 du HIMA NTIRUHWAMA Jean – UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE.

Que s'était il passé réellement à l'Indépendance du BURUNDI ? Qu'est que LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS DE 1959-1961 HIMA – UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE ?

Après LA 2ème GUERRE MONDIALE, les USA devenaient les maîtres du monde (avec les RUSSES). Mais les USA n'avaient pas de COLONIES. Ainsi ils décidèrent de se servir... Dans LES GRANDS LACS AFRICAINS, les USA vont obliger la BELGIQUE de lui céder LE CONGO-RWANDA-URUNDI.

1956 :

Le 29 juin 1956 : Les évêques (Épiscopat) du CONGO-RWANDA-URUNDI affirmait le droit de tous les habitants du pays à " prendre part à la conduite des affaires publiques“.

1957 :

Au BURUNDI, Monseigneur Antoine GRAULS, évêque de GITEGA décidait d'envoyer le HIMA NTIRUHWAMA Jean en formation en BELGIQUE (NAMUR) . Tandis qu'au RWANDA, Monseigneur PERRAUDIN envoyait Feu KAYIBANDA...

Chez les BARUNDI, les HIMA [<http://burundi-agnews.org/hima>] sont interdits d'être leaders ou chefs. En cause, leurs cœurs à caractère désordonné et destructeur. Une interdiction, pour le bien de tous, dictée par L'UBUNTU [<http://burundi-agnews.org/ubuntu>]

1959 :

LA BELGIQUE préparant ce legs aux USA. C'est à dire l'INDEPENDANCE pour nous les BARUNDI. Cette année là, LA BELGIQUE, comme pour LE PACTE NEO-COLON RWANDAIS avec Feu KAYIBANDA, scella LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS avec le HIMA de MURAMVYA, NTIRUHWAMA Jean. Désormais, il y avait le HIMA NTIRUHWAMA Jean et LES HIMAS BURUNDAIS, associés au VATICAN, aux USA, à la FRANCE, et à la BELGIQUE. Dès le vendredi 25 décembre 1959, la BELGIQUE décidait de passer à l'action. Elle supprimait, par DECRET, LES IMIRYANGO DES BARUNDI à l'origine des ALLIANCES POLITIQUES TRADITIONNELLES. En total violation du PROTECTORAT qu'était LE RWANDA-URUNDI. Remplaçant LES IMIRYANGO par des PARTIS POLITIQUES.

Toutefois, M. MAUSS Albert (BELGE), défroqué, ancien missionnaire SCHEUTISTE au RUANDA-URUNDI, et militant ANTI-DECOLONISATION notoire. Soit CONTRE LA FIN DE LA COLONISATION DU CONGO-RWANDA-URUNDI. Avait reçu le mandat du VATICAN et de la BELGIQUE pour préparer LES FUTURS PARTIS POLITIQUES LOCAUX NEO-COLONS pour LE RWANDA et LE BURUNDI. Au RWANDA, il avait préparé APROSOMA (Association pour la Promotion de la Masse) et au BURUNDI, le PP (Parti du Peuple).

Il s'agissait DES PLANS B NEO-COLON pour LES PLANS A NEO-COLON :

1/ Au RWANDA , LE PACTE NEO-COLON RWANDAIS DE Feu HABYARIMANA GITERA Joseph – APROSOMA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE pour LE PACTE NEO-COLON RWANDAIS DE Feu KAYIBANDA Grégoire – PARMEHUTU – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE.

et 2/ Au BURUNDI LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS DE Feu BARIBWEGURE Joachim – PP – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE avec LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS du HIMA NTIRUHWAMA Jean – UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE.

Les BARUNDI avaient senti le coup venir de la part des BELGES... Fort heureusement, porteur d'UBUNTU, Feu MIREREKANO Paul, ce fils de MURAMVYA, coeur du ROYAUME – INGOMA Y'UBURUNDI – , avait été déjà préparé et commissionné par LES CHEFS DES IMIRYANGO garant de L'ALLIANCE DES BAGANWA. Dont bons nombres, parmi eux, depuis l'assassinat en 1926 du MUHANUZI Feu NTIRWIHISHA alias RUNYOTA (celui qui est induit de Cendres) KANYARUFUNSO (celui des Papyrus), vivaient en toute clandestinité, sous colonisation BELGE.

Ces IMIRYANGO entourant FEU MIREREKANO Paul étaient ceux : des BAHANZA, des BAJIJI, des BASHUBI, et des BAVUMU. Alliés bien entendus aux BANYAKARAMA-MFYUFYU et aux BENEGWE.

Toutefois tous ces IMIRYANGO avaient connu 3 crises majeures qui les avaient fragilisées :

1/ LE COUP D'ETAT DE LA REINE MERE Feu NZIRAMIBANGO (UMURYANGO des BENEGWE) après la mort de FEU NTARE RUGAMBA, pour INTRONISER Feu MWEZI GISABO GISONGA ;

2/ LE COUP D'ETAT DE LA REINE MERE FEU RURIKUMUTIMA (UMURYANGO des BANYAKARAMA), aidée de Feu NTARUGERA, éliminant Feu MUTAGA MBIKIJE, et intronisant Feu MWAMBUTSA BANGIRICENGE, fils de Feu KARABONA (fils RURIKUMUTIMA);

et 3/ LA COLONISATION.

Ainsi, le conflit dans L'ALLIANCE BAGANWA que l'on pouvait encore entendre ces années-là, colporté par les COLONS, entre BATARE – BEZI , était en réalité celui opposant les IMIRYANGO des BANYAKARAMA-MFYUFYU et des BENEGWE. Mais en toute vérité, ce conflit avait été régulé et harmonisé dès le début du 20ème siècle par les IMIRYANGO des BAHANZA, des BAJIJI, des BASHUBI, et des BAVUMU. De nombreux mariages avaient été organisés, atténuant très fortement ce conflit ...

1960 :

A partir de janvier 1960, les BARUNDI contraints par LE COLON BELGE à s'organiser en PARTIS POLITIQUES, de nombreux PARTIS POLITIQUES allaient naître.

Feu MIREREKANO Paul avait alors la lourde tache de créer et porter l'UPRONA au nom de L'ALLIANCE DES BAGANWA. Ainsi en mars 1960, Feu MIREREKANO apparaissait au 1er Congrès de l'UPRONA en binôme avec Feu RWAGASORE. Pour tous les BARUNDI, le message était donné. Clair comme de l'eau de roche, tout le monde savait désormais où se trouvait L'ALLIANCE DES BAGANWA.

Mais en face, on était déjà organisé... Infiltré dans l'UPRONA. Le HIMA NTIRUHWAMA Jean avait multiplié ses VOYAGES BUJUMBURA – MALINE. MALINE, comme NAMUR, étaient des places fortes du VATICAN en BELGIQUE.

Sa première mission dictait par LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS DE 1959 HIMA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE était de prendre LE CONTROLE DE L'UPRONA. Avec comme objectif plus global démanteler – INGOMA Y'UBURUNDI -, soit mettre fin AU ROYAUME MILLENAIRE DES BARUNDI. Et comme le préconisaient LES USA et LA FRANCE, en faire UNE REPUBLIQUE. Permettant l'instauration d'une DICTATURE MILITAIRE. Par ailleurs, Saint Cyr (LA FRANCE) ouvrirait ses portes à la formation des futures OFFICIERS BARUNDI. Tous devaient être choisis par le HIMA NTIRUHWAMA Jean.

En juin 1960, Feu MIREREKANO était invité avec Feu RWAGASORE, au CONGO, aux cérémonies d'INDEPENDANCE, par Feu LUMUMBA Patrice, Premier Ministre et leader du MNC (Mouvement National Congolais). Le CONGO était désormais dirigé par Feu KASA-VUBU Joseph, Président du CONGO et leader de L'ABAKO (Alliance des Bakongo pour pour l'unification, la conservation et l'expansion de la langue kikongo). LE PACTE NEO-COLON CONGOLAIS DE 1959 ABAKO – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE entrait en fonction. Informé par L'ALLIANCE DES BAGANWA d'un attentat contre sa personne qui se fomentait au BURUNDI, dicté par LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS DE 1959 HIMA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE. Feu MIREREKANO décidait de prolonger son séjour au CONGO (ex-Zaire) pour éviter LA MORT AU BURUNDI. C'était sa 1ère TENTATIVE D'ASSASSINAT en tant que leader de l'UPRONA ...

1961 :

Du 4 au 7 janvier 1961, feu le roi MOHAMMED V réunissait déjà à CASABLANCA des pays africains pour S'UNIR en vue de créer une FEDERATION africaine afin de faire face aux COLONS. Souhaitant continuer à gouverner (activement ou passivement) en AFRIQUE. L'idée était partagée par Feu LUMUMBA et le tandem MIREREKANO – RWAGASORE, à travers l'UPRONA. Ainsi que FEU KAMBARAGE NYERERE Julius ! C'était LE GROUPE CASABLANCA.

Le 17 janvier 1961, LE PACTE NEO-COLON CONGOLAIS DE 1959 ABAKO – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE assassinait Feu LUMUMBA.

Feu MIREREKANO Paul, n'ayant plus la protection de Feu LUMUMBA décédé, se réfugiait en TANZANIE, chez Feu NYERERE.

Entre le 8 et le 12 mai 1961, POUSSER PAR LA FRANCE, LE U.K. ET LES USA, des pays comme le LIBERIA, le SENEGAL, le CAMEROUN et le NIGERIA se réunissaient dans la capitale libérienne MONROVIA. Ce groupe ne voulait pas d'UNION entre pays africains, après l'INDEPENDANCE. C'était LE GROUPE MONROVIA.

Le 8 septembre 1961, L'ALLIANCE DES BAGANWA (CAMP RWAGASORE – MIREREKANO , UPRONA) éprouvait une joie débordante... L'UPRONA, leur bébé, devenait LE GRAND PARTI DU BURUNDI. Avec à sa tête, Feu RWAGASORE et Feu MIREREKANO.

Le 13 octobre 1961, LE PACTE NEO-COLON 1959 HIMA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE assassinait Feu RWAGASORE, patron de l'UPRONA.

Désormais, il ne restait plus que Feu MIREREKANO Paul... Réfugié en TANZANIE. Entre-temps, l'UPRONA local (différent de l'UPRONA en exil) subissait UN COUP D'ETAT INTERNE. Le HIMA NTIRUHWAMA Jean, en mission , prenaient le contrôle du parti. Face à ce fait d'urgence,

LE RESEAU DE L'ALLIANCE DES BAGANWA exigeait, malgré le danger, à feu MIREREKANO Paul de rentrer d'exil...

LE PACTE NEO-COLON 1959 HIMA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE était devenu LE PACTE NEO-COLON 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE.

Décembre 1961, M. MAUSS Albert, malade de voir LE RWANDA-URUNDI se préparait à acquérir son INDEPENDANCE. Se donnait la mort par pendaison.

1962 :

Le 19 janvier 1962 , LE PACTE NEO-COLON 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE recevait l'ordre d'enterrer LE PLAN B NEO-COLON. Soit, celui préparé par M. MAUSS Albert décédé, LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS DE Feu BARIBWEGURE Joachim – PP – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE.

Le HIMA NTIRUHWAMA utilisant LA JNR (Jeunesse Nationaliste Rwagasore = les jeunes de l'UPRONA) se prit un plaisir immense de massacrer les militants du PP. 4 syndicalistes militants du PP étaient assassinés à KAMENGE : Feu NDUWABIKE Jean (Secrétaire Générale du P.P.), Feu NDINZURWA Séverin ; Feu NTAWUMENYAKAZIRI Basile ; et Feu BARUVURA André. C'était un bel exercice pour Le HIMA NTIRUHWAMA Jean qui préparait sa machine de guerre UPRONA / JNR.

De nombreux BARUNDI, sympathisant du P.P., prenaient dès lors le chemin d'exil ...

Désormais, Le HIMA NTIRUHWAMA savait que LE PACTE NEO-COLON 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE avait gagné la partie. Il était devenu L'HOMME incontournable et indiscutable des NEO-COLONS.

Juillet 1962, le BURUNDI était indépendant. Feu MIREREKANO Paul rentrait d'exil.

Le 25 août 1962, MIREREKANO était arrêté par le Réseau UPRONA du HIMA NTIRUHWAMA Jean. Mais il était directement libéré par LE RESEAU DE L'ALLIANCE DES BAGANWA.

Le 14 septembre 1962 à MURAMVYA, des élections primaires furent organisées à l'UPRONA. M. NTIRUHWAMA réalisait une fraude électorale massive contre Feu MIREREKANO Paul.

Pour feu MIREREKANO, c'était trop tard LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE avait pris le dessus !

En novembre 1962, les BAHIMA SOTA Sylvère, RUSIGA Paul (RIGA), SHIBURA Albert, ... étaient envoyés étudier à l' Académie Militaire de Saint-Cyr (France).

1963 :

De plus, pour tromper FEU NYERERE et les sympathisants de FEU LUMUMBA (MNC) exilés, qui, au niveau PANAFRICAIN, étaient du GROUPE CASABLANCA. Des soutiens indéflectibles de FEU MIREREKANO Paul. Le HIMA NTIRUHWAMA Jean demandait aux – ABADASIGANA – (nom des Militants UPRONA, créé par Feu MIREREKANO) de se classer en GROUPE CASABLANCA et GROUPE MORONVIA. Lui, se classant leader du GROUPE CASABLANCA, avec ses sympathisants. Les autres, aile UPRONA MIREREKANO, en GROUPE MORONVIA. Au delà du FILTRE PANAFRICAIN que procurait ce choix des – ABADASIGANA – , il permettait aussi de SAVOIR qui étaient au sein de l'UPRONA proche de MIREREKANO.

Ainsi pouvaient commencer les massacres au sein de l'UPRONA ...

Le 15 janvier 1963, au stade de GITEGA, LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE décidait de faire pendre LES FILS BARANYANKA. Afin d'affaiblir LE RESEAU DE L'ALLIANCE DES BAGANWA et MIREREKANO.

Le 26 février 1963, MIREREKANO était de nouveau jeté en prison, cette fois à MPIMBA, par le HIMA NTIRUHWAMA (LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE). LE RESEAU DE L'ALLIANCE DES BAGANWA le faisait relâché le 17 juillet 1963, avec l'intervention personnelle du MWAMI Feu MWAMBUTSA IV.

1964 :

Le 13 mai 1964, Feu KAMATARI Ignace, Frère de Feu MWAMI MWAMBUTSA IV, était assassiné par le HIMA NTIRUHWAMA Jean et LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE.

Juin 1964, menacé de plus en plus de morts par LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE, Feu MIREREKANO Paul reprenait le chemin de l'exil vers le RWANDA.

Le RWANDA était sous LE PACTE NEO-COLON 1959 Feu KAYIBANDA / PARMEHUTU – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE. Feu MIREREKANO Paul vivait au RWANDA en résidence surveillée. Sa vie n'y était pas un long fleuve tranquille. LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE avait une main mise sur lui. A tout moment, il pouvait être assassiné au RWANDA.

Feu MIREREKANO ET L'ALLIANCE DES BAGANWA espérait encore reprendre le pays en main. Une délégation officieuse était fréquemment menée vers Feu NYERERE. Quand AU PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE, mené par le HIMA NTIRUHWAMA Jean, il poursuivait sa purge au sein de L'UPRONA. Visant LE RESEAU DE L'ALLIANCE BAGANWA.

Entre le 14 et 15 décembre 1964, Monseigneur GIHIMBARE Gabriel, aumônier militaire, et son auxiliaire de l'archevêché de GITEGA, étaient assassinés par le Réseau du HIMA NTIRUHWAMA. Tout cela avant son sacre.

1965 :

Le 15 janvier 1965, Feu NGENDANDUMWE Pierre était assassiné par le Réseau du HIMA NTIRUHWAMA.

Mai 1965, Feu MIREREKANO Paul toujours en exil, LE RESEAU DE L'ALLIANCE DES BAGANWA mobilisait. Remportait les élections face au CAMP NTIRUHWAMA et LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE totalement défait !

Lors de la campagne électorale, LE RESEAU DE L'ALLIANCE DES BAGANWA avait entouré Feu SINIREMERA Catherine, EPOUSE de feu MIREREKANO Paul. Elle avait réalisé CETTE CAMPAGNE pour le compte de son mari exilé. En montrant une photo de son mari, elle remportait sa circonscription HAUT LA MAIN.

Victorieuse, Feu MIREREKANO Paul , encouragé par la victoire de son camp. En situation difficile au RWANDA. Il rentrait triomphalement exercer son mandat de député dont de Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Le 17 juillet 1965, Feu le MWAMI MWAMBUTSA rentrait de GENEVE avec un arsenal militaire impressionnant que LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE avait commandé pour le compte du BURUNDI.

Le 10 août 1965 , LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE faisait rentrer d'urgence au pays les officiers burundais formés à l'Ecole militaire de Saint Cyr. Envoyés par Le HIMA NTIRUHWAMA Jean en 1962. Notamment les BAHIMA : SHIBURA Albert, RUSIGA Paul, et SOTA Sylvère. Accueillis en grande pompe par le camp du HIMA NTIRUHWAMA et LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE (MICOMBERO , HENNIQUIAU).

En réalité LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE & LE PACTE NEO-COLON CONGOLAIS DE 1959 ABAKO – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE devaient INSTAURER DES NOUVEAUX REGIMES MILITAIRES au BURUNDI et au CONGO. Comme cela avait été prévue en 1959.

Le 11 octobre 1965, en termes d'échauffement, M. SHIBURA Albert fomentait à 2 reprises, mais sans succès une jacquerie dirigée contre le MWAMI MWAMBUTSA. Écopant d'une simple incarcération. Car, malgré la victoire des UPRONISTES du RESEAU DE L'ALLIANCE DES BAGANWA & Feu MIREREKANO , les postes régaliens du BURUNDI demeuraient au main du

PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE.

Dans la nuit du 18 et 19 octobre 1965, LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE, utilisant le nouveau arsenal militaire récemment arrivé , organisait UN COUP D'ETAT MILITAIRE contre INGOMA Y'UBURUNDI.

Le Suisse M. Jean ZIEGLER sur ce “Coup d’Etat manqué du 18 octobre 1965”, concluait que le coup d’Etat avait été dirigé par des jeunes barundi, officiers tutsi (des Bahima) brevetés de l’Ecole militaire de Saint-Cyr.

LES HIMA SOTA, RUSIGA, SHIBURA s’étaient mis à l’œuvre en organisant LE COUP D’ETAT MILITAIRE AU BURUNDI. En attendant celui de NOVEMBRE 1965 au CONGO, pour INSTALLER Feu MOBUTU.

-19 octobre 1965, en milieu de matinée, vers 10 heures ou 11 heures, la ” prétendue” mutinerie était maîtrisée. Les capitaines HIMA MICOMBERO et RUSIGA descendaient très tôt le matin de GITEGA à la tête de troupes de para-commandos.

LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE se mit à pourchasser LE SECRETAIRE D’ETAT A LA GENDARMERIE SERUKWAVU Antoine pour éviter un mal entendu Ce dernier fuyant au RWANDA pour éviter LA MORT.

- Le capitaine HIMA MICOMBERO annonçait dans une déclaration radiodiffusée qu’un COUP D’ETAT avait été déjoué et que les responsables seraient sévèrement punis.

Pour L’OPINION INTERNATIONALE , Le PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE avait accusé Feu MIREREKANO Paul du COUP D’ETAT CONTRE INGOMA Y'UBURUNDI. Notamment avec Feu NYANGOMA Gervais pour essayer d’être crédible ...

Ce qui était une ABERRATION pour les BARUNDI. Car c'est LE RESEAU DE L'ALLIANCE BAGANWA qui l'avait choisi, comme fils du ROYAUME -INGOMA Y'UBURUNDI-, mandaté pour prendre la tête de l'UPRONA.

-L'intervention de la coopération militaire BELGE sous la supervision du Colonel VERWAYEN était louée par le HIMA NTIRUHWAMA & Co. HENNIQUIAU, tel Ponce Pilate, lui, s'en était lavé les mains.

-Le 20 octobre 1965, le Colonel VERWAYEN du PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE exilait in extremis Feu MWAMI MWAMBUTSA vers le CONGO. Alors que le HIMA NTIRUHWAMA & Co + (MICOMBERO, HENNIQUIAU) lui avait réservé UN CERCUEIL. Avant son départ pour L'EXIL, faisant signé à Feu MWAMBUTSA , un arrêté-royal instaurant l'état de régime militaire d'exception, confia ainsi tout le pouvoir au HIMA NTIRUHWAMA & ses militaires formés.

LE SECRETAIRE D’ETAT A LA GENDARMERIE Feu SERUKWAVU Antoine, chassé la veille vers le RWANDA était assuré d’être dans la main du PACTE NEO-COLON 1959 Feu KAYIBANDA / PARMEHUTU – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE.

LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE exultait et propulsait à la tête du BURUNDI le HIMA MICOMBERO Michel, SECRETAIRE D’ETAT A LA DEFENSE NATIONALE.

-A partir de ce moment , le HIMA NTIRUHWAMA et LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE allaient exécuter à mort toutes les personnalités du RESEAU DE L'ALLIANCE DES BAGANWA. C'est à dire tous les fils BAHANZA, BAJIJI, BASHUBI, BAVUMU, BANYAKARAMA MFYUFYU, BENEGWE liés au ROYAUME -INGOMA Y'UBURUNDI-. L'ossature d'INGOMA Y'UBURUNDI. Objectif en finir avec LE ROYAUME DU BURUNDI et en faire UNE REPUBLIQUE.

Le 21 octobre 1965, un Conseil de Guerre, réuni sous les ordres du HIMA MICOMBERO à BUJUMBURA, condamnait à mort 7 officiers de gendarmerie (dont Feu MUGABONIHERA Isidore), 2 officiers de l'armée nationale et 27 militaires. Ils furent immédiatement exécutés.

MICOMBERO supprimait tous ses témoins gênants. Ces officiers gendarmes et militaires s'étaient tous illustrés en voulant protéger Feu MWAMI MWAMBUTSA.

Le 25 octobre 1965, Feu MIREREKANO Paul, Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale, était exécuté.

Le 26 octobre 1965, exécution de 7 officiers et de 2 adjudants de la Gendarmerie.

Le 28 octobre 1965, exécution de 10 personnalités :

- Feu NYANGOMA Gervais, Ambassadeur, Directeur général du Premier ministère;
- Feu BUCUMI Emile, Président de l'Assemblée Nationale,
- Feu NTIMPIRAGEZA, Président du Parti Populaire,
- Feu BURARAME Pierre, Ministre de l'Economie,
- Feu MAYONDO Patrice, deuxième Vice – Président de l'Assemblée Nationale,
- Feu NIRIKANA, Chef de Cabinet au ministère de l'Economie,
- Feu NDIMANYA Ignace, Premier Vice – Président du Sénat,
- Feu BUCUMI Louis, Directeur des Impôts.
- Feu NCAHORURI Léonard , Ministre de l'Education nationale (condamné à la servitude pénale à perpétuité).

Des massacres seront organisés à MURAMVYA, notamment dans les communes BUSANGANA et BUKEYE. Pour le HIMA NTIRUHWAMA, il fallait que tous les membres du RESEAU DE L'ALLIANCE DES BAGANWA disparaissent.

Le 16 décembre 1965, il y avait des exécutions de 22 condamnés dont :

- Feu Bamina Joseph, Président du Sénat du Burundi,
- Feu MAYONDO Patrice ;
- Feu BENYUJE Emile , Député de la circonscription de RUTEGAMA – KIGANDA, siégeant au CONSEIL DE LA COURONNE (Famille du MUTABAZI BIHOME) ;
- Feu NTIMPIRANGEZA,
- Feu BURARAME Pierre ;
- Feu MIBURO Etienne, gouverneur de la Province de MURAMVYA;
- Feu KARIBWAMI Sylvestre, 2ème vice-président du Sénat ;
- Feu NZOBAZA Mathias, Elu député en 1965 ;
- Feu BARUMPOZAKO Marc, Elu dans la circonscription de MURAMVYA aux législatives de 1961 ;
- Feu NTAHONDI Jacques, Député Bourgmestre de MPINGA-KAYOVE (Parti du Peuple);
- Feu WAKABWA Sicaire, Directeur de l'école primaire de MUNANIRA à MURAMVYA ;
- Feu SABWIGI Anicet, Inspecteur des écoles primaires de MURAMVYA ;
- Feu GASHATSI Marc, citoyen de MURAMVYA ;
- Feu KAZIRUKANYO Pierre, citoyen de MURAMVYA ;
- Feu KABARUNDI Cyprien , citoyen de MURAMVYA ;
- ...

S'en suivaient les exécutions d'une soixantaine de personnes au Stade Prince Louis Rwagasore à Bujumbura à la lueur des phares des véhicules militaires. Les provinces de MURAMVYA et de BURURI étaient ratissées.

PLUS DE 50.000 BARUNDI trouvaient LA MORT entre septembre et décembre 1965. Exécutions orchestrées par le HIMA NTIRUHWAMA et LE PACTE NEO-COLON BURUNDAIS 1959 – 1961 HIMA / UPRONA – VATICAN / USA / FRANCE / BELGIQUE.

[<https://www.youtube.com/watch?v=QyDdM4UFr4Q>]

PHOTO / IMAGES : Het Nieuwsblad | Lemarchand | alencontre.org | cvce.eu | patricksota.unblog.fr | iwacuburundi.org | Jimmy Elvis Vyizigiro | Burundi-Agnews.org | trshow.info | revuelimite.fr | veritas2010.over-blog.fr | flickr.com/photos/pgkivu/8626399757/lightbox/ | yaga-burundi.com

SOURCES : BURUNDI-AGNEWS.ORG, NAHIMANA P.

TANZANIE :

Tanzania election: Who is running for president?

<https://www.theeastfrican.co.ke/tea/news/east-africa/tanzania-election-who-is-running-for-president-2722358>

Monday October 26 2020 By The EastAfrican More by this Author

Tanzanians go to the polls on Wednesday, October 28.

The voters on the Tanzanian mainland and the semi-autonomous archipelago of Zanzibar will cast their ballots for a president and members of Parliament.

There are 15 presidential candidates in this year's election.

Here is a list of some of the main contenders.

John Pombe Magufuli, 61

The incumbent, who is flying the Chama Cha Mapinduzi presidential flag in this election, is a former maths and chemistry teacher with a doctorate in Chemistry from the University of Dar es Salaam. He also served as minister in the Jakaya Kikwete administration.

Besides cracking down on corruption and purging the government payroll of ghost workers, Magufuli has pursued mega projects including the Mwalimu Nyerere Hydroelectric power project in Rufiji, the standard gauge railway, and revival of the national carrier.

He has also overseen reforms in the minerals and extractives sector that have seen him clash with firms such as Acacia. For his second term, he has pledged to continue building the economy.

Tundu Lissu, 55

The opposition Union presidential candidate for Chama cha Demokrasia na Maendeleo (Chadema) is a lawyer and has served the Tanganyika Law Society and the Bar Association of Tanzania Mainland as its president in 2016. He first joined elective politics as a member of parliament for Singida East constituency on a Chadema ticket in 2010.

Lissu has had several run-ins with the government. He survived an attempt on his life in 2017 and went into exile while seeking treatment abroad.

He has raised concerns over a number of democratic and economic issues that resulted in a seven-day suspension from campaigning early this month. One of his campaign promises is that he will undo CCM's agenda.

Bernard Membe, 66

The opposition presidential candidate for ACT-Wazalendo (Alliance for Change and Transparency), Bernard Membe, served as a member of parliament for Mtama constituency from 2000 to 2015. A diplomat, he is also a former Foreign minister and was a member of the ruling CCM until February 2020 when was expelled over and violation of the party's ethics and constitution when audio of him and others castigating CCM went viral.

In the 2015 election, Membe sought CCM's presidential nomination but failed and has since then been at loggerheads with President Magufuli. He has not campaigned, drawing an uncertainty around his candidature since his party leaders too announced their support for Tundu Lissu.

Seif Sharif Hamad, 77

The presidential candidate for Zanzibar under the flag of opposition party ACT-Wazalendo (Alliance for Change and Transparency), joined the party in March 2019 but has contested the Zanzibari presidency five times under the Civic United Front (CUF).

He started his political career with the ruling Chama cha Mapinduzi. In May 1988, he was expelled from CCM and in 1992 he joined hands with others to form the CUF.

He has been campaigning on the independence of the Isles especially on matters of oil and gas, Zanzibari national airline and independent representation of Zanzibar in regional and international blocs and organisations. He has endorsed the candidature of Tundu Lissu for Tanzania Mainland.

Hussein Mwinyi, 53

The CCM presidential candidate for Zanzibar, and Minister for Defence and National Security of Tanzania, is the son of Tanzania's second president, Ally Hassan Mwinyi.

Despite being a Zanzibari, his first foray into politics was as a member of parliament for Mkuranga constituency in the mainland from 2000 to 2005. He then shifted to the Isles where he served as MP for Kwahani constituency from 2005 to date.

He is a qualified medical doctor and a former lecturer at the privately-run Hubert Kairuki Memorial University. His 2020 general election campaigns have focused on maintaining the union of Zanzibar and Tanganyika as well as ensuring further economic development for the Zanzibaris.

Voting starts in Zanzibar amid sporadic violence

<https://www.thecitizen.co.tz/news/1840340-1840340-qqi2b0/index.html>

With the rest of Tanzania voting in the General Election on Wednesday, October 28, 2020, polling started in Zanzibar for some groups on Tuesday, October 27, 2020.

Tanzanians cast their ballots in the presidential election at a polling station in Zanzibar on October 25, 2015. Zanzibar Electoral Commission chairman Jecha Salim Jecha announced Zanzibar's polls were "nullified" over violations including double-voting and cheating.

VIDEO: Police confirm holding 42 people in Pemba over violence

<https://www.thecitizen.co.tz/news/Police-confirm-holding-42-people-in-Pemba-over-violence/1840340-5636182-36dckyz/index.html>

Tuesday October 27 2020

ACT-Wazalendo's Maalim Seif reportedly arrested

<https://www.thecitizen.co.tz/news/ACT-Wazalendo-s-Maalim-Seif-reportedly-arrested/1840340-5636024-15nlrnkz/index.html>

Tuesday October 27 2020

Zanzibar opposition presidential candidate Sharif Hamad 'arrested'

<https://www.theeastafican.co.ke/tea/news/east-africa/zanzibar-opposition-presidential-candidate-sharif-hamad-arrested--2723198>

Tuesday October 27 2020 By MOHAMED ISSA More by this Author

The whereabouts of the presidential candidate for Zanzibar for the opposition party ACT-Wazalendo (Alliance for Change and Transparency) Seif Sharif Hamad remains unclear after he was reportedly arrested on Tuesday morning in Garagara, the island of Pemba.

Mr Hamad was expected to take part in the early voting at the Garagara polling station.

The general election is slated for Wednesday on the Tanzanian mainland and the semi-autonomous Zanzibar island.

But Zanzibar Electoral Commission had designated Tuesday as a special day for early voting for security forces and election clerks. The opposition, which has been against early voting over concerns that it is a ploy to rig the election, called on its supporters to also vote on the same day. According to AFP, violence erupted in Garagara, an opposition stronghold, where police fired teargas and live rounds, and brutally beat a young man.

ACT-Wazalendo said in a statement that three people had been shot dead and nine others injured.

Declaration by the High Representative on behalf of the EU on the upcoming elections in Tanzania,
Council of the EU Press release,

22 October 2020

<https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/10/22/declaration-by-the-high-representative-on-behalf-of-the-eu-on-the-upcoming-elections-in-tanzania/>

The citizens of the United Republic of Tanzania will elect on 28 October their President, Members of the parliaments of the Union and Zanzibar, as well as local councillors. The European Union would like to reiterate its support to the development and prosperity of the people of Tanzania and, in line with Article 4 of the Southern Africa Development Community treaty establishing the principles of human rights, democracy and the rule of law, its attachment to this process towards the consolidation of democratic institutions.

Reports of incidents and limitations in the run-up to the elections are of concern. The EU encourages all parties to work together diligently to enable inclusive, transparent, peaceful and credible elections. Democracy thrives from freedom of expression and assembly, and a political environment that values citizen engagement, equal participation, impartiality of state institutions, and upholds human rights. We look forward to our next steps for constructive, full cooperation between the EU and Tanzania.

Tanzania's Tundu Lissu: jailed, shot, but refusing to back down

<https://nation.africa/kenya/news/africa/tanzania-s-tundu-lissu-jailed-shot-but-refusing-to-back-down-2723014>

Tuesday, October 27, 2020

Dar es Salaam,

Tundu Lissu has been arrested countless times and was pumped full of bullets in an assassination attempt, but instead of shying away from politics the Tanzanian lawyer decided to run for president. At 52, Lissu walks with a slight limp after being shot 16 times in the 2017 attack he believes was politically motivated, requiring almost 20 surgeries.

Nevertheless after returning from three years abroad, he has campaigned energetically to massive crowds, dancing on stages across the country as he rails against President John Magufuli's government for authoritarianism and a crackdown on the opposition and freedoms.

"I think I have handled the campaign pretty well so far but that is not to say that it's not difficult," he told AFP.

"I don't feel secure but there is a job that needs to be done. That job carries significant risk within it and it has to be done."

(...)

Civil society to Tanzania: Go easy on curbs on freedom

<https://www.theeastfrican.co.ke/tea/news/east-africa/civil-society-to-tanzania-go-easy-on-curbs-on-freedom--2722528>

Monday October 26 2020 By BOB KARASHANI By LUKE ANAMI

A group of 65 civil society organisations from across the world want Tanzanian authorities to end “systematic” restrictions on political and civic freedoms and ensure a free and fair general election next week.

In a letter to President John Magufuli, the activists expressed concern about the decline of fundamental rights in the country over the past five years, worsening during the Covid-19 pandemic and as the country headed for next week’s general election.

By press time, the government had not reacted to the letter and no official was available for comment.

“We have documented the steady decline of the country into a state of repression, evidenced by the increased harassment, intimidation, prosecution, and persecution of political activists, human rights defenders, journalists and media houses,” the activists said.

The CSOs said the government was yet to comply with a March 2019 ruling by the East African Court of Justice that its Media Services Act be amended to address “unjustified restrictions on freedom of expression.” The country’s criminal justice system also came in for criticism for deploying laws including money laundering as non-bailable offences, they said.

Meanwhile, Tanzania has been criticised for restricting local and international observers, despite admitting an East African Community election observer mission led by Sylvestre Ntibantunganya, former president of Burundi.

In July, the National Electoral Commission approved 245 NGOs and 97 other organisations to act as election observers and conduct voter education but excluded 100 organisations that have historically coordinated election monitoring in the country. Among excluded groups are the Legal and Human Rights Centre, Tanzania Constitution Forum, Tanzania Human Rights Defenders Coalition, Tanzania Election Monitoring Committee and the Catholic Church.

“The credibility of elections is dictated by the entire context in which the entire electoral season proceeds,” said Prof Frederick Ssempebwa, former chairman of the Uganda Constitutional Review Commission at the launch of a pre-election report by Tanzania Elections Watch (TEW) last week. Prof Ssempebwa chairs TEW, a panel of eminent persons and an independent initiative of East and Southern Africa’s civil society & the International Federation for Human Rights observing Tanzania’s electoral process 2020.

“The conditions that will bring about the credibility of course are conditions of good governance, in which there is democracy, respect for the rule of law and human rights transparency and accountability. But these are lacking following the whittling down of election observers in this year’s elections,” the panel noted.

“It is not to say that an election becomes credible because of the positive comments of the observers, in most cases the observers have not had a chance to review what has gone on throughout the election season,” Prof. Ssempebwa said.

“We only have a chance to observe the voting process so the value of their reports is decreased.”

RWANDA :

Dutch police arrests Genocide suspect Mugenzi

<https://www.newtimes.co.rw/news/dutch-police-arrests-genocide-suspect-mugenzi>

By julius Bizimungu Published : October 27, 2020

The Dutch Police's International Crimes Team has arrested a 71-year-old genocide suspect of whom reports from the Netherlands indicate is Joseph Mugenzi.

The suspect who claimed to be a former bank clerk and a pharmacy owner in Kigali in 1994 was arrested on Tuesday, the Dutch Public Prosecution Service said.

Rwanda has requested for the extradition of Joseph Mugenzi for crimes committed against the 1994 Genocide against the Tutsi.

Mugenzi was tried and convicted in absentia by a Gacaca court for crimes of genocide.

He is, however, eligible for retrial, should he be extradited to Rwanda.

The Genocide suspect who has been living in the Netherlands since 2000 was the president of FDU-Inkingi, an unregistered political group that is known to openly deny the Genocide perpetrated against the Tutsi.

According to the Dutch prosecution, the fugitive had been granted asylum in 2,000.

However, in 2013, the Immigration and Naturalization Service (IND) revoked the residence permit granted to him after the Dutch Ministry of Foreign Affairs issued an official message about him.

Joseph Mugenzi is a father of René Mugenzi, who, incidentally was last week sentenced to 27 months in prison in the United Kingdom, after he was convicted for stealing £220,000 (approximately Rwf279m) from a Catholic Church in Norwich.

The Netherlands has extradited two Genocide fugitives while one has been deported.

jbizimungu@newtimesrwanda.com

EDITORIAL: Creation of Rwandan cardinal has more than symbolic value

<https://www.newtimes.co.rw/opinions/editorial-creation-rwandan-cardinal-has-more-symbolic-value>

The New Times By Published : October 27, 2020 | Updated : October 27, 2020

Pope Francis on Sunday, October 25, named Msgr Antoine Kambanda, the Archbishop of Kigali Diocese, among 13 prelates set to be created cardinals at a November 28 consistory, his seventh. Kambanda's historic appointment makes him Rwanda's first-ever cardinal and the first cleric from the East African region to be given the honour by Pope Francis.

He joins a growing list of bishops from Africa and other regions of the world outside Europe and the Americas promoted to the rank in recent years, as the Pope increasingly reaches out to the peripheries of the Church.

Msgr Kambanda's appointment is particularly a glowing recognition of the Catholic Church in Rwanda – and the country in general – and, at 61, he will be one of the less than 20 African cardinal electors with the right to elect popes.

This is just more than a personal milestone for the Archbishop of Kigali, as it opens doors for direct communication between the Pope and the Church in Rwanda.

Evénements annulés, hôtels déserts : au Rwanda, le Covid-19 met à mal le tourisme de conférences
Par Laure Broulard Publié aujourd'hui à 13h00

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/23/evenements-annules-hotels-deserts-au-rwanda-le-covid-19-met-a-mal-le-tourisme-de-conferences_6057109_3212.html

L'économie africaine face au Covid-19 (5). La pandémie est venue contrecarrer les projets du pays, qui mise sur le secteur des services comme levier de développement.

Kigali s'était préparée pendant des mois. Des parterres de fleurs avaient été plantés, des ronds-points remis à neuf. En juin, le Rwanda devait accueillir la 26e réunion des chefs de gouvernement

du Commonwealth : plus de 10 000 délégués représentant 53 Etats. Selon la presse régionale, le gouvernement avait prévu d'investir 10 millions de dollars (environ 8,5 millions d'euros) dans l'embellissement de la capitale et l'amélioration de ses infrastructures en amont de l'événement. Les hôtels s'attendaient à faire le plein. Mais à la place des diplomates, ils ont dû se résigner à accueillir des voyageurs mis en quarantaine en attendant les résultats de leurs tests PCR. A cause de la pandémie de Covid-19, la réunion du Commonwealth a été repoussée à 2021, comme quelque 70 autres événements et conférences que le Rwanda avait prévu d'organiser dans les douze derniers mois, créant un manque à gagner de 80 millions de dollars pour l'économie du pays en 2020. Le centre de conférences de Kigali, dont le dôme évoque la forme de la hutte des anciens rois rwandais, est donc resté désespérément vide. Inauguré en 2015 au terme de travaux évalués à 300 millions de dollars, le bâtiment représente les ambitions du Rwanda, qui, depuis cinq ans, tente de se positionner comme un hub régional du tourisme de conférences.

« Le secteur du tourisme a été développé trop vite »

Petit pays enclavé d'Afrique centrale, le Rwanda mise sur le secteur des services comme levier de développement. Depuis 2017, selon les chiffres du gouvernement, Kigali a accueilli des centaines d'événements et le secteur aurait contribué à l'économie du pays à hauteur de 276 millions de dollars. En 2019, la capitale rwandaise s'est même hissée à la seconde place du classement 2019 des meilleures villes du continent africain pour l'organisation de conférences, selon l'International Congress and Convention Association.

Si Kigali tente depuis quelques années de booster son industrie en incitant à la production locale, le déficit commercial dépasse toujours le milliard de dollars. Et selon la Banque mondiale, c'est bien le secteur des services, aujourd'hui le plus touché par les conséquences de la pandémie, qui a le plus participé à la croissance ces dernières années, loin devant les exportations de café et de thé, historiquement pourvoyeuses des plus importantes entrées de devises étrangères dans le pays.

« Le Rwanda, plus que tout autre pays africain, a voulu passer directement à une économie de services. Mais c'est un secteur extrêmement tributaire de facteurs extérieurs et le gouvernement devra donc probablement repenser sa stratégie », estime Pritish Behuria, chercheur à l'université de Manchester. Malgré des succès en termes d'image et d'attractivité, les retombées sur l'économie réelle étaient difficiles à estimer même avant le début de la pandémie, selon le spécialiste : « Le secteur du tourisme a été développé trop vite pour être véritablement lié au reste de l'économie et il y a un manque de travailleurs qualifiés. Même si de nouveaux hôtels font régulièrement leur apparition à Kigali, la plupart d'entre eux ne tiennent pas plus de trois ans. »

« J'ai dû me reconvertis dans le nettoyage des voitures »

Alors qu'en 2019 le pays faisait partie du top 5 mondial en termes de croissance économique, le Fonds monétaire international (FMI) révise aujourd'hui ses prévisions à la baisse. « En juin, nous avions estimé que la croissance prévue à 8 % pour l'année 2020 tomberait finalement à 2 %. Nous sommes en train de revoir nos estimations et il semble qu'elles seront encore inférieures », explique Samba Mbaye, représentant du FMI au Rwanda. De son côté, l'agence de notation Moody's a annoncé le 13 octobre abaisser la perspective économique du pays, qui passe de « stable » à « négative », notant que « la pandémie liée au coronavirus remet en question la stratégie de développement du Rwanda, en grande partie financée par de la dette et focalisée sur l'augmentation des échanges commerciaux et la promotion du tourisme de conférences ».

Le Bureau des conférences rwandais, lui, mise sur une reprise rapide de l'industrie touristique. « Nous avons opté pour le report et non pour l'annulation des événements prévus. Les retombées économiques attendues cette année seront donc engrangées l'année prochaine », assure Nelly Mukazayire, sa présidente. En attendant, l'accent est mis sur les conférences locales ou virtuelles, tandis que le gouvernement a lancé un fonds de relance destiné à venir en aide aux entreprises les plus touchées par la crise.

Mais pour beaucoup de petits entrepreneurs qui avaient investi en vue des grandes conférences prévues cette année, le passage est difficile. « J'ai dû me reconvertis dans le nettoyage de voitures », témoigne Jean-Marie Fizi, directeur d'une petite agence touristique. Ce père de famille avait investi près de 60 000 euros pour importer un nouveau véhicule destiné à transporter des délégués venus

pour la réunion du Commonwealth et désirant visiter le pays. Il a dû changer d'activité en urgence pour pouvoir rembourser le prêt qu'il avait contracté. « Je m'étais dit que c'était le moment d'investir. Mais maintenant la voiture est au parking depuis des mois. Toutes mes réservations ont été annulées et je dois tout rembourser, donc c'est très compliqué. »

RDC CONGO :

RDC : « Je ne laisserai aucun engagement politique de quelque nature que ce soit primer sur mes prérogatives constitutionnelles » (Felix Tshisekedi)

<https://www.radiookapi.net/2020/10/24/actualite/politique/rdc-je-ne-laisserai-aucun-engagement-politique-de-quelque-nature-que>

Publié le ven, 23/10/2020 - 23:17 | Modifié le sam, 24/10/2020 - 11:01

Dans son discours à la nation vendredi 23 octobre, le président Felix Tshisekedi a épinglé les blocages que connaît la coalition FCC-CACH dans la gestion de la RDC. Il annonce qu'il va mener des consultations auprès de différentes nationales en vue d'aboutir à un large consensus sur les grandes questions du pays.

« Nous avions choisi de gérer le pays au sein d'une coalition qui semblait constituer la solution idoine pour sortir le pays de ses différentes crises récurrentes et préserver ainsi les acquis de l'alternance », a expliqué Felix Tshisekedi.

Malheureusement, près de deux ans après, les divergences qui persistent entre les parties signataires de cet accord plombent les ailes de l'espoir de notre envol vers le développement, a-t-il déploré, avant de préciser :

« Ces divergences portent notamment sur les questions relatives à la paix et la sécurité nationale, à la Commission électorale nationale indépendante, à l'organisation des élections, à la gestion du portefeuille de l'Etat, à la territoriale, à la diplomatie, à l'indépendance de la justice et à l'instauration de l'Etat de droit, qui sont un enjeu majeur pour la nation. »

Pour lui, ces questions importantes nécessitent un large consensus national. A ce sujet, le président Tshisekedi s'est engagé à préserver l'unité et l'intérêt supérieur de la nation :

« Je ne laisserai aucun engagement politique de quelque nature que ce soit primer sur les prérogatives constitutionnelles et sur l'intérêt supérieur du peuple congolais. Je ne transigerai jamais avec les intérêts supérieurs de la nation. Je ne céderai la moindre portion de notre souveraineté nationale. Je ne ménagerai aucun effort pour préserver la paix et l'unité nationale. »

Crise FCC-CACH : Joseph Kabila face à ses lieutenants ce lundi à Kingakati
<https://www.digitalcongo.net/article/5f96c35217e1920017dbeed2/>

Kinshasa | 26-10-2020Politique - L'ex-président congolais reçoit, ce lundi 26 octobre 2020, les présidents des regroupements membres du FCC dans sa ferme de Kingakati, dans la périphérie Est de la ville de Kinshasa.

Après l'annonce des consultations nationales lancées par le président Félix Tshisekedi vendredi 23 octobre 2020, son prédécesseur et allié, Joseph Kabila convoque une réunion avec les présidents des regroupements composant sa plateforme, le Front commun pour le Congo (FCC). Des réunions se multiplient au sein de cette plateforme suite à la crise au sein de la coalition au pouvoir (FCC-CACH).

Au terme de l'allocution de Félix Tshisekedi sur les consultations nationales qui devraient conduire à une « union sacrée » en vue de répondre à la vision du président de la République, le FCC s'était réservé de tout commentaire. Sur son compte Twitter, la plateforme de l'ex-président Joseph Kabila, disait s'abstenir de commenter l'allocution du président de la République. Il avait promis de le faire une fois qu'il en aura les détails.

Félix Tshisekedi a motivé sa décision de consulter les couches sociopolitiques par une série des questions qui ne mettent pas d'accord les deux alliés au pouvoir. Il s'agit notamment, selon lui, de l'indépendance de la justice, de l'instauration de l'Etat de droit, du portefeuille de l'Etat, de la territoriale ainsi que la question liée à la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Dido Nsapu

Le Palu prêt à répondre à l'invitation du Président F. Tshisekedi sur les consultations nationales
<https://www.digitalcongo.net/article/5f97068f17e1920017dbeede/>

Kinshasa 26-10-2020 Politique - La présidente de la commission préparatoire du congrès de Palu a insisté sur le fait qu'il est temps de regarder dans la même direction pour l'intérêt général. C'est par labouche de la fille biologique d'Antoine Gizenga, que le Palu a réagi favorablement à l'appel du chef de l'Etat sur les consultations nationales. C'était au cours d'une conférence de presse organisée le lundi 26 octobre 2020.

Devant la presse, Dorothée Gizenga a donné la position du Parti lumumbiste uniifié en ce terme : « le Palu est disposé à répondre positivement à cet appel patriotique lancé par le chef de l'Etat » et de rajouter : « ces conditions sont très importantes dans la mesure où qu'elles pourront amener tous les Congolais à parler le même langage au sujet de leur pays. Le peuple est fatigant de voir les politiciens se quereller tout le temps, oubliant de changer sa situation sociale ».

La présidente de la commission préparatoire du congrès de Palu a insisté sur le fait qu'il est temps de regarder dans la même direction pour l'intérêt général.

Toute fois a-t-elle précisé, que le Palu attend la position du Fcc dont ils sont membres afin de lever l'option finale.

Par ailleurs, concernant la tenue du congrès du parti prévue pour le 30 octobre, Dorothée Gizenga a décidé de surseoir cette activité.

Dans son speech, elle a évoqué les conflits entre les deux camps qui se disputent le leadership et qui ne permettra pas d'organiser ce congrès.

« Nous avons compris qu'on ne saura pas faire le congrès le 30 octobre, il nous faut un seul congrès », a-t-elle dit en substance.

D'autre part, le camp Mayobo a déclaré aller au congrès eux-mêmes.

Pour Dorothée Gizenga, le congrès doit refléter l'image du parti et répondre aux attentes des membres et militants.

Il sied de noter que le but du congrès est d'élire un nouveau secrétaire général après le décès de Lugi Gizenga.

Gisèle Tshijuka

Dans l'est de la RDC, miliciens maï-maï et banyamulenge se livrent une guerre sans fin
Par Joan Tilouine Publié le 21 octobre 2020 à 17h00, mis à jour hier à 10h21
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/21/dans-l-est-de-la-rdc-miliciens-mai-mai-et-banyamulenge-se-livrent-une-guerre-sans-fin_6056858_3212.html

Dans la province du Sud-Kivu, des agriculteurs bantous qui se prétendent autochtones affrontent des Tutsi congolais aux lointaines racines rwandaises.

Le vieux Maguru Mohinda a le ventre vide. Il vient de passer une nuit glaciale sur la colline de Mikenge, un village perché sur les hauts plateaux du Sud-Kivu, et redoute la prochaine. L'octogénaire a beau rêvé de sa maison et de ses deux cents vaches, il n'est pas près de les retrouver.

Comme lui, des milliers de Banyamulenge, des Tutsi congolais aux lointaines racines rwandaises, ont dû fuir les attaques des Maï-Maï, des milices d'agriculteurs bantous qui se prétendent autochtones. Sa case a été détruite et son cheptel pillé par des éléments de groupes armés qui ravagent cette région coupée du reste de la République démocratique du Congo (RDC), faute de routes.

« Ils disent qu'on est rwandais et qu'on doit rentrer. Mais si je dois mourir, c'est ici, au Congo, mon pays. C'est là que je suis né, de même que mon père et mon grand-père... C'est là qu'on m'enterra », précise M. Mohinda, en plantant son bâton de berger sur la terre où il survit désormais. Avec 2 747 autres déplacés, il s'est installé en septembre 2019 dans un camp de fortune adossé à une petite base de la Mission des Nations unies en RDC (Monusco).

Le conflit a déplacé plus de 110 000 personnes, avance le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), un chiffre invérifiable sur le terrain. Des casques bleus pakistanais veillent et repoussent les incursions des Maï-Maï, déterminés à chasser les Banyamulenge. « Avant, nous étions riches avec nos vaches et nos terres. Nous voilà dépendants d'une aide humanitaire qui n'arrive pas. Et si on sort du camp, on risque de se faire tuer », dit Chiza Philemon, instituteur et éleveur qui peine à nourrir ses neuf enfants en cultivant du chou et du maïs sur un lopin de terre.

Les Banyamulenge, cibles des Maï-Maï

Depuis plus de deux ans, la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée sur les hauts plateaux où des villages sont incendiés, des habitants assassinés. Les violences entre communautés dévastent ces montagnes meurtries par les guerres passées et leurs métastases. Dans les années 1990, des jeunes Banyamulenge avaient été formés au maniement des armes en Ouganda par l'Armée patriotique rwandaise, la rébellion de Paul Kagame.

Nul n'a oublié à l'est de la RDC qu'ils étaient en première ligne, vêtus de l'uniforme de l'armée rwandaise entrée sur le territoire lors de la guerre qui a renversé Mobutu Sese Seko en 1997.

Certains, parmi ces jeunes officiers banyamulenge, ont ensuite choisi d'intégrer l'armée congolaise. D'autres ont combattu les groupes armés soutenus par le régime rwandais dans de voir la communauté instrumentalisée pour déstabiliser la RDC. Jusqu'à ce jour, Kigali soutient discrètement des milices congolaises et burundaises hostiles au régime burundais du président Evariste Ndayishimiye.

Aujourd'hui, les Banyamulenge se retrouvent ciblés par une constellation de groupes maï-maï électrisés par les discours de haine ethnique relayés par des politiciens et motivés par l'argent. La conquête de terres et le vol de bétail peuvent générer des sommes considérables. « Plus de 265 000 têtes de bétail ont été volées et des centaines de pasteurs tués. Le conflit n'a cessé d'empirer à cause des vaches qui sont devenues des butins de guerre. C'est devenu un business pour les Maï-Maï et un moyen d'aggraver la situation humanitaire », constate Rubibi Mporana, l'un des présidents de la communauté des éleveurs des hauts plateaux.

A des milliers de kilomètres de là, à Kinshasa, la capitale, une bourgade des hauts plateaux s'est retrouvée au cœur des débats politiques. Minembwe, c'est son nom, compte environ 40 000 âmes, très majoritairement des Banyamulenge, et des vaches malingres rescapées des razzias de Maï-Maï. Un « nettoyage ethnique » en cours

Contrairement à ce que veulent faire croire certains politiciens, il n'y a pas de projet d'aéroport international, mais une simple piste aménagée sur une plaine verdoyante. Son hôpital est un bâtiment décati dépourvu d'équipements et, comme dans la majeure partie du pays, il n'y a ni route asphaltée ni électricité. Les seules voitures qui empruntent les pistes ocre sont une ambulance, les véhicules de la Monusco et une jeep de l'armée congolaise.

Le 28 septembre, ce groupement de villages a finalement obtenu le statut de commune. Le ministre de la décentralisation, Azarias Ruberwa, un leader politique de la communauté banyamulenge de

Minembwe, ancien vice-président qui fut un cadre du RCD, la rébellion pro-rwandaise (1998-2002), avait fait le déplacement.

Ce qui a provoqué un scandale national, qu'importe si un décret promulgué sept ans plus tôt prévoyait la création de cette commune selon des frontières clairement définies et qui en aucun cas ne s'étirent jusqu'au Rwanda, comme veulent faire croire des politiciens et des activistes pour qui ces Tutsi, arrivés du Rwanda par vagues successives à compter du XIXe siècle, ne sont pas des Congolais. Certains les considèrent toujours comme des « Rwandais » venus « coloniser » la RDC. De son côté, la diaspora banyamulenge, plutôt bien organisée pour acheminer quelques vivres et très active en ligne, dénonce un « nettoyage ethnique » en cours. La commune de Minembwe a subitement ravivé la crainte d'un projet de « balkanisation » de la RDC et le souvenir traumatisant de la présence d'armées étrangères à l'est du pays, dont celle de Kigali responsable de crimes de guerre impunis. Le président congolais, Félix Tshisekedi, surpris par l'ampleur de « l'affaire Minembwe », a fini par suspendre l'installation officielle de Mukiza Nzabinesha Gadi, le malheureux bourgmestre.

« Démons » tutsi

« Ça fait mal car il y a un besoin de la présence de l'Etat, dit ce dernier, assis sur une chaise en plastique dans son bureau dépourvu de tout équipement. En toile de fond, il y a toujours le problème de la reconnaissance de la nationalité des Banyamulenge encore considérés par certains acteurs politiques comme des occupants. Dans la région, certains parlent de “démons” tutsi. » Alors, pour obtenir des documents administratifs, les habitants doivent arpenter une centaine de kilomètres à pied au risque de tomber dans une embuscade des milices.

Sur les hauts plateaux, une sorte de cessez-le-feu a été négocié avec les groupes armés et plusieurs initiatives de réconciliation ont été lancées par le gouvernement et la société civile. L'armée congolaise, soupçonnée par les chefs banyamulenge de collaborer avec des Maï-Maï et de participer au trafic de bétail, a décidé de limiter ses opérations – sauf contre les groupes armés étrangers – afin de laisser une chance à ces médiations. Le pillage de vaches n'a toutefois pas cessé, à en croire les éleveurs, et la situation reste tendue entre les communautés qui disposent chacune d'une ou de plusieurs milices et de stocks d'armes.

Les Banyamulenge ne sont pas en reste. Leurs milices d'autodéfense, les Twigwaneho, elles aussi accusées d'exactions, ont brisé la trêve dès le 1er octobre en ciblant des villages bafuliro, selon l'armée congolaise. Les miliciens banyamulenge se sont toutefois jusque-là montrés incapables de protéger la communauté des assauts répétés des Maï-Maï.

Le dernier espoir des Banyamulenge

Près de 200 jeunes étudiants dans les pays des Grands Lacs sont rentrés pour prêter main-forte à un certain Makanika, le « héros » du moment ou plutôt le dernier espoir des Banyamulenge. Makanika, Michel Rukunda de son vrai nom, est un colonel de l'armée congolaise qui a déserté en janvier pour rejoindre les hauts plateaux et cordonner la « résistance ».

Ce guerrier d'environ 45 ans dirige dans la clandestinité plusieurs centaines de combattants depuis son fief situé à une trentaine de kilomètres du camp de déplacés de Mikenge. « Il compte dans ses rangs d'autres capitaines et majors déserteurs en plus des jeunes qui sont bien entraînés et d'une partie des Twigwaneho », explique un haut gradé de l'armée congolaise déployé dans la région qui connaît bien Makanika pour avoir autrefois combattu à ses côtés.

C'était dans les rangs de l'armée patriotique rwandaise dans les années 1990 puis congolaise.

Aujourd'hui, le colonel rebelle s'appuie notamment sur un autre déserteur de l'armée congolaise rentré de Kigali et qui bénéficie d'un soutien financier de la diaspora banyamulenge. Il n'hésite pas à coordonner des attaques contre les positions de l'armée congolaise. « Makanika se sacrifie pour nous défendre et, s'il le faut, pour mourir avec nous. Une partie de nos jeunes le rejoune volontairement », précise un déplacé du camp de Mikenge. Sa priorité serait la protection de la communauté et la récupération de vaches pillées.

Mais sa rapide montée en puissance intrigue et alimente les soupçons d'un éventuel soutien de pays voisins. « Ses hommes sont accompagnés d'étrangers, des Rwandais et des Burundais, qui massacrent des villages et violent nos femmes », accuse un cultivateur bafuliru habitant d'un village

récemment visé par les troupes de Makanika qui a mené des attaques ce lundi sur trois villages Bafuliru des environs de Mikenge. Ce nouveau groupe armé risque d'aggraver les soifs de vengeance et d'empirer la situation tant sécuritaire qu'humanitaire. Sur les collines des hauts plateaux, chaque communauté parle de la paix mais se prépare, une fois encore, à faire la guerre.

Les 99 ans de la prophétie de Simon Kimbangu sur l'émancipation de l'homme noir célébrés à Muanda

<https://www.digitalcongo.net/article/5f91a0b5b4a0d00017486562/>

Kinshasa 22-10-2020Société - L'histoire a bien été redite, cette fois à Muanda, dans la province du Kongo central. Une histoire qui recentre et remet à la fois au grand jour la dimension prophétique de Simon Kimbangu. A Muanda, les 99 ans de la prophétie de Simon Kimbangu ont été célébrés avec une solennité historique.

Les kimbanguistes ont encore eu le plaisir de conserver leur tradition. Autant, les prophéties de Simon Kimbangu qui n'ont rien perdu de leur superbe, 99 ans après, elles passent pour être rayonnantes.

Voici que quatre-vingt-dix-neuf ans se sont écoulés, où Simon Kimbangu eut prophétisé sur l'homme noir, au Centre d'Eveil Spirituel Négro-africain, VU.VA.M.U, un mouvement qui à travers son Chef Spirituel MFUMU NKUSU KIAMBU NZALAMPANDA NE N'SONGI A NZILA et dont la mission principale est la réhabilitation de l'homme noir, l'on réalise à ces jours que cette prophétie se concrétise davantage sur tous les plans de la vie à travers le monde.

Lors de la commémoration de cet anniversaire, intervenue le lundi 19 octobre 2020, il est rappelé au niveau de VU.VA.M.U que la prophétie annoncée le 10 septembre 2021 à Mbanza Nsanda, en territoire de Songololo, traduit la réalité selon laquelle l'homme blanc deviendra l'homme noir et l'homme noir deviendra l'homme blanc.

Dans cette logique, les membres du Centre d'Eveil Spirituel Négro-africain ont tenu à se rassurer sur la pérennisation de l'histoire du kimbanguisme à travers les nations.

Né le 12 septembre 1887 à Nkamba, Kimbangu est baptisé par la Baptist Missionary en 1915. Fils d'un chef spirituel, il exercera en tant que catéchiste, c'est-à-dire, chargé de l'enseignement religieux des futurs baptisés, avant d'avoir sa révélation. Raymond Okeseleke

UGANDA :

Col Shaban Bantariza dead

<https://www.newvision.co.ug/news/1530396/col-shaban-bantariza-dead>

By Admin Added 27th October 2020 08:11 AM

Bantariza was a former spokesman of the UPDF.

The Deputy Executive Director of the Uganda Media Centre, Col Shaban Bantariza, has died. This was confirmed by the spokesperson of the Uganda People's Defense Forces, Brig. Flavia Byekwaso.

"The UPDF family with great sadness have learnt of the passing on of the deputy Executive director of Uganda Media Centre and deputy government spokesman Rtd Col Shaban Bantariza at Mulago national referral hospital. May his soul rest in peace," she said in a tweet.

Electricity projects will spur West Nile growth - Museveni

<https://www.newvision.co.ug/news/1530362/electricity-projects-spur-west-nile-growth-museveni>

By Visio Reporter Added 26th October 2020 05:31 PM

The President said Arua's proximity to DR Congo and South Sudan meant that goods manufactured in the West Nile city would not be short of market.

Electricity projects will spur West Nile growth - Museveni

President Museveni launches the three major projects in Arua. PPU Photo

West Nile should brace for accelerated development as the government and private players undertake new electricity projects in the region, President Yoweri Museveni has said.

The President made the remarks on Sunday in Arua City as he launched three major projects in Arua district; a 132kV electricity transmission line, an 8MW thermal power plant and a value-processing factory for cereals.

The 132kV Kole-Gulu-Nebbi-Arua transmission project will evacuate electricity from Karuma, Agago and Nyagak dams to West Nile and parts of Northern Uganda and link these areas to the national grid.

The 8MW thermal power plant is a project of Electro-Maxx, run by businessman Patrick Bitature while the value-addition factory is part of the Arua market reconstruction project under the ministry of local government.

The value-addition factory will be able to process 250,000 kg of cereals daily and is estimated to earn the district sh15b annually once fully operational. It will be fed by over 30,000 farmers who previously grew tobacco.

Electro-maxx chairman Patrick Bitature takes President Museveni on a guided tour of the facility. PPU Photo

"I can assure people of West Nile that with access to the national grid power, big industrial parks are coming here," said Museveni.

The President added that Arua's proximity to DR Congo and South Sudan meant that goods manufactured in the West Nile city would not be short of market.

Citing the growth in government revenues from sh5bn in 1986 to sh21 trillion today, the President said this had only been able because the NRM government respects the private sector, which has been key in this growth.

"With the current developed infrastructure, the roads, electricity and more areas being connected to the power grid, there is no doubt about Uganda's accelerated economic growth," he said.

Museveni appealed to NRM local leaders and cadres to focus on mobilisation for national economic development, warning against extravagance and corruption.

"There is need for enhancement of socio-economic transformation by resolving to avoid wastage while solving peoples problems," said the President.

President Museveni inside the Joadah Consult value addition factory in Arua City shortly after commissioning it. PPU Photo

He also cautioned the people of West Nile region against land fragmentation, saying since most local people are on small landholdings they should adopt modern farming practices as guided by government officials.

Speaking at the same function, Deputy Speaker of Parliament Jacob Oulanyah said Uganda had wasted its first 24 years after Independence but the NRM government had accelerated the recovery process.

"Since 1986, Ugandans have lived in unity. Losses in the first 24 years of post-independence have been recovered and even doubled," said Oulanyah.

The function was attended by the First Deputy Prime Minister Moses Ali, energy state minister Simon D'Ujanga and investment state minister Evelyn Anite.

Businessman Patrick Bitature said the stability ushered in by the NRM government was to be credited for the speedy development the country is witnessing.

'People Power' in Uganda: The lawyer promoting a pop-star candidate

By Liam Taylor Correspondent

<https://www.csmonitor.com/World/Africa/2020/1020/People-Power-in-Uganda-The-lawyer-promoting-a-pop-star-candidate>

GULU, UGANDA

Lina Zedriga thought she was done with politics. As a lawyer and activist, she had fought for women's voices to be heard everywhere in Uganda, from land disputes to peace negotiations to parliament. And now she wanted to go home to the north. Become a catechist. Keep goats. Rest. One day in February she changed her mind.

Bobi Wine was in court in Kampala, the Ugandan capital, accused of organizing an illegal protest. The singer-turned-politician, whose real name is Robert Kyagulanyi, is the leading opposition candidate for president in elections early next year.

Ms. Zedriga, who was there to watch another case, saw Mr. Wine leave the courthouse into a throng of raucous fans. Suddenly the police fired tear gas. Elsewhere that day one of Mr. Wine's supporters was killed in a road accident – knocked dead by a police car, said Mr. Wine, which the police deny. "We went for the burial," recalls Ms. Zedriga, "and one of the messages this young girl left was let me not die invain."

Since 1986 Uganda has been led by Yoweri Museveni, a former rebel. He has won five elections, on a steeply tilted playing field, and retains some genuine support. Most Ugandans expect him to triumph again in 2021. But Mr. Wine's candidacy is sparking excitement. At 38, he is half Mr. Museveni's age. His People Power movement has drawn in student radicals, seasoned politicians, and the young strivers of the city, who scrape a living selling vegetables or riding motorbike taxis. The movement is messy, vibrant, and unpredictable, galvanizing people with the loose promise of change. In its unofficial anthem, a reworking of a Pentecostal hymn, Mr. Wine paints a vision of a "new Uganda" free of corruption, tear gas, and land grabs, where everyone will "walk with swag." But Mr. Wine faces fierce pushback. In 2018 he was arrested, beaten, and charged with treason, along with 35 of his supporters. Last week the army and police raided his headquarters, and on Wednesday a judge will rule in a case challenging his leadership of his party, the National Unity Platform (NUP). His critics sneer that he is inexperienced and lacks ideas.

If Mr. Wine is to threaten Mr. Museveni, he has to win support in the countryside, where three-quarters of Ugandans live. And in March he asked Ms. Zedriga to help him do it. She is now his deputy and the northern coordinator of the NUP, a role she sees as an extension of her gender activism. "Empowered women transform societies," reads a sign above her desk.

"Let us see how our political participation translates into salt for the women, into the five hundred shillings which we usually tie around our kitenges [fabric wraps]," she says, a rosary around her neck. She has returned to the north after all: not to keep goats, but to build a movement.

Reclaiming humanity

Uganda did not exist until British colonialists created it. Like shoddy welders, they fused together a disparate group of kingdoms and societies. Sometimes, the nation has pulled apart at the seams. After independence northerners dominated Uganda's army and, by extension, its politics. The ascent of Mr. Museveni, a southwesterner, ushered in peace in the south but violence and social breakdown in the north – most notoriously the rebellion of Joseph Kony, a self-proclaimed spirit medium, and his Lord's Resistance Army. The government herded nearly 2 million people into displacement camps, and it was not until 2006 that peace started to return.

"In the north we have never been beggars," says Ms. Zedriga, who as a lawyer collected statements from women raped in the war. "Now we have generations that are beggars. So our agenda for northern Uganda is let us wake up, reclaim our identity, reclaim our humanity."

Samuel Obedgiu agrees. When he was 11, he was abducted by Mr. Kony's rebels, spending nine months in the bush. At university in Kampala he became a protest leader, earning the nickname "Strike Machine." He now leads NUP's youth wing in the north, working with Ms. Zedriga from NUP's new office in Gulu town. He says he is using a "termite strategy" to reach voters, going "underground" like the wood-eating insects.

One morning in September he rides a hired motorbike to a homestead in Nwoya district. Villagers trudge in from the fields and gather beneath a mango tree, still dripping from the morning rain. "Where should we go as Acholi?" Mr. Obedgiu asks, referring to the Acholi people who live in the area. "What should be the future for our children?"

They work hard to pay school fees, he reminds his audience, but in Kampala their children only find jobs as watchmen and maids.

The crowd murmurs agreement. But they have heard this message from opposition politicians before. They have done their best to vote for change, says one woman, but the rest of the country lets them down. A young man in a faded soccer shirt suggests they should focus on local leaders, because there is no hope of changing the president.

Another man, though, gestures at Mr. Obedgiu's T-shirt, emblazoned with Mr. Wine's face. "That one. We want to try him."

Uphill battle

Mr. Museveni's government leaves space for the opposition – just not enough for them to win. The press, though constrained, is lively. Elections, though flawed, are fiercely fought.

But politics is a murky business, as Ms. Zedriga knows. Her husband disappeared after the 2001 election, when he was a campaign manager for Kizza Besigye, the main opposition candidate. The government said he had fled to join a rebel group. She still holds out hope that he is alive somewhere.

And politics is dirty too. Ms. Zedriga claims that she was recently at a cafe in Kampala when she was approached by a soldier and a lawyer, promising her a government job, two cars, and 5 billion shillings (\$1.3 million).

"I held my bowl of soup," she says, breaking into characteristic laughter. "I almost poured it on them!"

The screw is tightening. Security officials stopped NUP from opening an office in Kitgum, another northern town. Mr. Obedgiu and Brian Mungu, a parliamentary candidate, say they have been arrested while campaigning. Mass rallies have been banned to stop the spread of COVID-19, a rule that the opposition says is selectively enforced.

Jimmy Patrick Okema, a police spokesman in Gulu, insists that the rules apply equally to all. "As long as you do something that is contrary to the guidelines we shall not entertain that," he adds.

The candidates milling around NUP's Gulu office are passionate but inexperienced – and struggling for funds. Lalam Irene is a radio host and singer who says she wants to empower women and heal Uganda's "wounded politics." Charles Ochora is a businessman who only joined NUP after losing in the ruling-party primaries in September. Caesar Lubangakene, a snappily dressed humanitarian worker, is running for office in Gulu East; among his rivals is the local priest, running as an independent.

"NUP will not do well in northern Uganda," says Peter Labeja, who hosts a political talk show on Radio Rupiny, a government-owned station. Local support for the ruling National Resistance Movement has increased since the end of the war, he notes. "[There is] a general appreciation that Museveni is going nowhere for now."

But Ms. Zedriga no longer thinks of retirement. "This is the moment when everybody's feeling enough is enough – enough of the impunity, enough of the injustices, enough of the exclusion," she says. "I am very optimistic."

Arthur Owor contributed reporting from Gulu.

KENYA :

Kenya: le mirage pétrolier

Publié le : 23/10/2020 - 00:37

Par Sébastien Nemeth

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20201023-kenya-le-mirage-p%C3%A9trolier>

Le Kenya se rêve en producteur de pétrole depuis la découverte de réserves estimées à 560 millions de barils en 2012 dans la région du Turkana, dans le nord. La société britannique Tullow avait été choisie pour gérer la production, et les premiers barils sont sortis de terre en juin 2018. Mais depuis un an, le projet a connu une série de coups d'arrêt.

Le rêve d'or noir s'est transformé en mirage pour le Kenya. Depuis des mois, le pays accumule les obstacles et son rêve de grandeur sur le marché du pétrole s'est brutalement arrêté.

Les ennuis ont commencé en décembre, lorsque Tullow a annoncé des résultats d'exploration décevants en Guyane et une production plus faible que prévu au Ghana, son marché principal. Des mauvaises nouvelles qui ont conclu une année noire pour Tullow, dont l'action a chuté de 64%, avec en prime la démission du directeur général et du directeur d'exploitation.

Désengagement

Mais 2020 s'est révélée encore pire, en tout cas pour le projet kényan. Les mauvaises conditions météo dans le Turkana ont détruit une partie des routes utilisées par les camions transportant l'or noir vers la côte. Tullow a dû suspendre les convois.

La société a alors dû faire un choix. Étant donné les pertes de 2019, et les investissements nécessaires, notamment la construction d'un pipeline de 900 km, pour augmenter la cadence d'un projet encore jeune, la multinationale a annoncé le début de son désengagement. Tullow a déclaré vouloir réduire ses parts dans l'exploration de plusieurs blocs, s'ensuit l'annonce d'un plan social afin de réduire les coûts.

Cas de force majeure

Un malheur n'arrivant jamais seul, le Covid-19 a débarqué, enterrant un peu plus le projet. En août, Tullow a envoyé une note au gouvernement, annonçant un cas de force majeure l'empêchant d'honorer sa part de contrat. Une note finalement retirée après des concessions de Nairobi et notamment une réduction d'impôts. Au final, le ministre du Pétrole a dû se résoudre à annoncer que les espoirs de devenir exportateur en 2022 pourraient être repoussés à 2024.

Désormais, l'heure est à la réflexion. Le pétrolier britannique a lancé un réexamen du projet kényan, et doit soumettre un plan de développement fin 2021. Le gouvernement lui estime que si Tullow veut partir, elle peut toujours vendre ses parts. Nairobi chercherait notamment des partenariats avec des multinationales plus grosses comme Total ou Shell. Mais qui voudra remplacer Tullow ? Alors qu'elle n'a jamais réussi à céder ses actifs dans les blocs d'exploration. Son directeur Kenya a en tout cas été remercié et quittera ses fonctions à la fin de l'année.

SOUTH SUDAN :

Little progress on disputed Abyei region between Sudan and South Sudan

22 October 2020

<https://news.un.org/en/story/2020/10/1075952>

Jean-Pierre Lacroix briefed ambassadors on recent developments concerning the oil-rich border area, where the UN interim security force, UNISFA, has been deployed since 2011 to protect civilians and humanitarians.

He recalled the signing earlier this month of an historic peace agreement between the Sudanese authorities and several armed groups from Darfur following a year of negotiations facilitated by SouthSudan.

The two neighbours have also signalled their intention to relaunch the political process to discuss the final stages of Abyei and its border areas, which Mr. Lacroix described as a positive development.

“However, despite this continued rapprochement between the Sudan and South Sudan, the peace process has made little progress in Abyei. The main developments at the local level were the appointments by Juba and Khartoum of their respective chief administrators”, he said.

“This constitutes an unprecedented political development as it is the first time Abyei has two appointed chief administrators.”

Volatile security situation

Meanwhile, the security situation in Abyei remained volatile.

Mr. Lacroix reported that since April, there have been four attacks against UNISFA personnel and four incidents of intercommunal violence, including armed attacks on villages.

While the force continued to engage leaders from the Nginka and Misseriya communities, the violence has had a negative impact on peace efforts.

Reduced force strength

The UN peacekeeping chief also reported on issues facing UNISFA, which has a mandated deployment of 640 police personnel. This figure includes three Formed Police Units consisting of 160 officers each. However, staffing currently stands at 35, with 16 officers set to end their assignments in the coming weeks.

“Since no visas have been issued for any new officers who could be deployed as replacement, the strength of the police component will reduce to 19 officers. Consequently, this situation will inevitably lead to the closure of some team sites in UNISFA, and will have a negative impact on the mandate implementation”, said Mr. Lacroix.

The non-issuance of visas, coupled with COVID-19 travel restrictions, has also affected China and Tanzania who must conduct reconnaissance visits to the area ahead of sending personnel for the force.

Cooperation on oil production

The Security Council heard in addition from the UN Special Envoy for the Horn of Africa, Parfait Onanga-Anyanga, who also commended the growing engagement between Sudan and South Sudan.

“As the countries now strengthen their relationship, they are no longer likely to pursue activities that undermine each other’s stability”, he said.

The Special Envoy reported on continued cooperation in oil production. Last month, the two countries signed a protocol on the resumption of production in the Unity and Toma South oil fields in South Sudan, with 15,000 barrels per day expected soon.

“The deal includes details on the transfer of crude oil to Sudan for its domestic use. In return, Sudan will provide technical support”, he said.

“Before the agreement, South Sudan was providing 30,000 barrels per day of crude oil to Sudan. The deal is in line with South Sudan’s plan to return to its pre-conflict production level of 350,000 barrels per day from its current 150,000 barrels per day.”

SUDAN :

US and Sudan: Foes bury the hatchet

<https://www.theeastfrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/us-and-sudan-foes-bury-the-hatchet--2720592>

Friday October 23 2020

Washington once labelled Khartoum a hub of the "axis of evil", but relations between the US and Sudan have warmed since hardline Islamist president Omar al-Bashir was toppled last year.

On Friday, US President Donald Trump formally moved to delist Sudan as a state sponsor of terrorism, as he announced Sudan was normalising relations with Israel.

The White House said Sudan's civilian-backed transitional government had deposited \$335 million as part of an agreement to compensate survivors and family members of attacks that took place when former Bashir welcomed Al-Qaeda.

This is a recap of its fractious relationship with the US over the last three decades:

Bin Laden and Carlos the Jackal

After Omar al-Bashir takes power in a coup in June 1989 supported by Islamists, the country becomes a haven for jihadists, including Al-Qaeda chief Osama bin Laden.

Israel delegation visits Sudan in push to normalise ties

22 Oct 2020 <https://www.aljazeera.com/news/2020/10/22/israel-delegation-visited-sudan-in-push-to-normalise-ties>

SOURCE : NEWS AGENCIES

One-day return trip has heightened speculation that Israel could soon strike a normalisation deal with Sudan.

An Israeli delegation visited Sudan to discuss normalising relations following the Jewish state's US-brokered deals with the United Arab Emirates and Bahrain, news reports said on Thursday. The one-day return trip heightened speculation Israel could soon strike a peace deal with the Arab-led African country, with which it is technically at war.

A chartered plane left Tel Aviv for the Sudanese capital on Wednesday, according to the specialised air traffic website Flightradar24. Sources in Sudan and Israel confirmed the visit to AFP news agency.

"A joint American-Israeli delegation visited Khartoum yesterday" and met with Sovereign Council President General Abdel Fattah al-Burhan for talks on a normalisation of ties between Sudan and Israel, a Sudanese government source said.

Israeli sources, requesting anonymity, also confirmed the trip.

Sudan's Prime Minister Abdalla Hamdok is ready to proceed with normalising relations with Israel once a yet-to-be-formed transitional parliament has approved the step, two Sudanese government sources told Reuters news agency.

The comments are the clearest sign that Hamdok, under pressure from the United States, is willing to contemplate Sudan establishing ties with former adversary Israel.

Such a move would not be imminent, because the council still needs to be established under a power-sharing deal between the military officers and civilians who have been running Sudan jointly since the overthrow of Omar al-Bashir in 2019. It is unclear when the assembly will be formed.

There was no immediate response from the government to requests for comment.

US Secretary of State Mike Pompeo said on Wednesday he hoped Sudan would "quickly" recognise Israel.

That call came after US President Donald Trump pledged on Monday to soon take Sudan off the US state sponsors of "terrorism" blacklist, a legacy of the al-Bashir era.

Israel's top-selling daily, Yedioth Ahronoth, reported Sudan's post-al-Bashir transitional joint civilian and military government had internally agreed to normalise ties.

"According to reports that have been received in Jerusalem, the leadership in Khartoum has made a decision in principle to that effect," the newspaper said.

'Very close'

It reported an agreement was reached between al-Burhan and Hamdok, who had been opposed until now to normalising relations with Israel.

The newspaper mentioned a possible announcement by Trump "in the coming days" from Washington with Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu and al-Burhan to join by video conference.

Netanyahu and al-Burhan in February held a landmark meeting in Uganda.

Israeli intelligence minister Eli Cohen was also quoted in local media as saying Israel was "very close to normalising ties with Sudan" in comments his foreign affairs adviser Arye Shalicar confirmed.

Sudan experienced an historic shift last year as al-Bashir was overthrown in April in the face of youth-led street protests, and it is now turning the page on decades as an international pariah.

It has launched a series of reforms, put al-Bashir on trial and is cooperating with the International Criminal Court to try him over his regime's scorched earth campaign in the Darfur region.

Sudan is one of four nations branded by Washington as a state sponsor of terrorism, along with Iran, North Korea and Syria, severely impeding access to loans, foreign investment and debt relief.

ETHIOPIA :

Tripartite Nile dam talks to resume after Trump warning

<https://www.theeastfrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/ethiopia-dam-talks-to-resume-after-trump-warning-2722552>

Monday October 26 2020 By MAWAHIB ABDALLATIF More by this Author

Sudan has said it will hold a meeting on Tuesday with Egypt and Ethiopia on the controversial Nile dam project coming just days after US President Donald Trump warned it could trigger military action.

Prof Yassir Abbas, Sudan's Irrigation minister, said the country would participate in the tripartite negotiations mediated by the African Union to seek new approaches to end the stalemate that led to the suspension of the talks in August.

Ethiopia at the weekend accused Trump of inciting "war" over the mega-dam after the president on Friday spoke out against the project and said Egypt might destroy it.

Foreign Minister Gedu Andargachew summoned US ambassador Michael Raynor to clarify Trump's latest foray into a delicate, long-running dispute over Nile waters between Ethiopia and its downstream neighbours Egypt and Sudan.

"The incitement of war between Ethiopia and Egypt by a sitting US president neither reflects the long-standing partnership and strategic alliance between Ethiopia and the United States, nor is acceptable in international law governing interstate relations," his ministry said.

Trump told reporters on Friday: "It's a very dangerous situation because Egypt is not going to be able to live that way..." and that Cairo could "end up blowing up the dam."

Premier: New park in Ethiopia creates 10,000 jobs

<https://www.aa.com.tr/en/africa/premier-new-park-in-ethiopia-creates-10-000-jobs/2011574>

Addis Getachew 19.10.2020

ADDIS ABABA, Ethiopia

Ethiopian economy grows beyond \$100B, says Prime Minister Abiy Ahmed
Ethiopia's prime minister said Monday that a new park hugging the country's capital had created 10,000 new jobs.

Speaking at the inauguration of the new legislative year of the country's lower parliamentary house, Abiy Ahmed admonished some of the lawmakers for criticizing the opening of Entoto Park in Addis Ababa, as well as other parks like it, while the East African country grappled with security issued. "The park will greatly boost both the country's image and, together with other schemes, its incomes too," he said, adding that he had personally raised funds for its construction.

Abiy said the multi-purpose park would contain indoor and outdoor facilities built mostly with local materials, including centers for physical activities, a library, restaurants and coffee shops, fountains, walkways and bicycle and scooter lanes.

He underlined that the park would serve as a major tourist attraction in Addis Ababa. "We can build 30 to 40 such parks in the city of Addis Ababa alone."

China, he said, fully financed another park's construction, called the Sheger project, situated in the heart of Addis Ababa and was inaugurated last month.

"You [parliament] have not given me a single birr [Ethiopian currency] for the park projects and you cannot call me to account for them," Abiy told members of the House of People's Representatives.

Unprecedented GDP

During his speech, Abiy also said Ethiopia's Gross Domestic Product had reached \$107.4 billion during the last budget year that ended July 7.

"It is the first time ever that Ethiopia managed to go beyond the \$100 billion threshold in GDP," he said.

He added that the country also achieved economic growth of 6.1 % despite the novel coronavirus pandemic.

Agriculture was the major contributor to the growth performance, he added.

Abiy also discussed issues, including security and the flashpoint Grand Ethiopian Renaissance Dam.

SOMALIE :

Somalie : nouveau gouvernement du Premier ministre Roble

21 octobre 2020 Karol Biedermann

<https://sahel-intelligence.com/21744-somalie-nouveau-gouvernement-du-premier-ministre-roble.html>

Le nouveau Premier ministre somalien Mohamed Hussein Roble a présenté lundi soir la composition de son gouvernement, dans lequel figurent quatre femmes.

Le nouveau cabinet, qui se compose de 27 ministres, 17 ministres d'Etat et 26 ministres délégués, doit encore recevoir le vote de confiance des députés de la Chambre du peuple.

Mohamed Hussein Roble a été nommé en septembre dernier comme nouveau chef du gouvernement somalien. Le poste était vacant depuis juillet, après le renvoi par le Parlement de l'ancien Premier ministre Hassan Ali Khairi.

Le président somalien Mohamed Farmajo a appelé mardi le Parlement à approuver la nomination des nouveaux ministres du gouvernement.

***LE SUD DE L'AFRIQUE ***

MADAGASCAR :

Madagascar : la France et neuf pays européens ne peuvent plus venir

Fabrice Floch • Publié le 23 octobre 2020 à 12h09

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/madagascar-la-france-et-neuf-pays-europeens-ne-peuvent-plus-venir-885498.html>

La seconde vague qui frappe dix pays européens, dont la France, a incité l'Aviation Civile de Madagascar (ACM) à ne plus les autoriser à acheminer des passagers vers la Grande île. Les vols commerciaux des autres destinations sont les bienvenus.

La seconde vague de covid-19 qui touche la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Pologne, la Russie et l'Ukraine oblige l'Aviation Civile de Madagascar (ACM) à ne plus accepter les touristes de ces pays. Les vols commerciaux venant d'autres destinations ont accès aux aéroports de la Grande île et les touristes présentant un test PCR négatif, avant l'embarquement, sont les bienvenus.

Aucune date limite n'a été fixée. Cette restriction est conditionnée à la durée et l'ampleur de cette seconde vague précise Madagascar-Tribune.

Les vols de rapatriement maintenus

Cette décision est lourde de conséquences pour les opérateurs touristiques malgaches, mais elle était inévitable à partir du moment où le maintien de l'accueil des passagers de ces pays engendrait un risque sanitaire pour le pays.

En attendant, des jours meilleurs les acteurs économiques sont contraints de faire le dos rond. La relance espérée depuis le 1er octobre 2020, malgré la réouverture de l'aéroport de Nosy Be aux vols commerciaux, va encore attendre.

Seuls, sont maintenus, les trois vols de rapatriement des expatriés vivant en France ou en Europe. Ces vols entre Paris et Antananarivo auront lieu avant le 1er novembre 2020. Ils seront assurés par Air Madagascar.

SOUTH AFRICA :

L'Afrique du Sud pourrait lancer un satellite Internet pour la SADC

<https://africanews.space/south-africa-may-launch-internet-satellite-for-sadc/>

La présidence sud-africaine a publié un rapport de diagnostic de la quatrième révolution industrielle (4IR) détaillant les nouvelles technologies dans lesquelles le pays envisage d'investir.

Le rapport de diagnostic 4IR a été préparé par une commission 4IR constituée par le président sud-africain Cyril Ramaphosa pour renforcer le développement du pays. La commission était composée de 33 experts et de 60 groupes, y compris des sociétés cotées et des services gouvernementaux du pays. Une partie de la recommandation de la commission était que l'Afrique du Sud devrait développer son propre satellite Internet.

Tout en plaidant pour une connectivité plus forte dans le pays, la commission a recommandé que l'Afrique du Sud soit propriétaire de son propre satellite de télécommunications géostationnaire, qui offrirait ses services à toute la région de la Communauté de développement de l'Afrique austral (SADC).

Dans le rapport de la commission, il a noté que le satellite «créerait un environnement favorable qui ouvrirait des opportunités pour [une] économie partagée qui permettrait à tous les Africains de changer leurs conditions sociales matérielles et de réduire la pauvreté, les inégalités et le chômage des jeunes. Nous créerions une redondance indispensable de la part des grandes entreprises mondiales ».

La commission a ajouté que le satellite fournirait une connectivité de qualité aux communautés marginalisées de la région de la SADC, sans frais pour elles, afin qu'elles puissent accéder aux applications 4IR, en particulier pour la santé intelligente, l'apprentissage intelligent, les munitions intelligentes, les minéraux intelligents, l'agriculture intelligente, contrats et services financiers intelligents.

La commission a déclaré que le satellite géostationnaire ajouterait également de la valeur à la mise en place d'un échange central africain pour la voix, les données et d'autres moyens de communication - et permettrait des contrats intelligents pour les accords de libre-échange continentaux africains (ZLECAF).

Plus tôt dans l'année, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie Blade Nzimande, a déclaré que le département envisageait l'utilisation de `` technologies et plates-formes de sciences spatiales et d'observation de la Terre " à l'appui de ses projets visant à atteindre les étudiants vulnérables. Il a en outre noté que «le Département de la science et de l'innovation, en collaboration avec le Département des communications et des technologies numériques, Sentech et l'Agence spatiale nationale sud-africaine, étudie actuellement une solution à long terme pour répondre aux besoins de transmission numérique de l'éducation nationale. système grâce au lancement d'un satellite de communication produit localement ».

«Le CSIR achève également la tâche d'établir une carte de planification géospatiale identifiant l'emplacement et la distribution des sites d'apprentissage et de co-apprentissage dans tous les districts d'Afrique du Sud pour nous permettre de soutenir les étudiants dans la période précédant le retour complet sur les campus.

GAUTENG HEALTH DEPARTMENT SAGA DEEPENS AMID ARRESTS AND DISCIPLINARY PROCESSES

<https://www.thesouthafrican.com/news/south-africa-news-today-friday-23-october-2020/>by
TheSouthAfrican.com 2020-10-23 05:30

The depth of corruption within Gauteng's health department knows no bounds and while recent scandals involving the irregular supply of personal protective equipment have dominated the headlines, a series of arrests executed on Thursday paint a picture of deep-rooted misdeeds. South Africa's Directorate for Priority Crime Investigation — better known as the Hawks — have spearheaded the latest blitz which coincides with a large-scale inquiry, sanctioned by President Cyril Ramaphosa, led by the Special Investigating Unit (SIU).

On Thursday morning, the Hawks swooped on four former senior government officials. Sybil Ngcobo, Mmakgosi Mosupi, Valdis Romaano and Obakeng Mookeletsi all appeared before the Specialised Commercial Crimes Court in Palm Ridge on charges which date back to 2007. All four accused have been implicated in corruption associated with a R1.2 billion tender which allegedly flouted proper procurement processes and contravened the Public Finance Management Act. The accused were granted bail and are expected to return to court on 3 December 2020.

Meanwhile, allegations of corruption made more recently — involving Presidential Spokesperson Khusela Diko and Gauteng Health MEC Bandile Masuku — are attracting more attention from the SIU and the ruling African National Congress (ANC). While the former has revealed its intention to have banks accounts and pension funds, of those implicated, frozen, the ANC has resolved to suspend Diko and Masuku from organisational activities.

Additionally, ANC Gauteng Treasurer General, Parks Tau, confirmed that the party's Provincial Executive Committee (PEC) had decided to refer Diko and Masuku to the disciplinary committee. It's alleged that Diko's husband scored a lucrative contract to supply the province with personal protective equipment. Masuku was implicated for facilitating the over-inflated tender which allegedly cost the state R125 million.

BOTSWANA :

Miss Botswana : Oweditse Phirinyane fait tourner les têtes !

Par Justin Coulibaly -23 octobre 2020

<https://www.afrik.com/miss-botswana-oweditse-phirinyane-fait-tourner-les-tetes>

La gagnante de Miss Botswana 2019-2020, Oweditse Gofaone Phirinyane, a fait tourner les têtes lorsqu'elle a assisté au défilé de mode extravagant, la semaine dernière, volant presque la vedette aux mannequins, dans sa robe luxuriante. Un bel ensemble gris métallique gracieuseté de Butterfly Couture, lui donnant un look audacieux et sophistiqué.

Ce n'est pas la première fois que la beauté botswanaise Oweditse Gofaone Phirinyane éblouit la foule. Elle a d'autres looks incroyables qui sont difficiles à oublier. Lors des célébrations de l'indépendance 2020 du Botswana, elle a de nouveau été habillée par Butterfly Couture, dans une robe élégante avec les trois couleurs représentant le drapeau national.

« J'ai assisté à Fashion Without Borders samedi soir et le thème était L'AFRICANISME. Je savais dès le départ que je voulais des perles incorporées dans ma tenue. Elles continuent d'être utilisées dans les cérémonies traditionnelles, ou pour célébrer le mariage et les rites de passage de l'enfance à l'âge adulte. Les perles de taille sont portées pour diverses raisons : un symbole et une célébration de la féminité, de la spiritualité, de la protection, de la richesse, entre autres », a écrit, sur son compte Instagram, Oweditse GofaonePhirinyane.

Bien que 2020 n'ait pas été la meilleure année pour beaucoup, en raison de la pandémie du Covid-19, Oweditse Gofaone Phirinyane a continué à porter sa couronne avec fierté et à faire valoir au maximum son mandat de reine de la botswanaise en se mettant au service de beaucoup de personnes et d'associations.

Âgée de 25 ans, Oweditse Gofaone Phirinyane s'est manifestée pour soutenir des concours de beauté locaux, encourageant d'autres jeunes filles désireuses de suivre ses traces, à continuer de viser plus haut. Son travail rêvé serait de devenir styliste avec sa propre marque de vêtements. La devise personnelle de Phirinyane est « Soyez doux avec vous-même. Comprenez que vous ne pouvez pas tout contrôler, mais avoir le contrôle de la façon dont vous y répondez ».

ZIMBABWE :

Zimbabwe : l'exécutif peaufine un plan sur 5 ans pour réduire les importations d'engrais

23 octobre 2020 14:10 Espoir Olodo

<https://www.agenceecofin.com/agro-industrie/2310-81650-zimbabwe-l-executif-peaufine-un-plan-sur-5-ans-pour-reduire-les-importations-d-engrais>

(Agence Ecofin) - Au Zimbabwe, le gouvernement compte réduire la dépendance du pays aux engrais importés. Une feuille de route est en cours d'élaboration pour permettre aux acteurs locaux d'augmenter leur offre afin de satisfaire la demande intérieure.

Au Zimbabwe, le gouvernement travaille actuellement à la finalisation d'une feuille de route de 5 ans pour limiter significativement les achats d'engrais depuis l'étranger. L'annonce a été faite par Sekai Nzenza (photo), ministre du Commerce et de l'Industrie. Sur les 7 dernières années, la facture cumulée des importations de fertilisants a été estimée à près de 662 millions \$ par les autorités. Selon les détails relayés par le quotidien local The Herald, ce plan a pour axe majeur d'intervention le renforcement des capacités des principaux acteurs du segment des engrais dans le pays.

Le gouvernement compte ainsi apporter un appui au fabricant d'engrais phosphaté Chemplex pour l'augmentation des capacités annuelles de production à 100 000 tonnes d'ici 5 ans contre 80 000 tonnes actuellement. De son côté, Sable Chemicals, autre poids lourd du secteur, bénéficiera d'un soutien pour faire passer sa capacité de 90 000 tonnes à 240 000 tonnes sur la période.

Actuellement, les deux compagnies rencontrent des difficultés dans l'importation des matières premières en raison de la pénurie de devises étrangères et ne fonctionnent pas de manière optimale. Alors que Sable Chemicals se contente d'exploiter 33 % de son potentiel, Chemplex utilise pour sa part 75 % de sa capacité installée.

Pour rappel, la demande annuelle en engrais du Zimbabwe avoisine les 600 000 tonnes. Près de 70 % du volume importé est destiné aux programmes de subvention des intrants agricoles mis en œuvre par le gouvernement en faveur des producteurs.

ZAMBIA :

Anglo American sued over alleged mass lead poisoning of children in Zambia

<https://www.theguardian.com/environment/2020/oct/21/anglo-american-sued-over-alleged-mass-lead-poisoning-of-children-in-zambia>

Damian Carrington, Wed 21 Oct 2020 14.24 BST

Lawsuit claims mining firm failed to prevent pollution in Kabwe, affecting multiple generations
A class action lawsuit has been filed against the mining company Anglo American over its alleged failure to prevent widespread toxic lead pollution in the Zambian town of Kabwe. The town hosted one of the world's biggest lead mines for many decades and scientists have reported "alarming" levels of lead in people's blood.

"The public environmental health disaster left behind by Anglo means there are more than 100,000 children and women of childbearing age in Kabwe who are likely to have suffered lead poisoning as a result of pollution caused by Anglo," according to the filed legal documents.

The lawyers argue that Anglo American's South African subsidiary is liable as it was responsible for the mine from 1925 to 1974 and that this was when the majority of the pollution was caused. Anglo had "a duty of care to protect existing and future generations of residents of Kabwe", according to the legal documents.

Lead has long been known to be highly poisonous and there is "no level of lead exposure that is known to be without harmful effects", according to the World Health Organization. A scientific study of 1,190 people in Kabwe published in 2019 called exposure levels there "alarming". It concluded: "This is the first study that has revealed the true extent of lead exposure in the whole Kabwe town, which poses a serious public hazard and should be given urgent attention."

"Childhood lead poisoning has devastating effects on neurological development and causes overt clinical signs including convulsions and coma," said the scientists. They found average blood lead levels were above that classed as high by US authorities in all but one of 13 districts in the town. In the most affected district, the average level was nine times above the US threshold.

The lead pollution is in the soil and dust that children play in, and two-year olds had the highest blood levels. Some young children had levels more than 20 times higher than the US threshold, which can cause severe brain damage or death according to the WHO.

The case is being brought by 13 representative plaintiffs. Some are children with very high blood lead levels and others are women, as lead pollution poses great risks to foetuses during pregnancy. The class action alleges that Anglo America is liable for substantial emissions of lead into the local environment due to deficiencies in the operation of the mine and for failing to ensure the clean-up of contaminated land. The mine was transferred to a Zambian state-owned company in 1974 and closed in 1994.

Anglo American's human rights policy states: "Where we have caused or contributed to adverse human rights impacts we will contribute to their remediation as appropriate."

Richard Meeran, at Leigh Day, a UK-based legal firm acting for the plaintiffs, said operating a large mine close to communities was a clear risk: "Unfortunately, it appears that Anglo failed to ensure that sufficient measures were in place."

Zanele Mbuyisa, at law firm Mbuyisa Moleele in Johannesburg, which is also acting for the plaintiffs, said a 1970s study showed high blood lead levels: "The very same lead poisoning that was happening at that time is continuing happening now."

Another scientific study, published in 2018, found that Kabwe Town "belongs to the most contaminated districts in Africa" and that "the development of a program of health care ... is of utmost importance". The legal action is seeking the provision of a screening program, treatment, a clean-up of the pollution and compensation for those poisoned.

"[Anglo American] need to do something about it because they have destroyed our bodies and the lives of our children, as well as their brains," said the parent of one of the anonymous child plaintiffs, in a video recorded by the law firms.

The law firms have filed expert evidence from clinical toxicologists and mining and environmental specialists. The case is being funded by Augusta Ventures, the UK's largest litigation fund. "Anglo American reports that a case has been filed in South Africa in relation to alleged lead poisoning in Zambia," said a company spokesperson. "No such claim has yet been served on Anglo American. Once the claim is received, the company will review the claims made by the firm and will take all necessary steps to vigorously defend its position." Leigh Day said the company had been served.

"By way of context, Anglo American was one of a number of investors in the company that owned the Kabwe mine until the early 1970s," the spokesperson said. "Anglo American was, however, at all times, far from being a majority owner."

The Guardian reported from Kabwe in 2017 and found people collecting scrap lead in the giant waste heaps, where lead levels in the soil are extremely high. One young woman, Debola Kunda, was being helped by her four-year-old son. She was concerned about the health of her children, but said: "How will we eat if we stay at home?"

MALAWI :

Malawi : Un ex-ministre condamné pour escroquerie au passeport

Publié le 23.10.2020 à 13h18 par APA

<https://www.journaldugabon.com/malawi-un-ex-ministre-condamne-pour-escroquerie-au-passeport/>

L'ancien ministre de l'Intérieur du Malawi, Uladi Mussa a été condamné jeudi à six ans de prison pour son implication présumée dans une arnaque sur des passeports. Mussa est accusé d'avoir abusé de son autorité en aidant des étrangers à obtenir des passeports malawites pendant qu'il était ministre de l'Intérieur entre avril 2012 et mai 2014.

Il a été conjointement inculpé avec un ancien agent de l'immigration, David Kwanjana.

Le juge de la Haute Cour Chifundo Kachale a condamné Mussa à cinq ans de prison pour abus de fonction publique et à une autre année pour négligence dans ses fonctions officielles.

NAMIBIE :

NAMIBIE : une usine d'embouteillage d'eau dessalée inaugurée à Henties Bay

Par Jean Marie Takouleu - Publié le 23 octobre 2020

<https://www.afrik21.africa/namibie-une-usine-dembouteillage-deau-dessalee-inauguree-a-henties-bay/>

Une usine d'embouteillage d'eau vient d'être inaugurée à Henties Bay, une ville côtière de la région d'Erongo en Namibie. L'installation située au sein de l'Université de Namibie (Unam) exploite l'eau potable issue d'une station de dessalement mis en service en mai 2019.

L'usine d'embouteillage d'eau dessalée de Henties Bay a été inaugurée en présence de Sam Nujoma, le tout premier président de la République de la Namibie. L'installation est située au sein du Campus Sam Nujoma de l'Université de Namibie (Unam). La construction de cette unité d'embouteillage nécessite un investissement de 875 000 dollars namibiens (plus de 53 800 dollars américains).

Le projet est financé par l'Académie royale d'ingénierie du Royaume-Uni (32 300 dollars américains) et l'Unam (21 500 dollars américains). L'usine conditionne de l'eau potable produite par une station de dessalement construite par l'entreprise finlandaise Solar Water Solutions, dans le cadre d'un partenariat entre l'Unam et l'Université de Turku en Finlande.

Le système de dessalement installé dans un conteneur fonctionne entièrement grâce à l'énergie solaire photovoltaïque. La petite station est capable de fournir 3,5 m³ d'eau potable par heure. « Les coûts du cycle de vie de cette solution de dessalement alimentée par l'énergie solaire sont inférieurs de plus de 70 % à ceux des systèmes conventionnels, car il n'y a pas de coûts énergétiques ni de besoins de combustibles fossiles », expliquait Antti Pohjola, le président directeur général de Solar Water Solutions lors de la mise en service de l'installation en mai 2019.

Le système de dessalement de l'eau de mer de Henties Bay permet également l'irrigation d'une petite oliveraie. Composée de 400 oliviers, la plantation a été inaugurée dans la foulée de la mise en service de l'unité d'embouteillage d'eau dessalée de Henties Bay.

ANGOLA :

Une présence militaire angolaise signalée le long de la frontière avec la RDC

<https://www.digitalcongo.net/article/5f91acafb4a0d00017486567/>

Kinshasa 22-10-2020 Politique - L'Angola a déployé depuis dimanche son armée sur la frontière congolaise. Le déploiement de ces hommes s'est effectué sur toutes les frontières, ravivant les tensions et l'inquiétude des habitants des territoires limitrophes.

L'Angola vient de renforcer sa présence militaire sur toutes les frontières avec la République démocratique du Congo.

Depuis 2 heures du matin, ce dimanche 21 mai, l'infanterie de l'armée angolaise, accompagnée des tanks et d'une artillerie lourde, se déploie sur la frontière ouest commune avec la RDC. Des mouvements de troupes de l'armée angolaise sont aussi signalés au nord-est de l'Angola.

La commission militaire américaine de la chambre de représentants a autorisé cette nuit le Pentagone à vendre les armes à l'Angola.

Les deux pays avaient signé, ce mercredi 17 mai 2017, un nouvel accord au Pentagone lors d'une rencontre entre le secrétaire américain de la Défense Jim Mattis et le ministre angolais de la Défense Joao Lourenco. Raymond Okeseleke

FMI | L'Angola ne se remettra de la pandémie que d'ici 2024

Par Le Reporter.ma 23/10/2020

<https://www.lereporter.ma/fmi-langola-ne-se-remettra-de-la-pandemie-que-dici-2024/>

L'économie angolaise ne devrait retrouver ses niveaux de croissance enregistrés avant la pandémie que d'ici 2024, a indiqué jeudi le Fonds monétaire international (FMI).

“En raison de la crise du coronavirus qui s'est ajoutée aux vulnérabilités préexistantes, l'économie angolaise devrait se contracter pour la cinquième fois consécutive, enregistrant une baisse de 4% en 2020”, a souligné le FMI dans son rapport sur les “Perspectives économiques pour l'Afrique subsaharienne”.

Cette situation est principalement due à la baisse de la production, aux prix du pétrole sur les marchés internationaux, au resserrement des conditions de crédit et à la baisse de l'activité commerciale, explique le rapport dans sa partie consacrée à l'Angola.

Par ailleurs, ajoute le document, l'économie angolaise devrait enregistrer une croissance de 3,2% en 2021, soutenue par la hausse des prix du pétrole et les mesures mises en place par le gouvernement pour soutenir l'économie.

Le FMI a également maintenu ses anciennes prévisions macroéconomique pour ce pays d'Afrique australe, soulignant que la dette publique augmentera à 120,3% du produit intérieur brut (PIB) en 2020 avant de retomber à 107,5% l'année prochaine.

Contrairement aux dernières années, le solde budgétaire de l'Angola devrait être négatif cette année avec un déséquilibre de 2,8%, a soutenu l'institution de Bretton Woods, notant que l'inflation augmentera à 21% cette année et diminuera légèrement à 20,6% en 2021.

Selon la Banque mondiale, la croissance en Afrique subsaharienne devrait chuter à -3,3 % en 2020, entraînant la région dans sa première récession économique en 25 ans.

L'institution financière internationale basée à Washington indique que la crise sanitaire risque aussi de faire basculer 40 millions d'Africains dans l'extrême pauvreté, effaçant au moins cinq années de progrès dans la lutte contre la pauvreté.

LR/MAP

GUINEA BISSAU :

Guinea Bissau mulls plans to open mission in Moroccan Sahara October 21, 2020

<https://northafricapost.com/44651-guinea-bissau-mulls-plans-to-open-mission-in-moroccan-sahara.html>

Guinea-Bissau is planning to inaugurate a consulate in Moroccan Sahara, Le360.ma reports citing sources.

The sources did not elaborate on the date but the move will bolster the international support for the kingdom's sovereignty over the disputed territory and its political settlement plan submitted to the United Nations.

Algeria has been backing the separatist movement Front Polisario opposed to Rabat on the control of the territory that the North African countries considers its southern province.

The decision to open the consulate comes as the West African country's top diplomat Suzi Carla Barbosa is visiting the kingdom to deepen the bilateral cooperation between the two countries, discuss African issues and Morocco's territorial integrity.

The future mission, Le360.ma notes, will be built either in Dakhla or in Laâyoune, the capital. 10 countries, from Africa, have so far opened diplomatic missions in the province. They include Liberia, Cote d'Ivoire, The Gambia, Gabon and Burundi.

CABO VERDE / CAP VERT :

Cabo Verde: Masks to be provided to voters in municipal elections if needed

By LUSA <https://www.macaubusiness.com/cabo-verde-masks-to-be-provided-to-voters-in-municipal-elections-if-needed/> October 23, 2020

The Cape Verdean electoral commission has said that no one will be unable to vote in Sunday's municipal elections because they do not have a compulsory mask at the entrance to the polling stations, and has directed the purchase of these protections.

The position is set out in a resolution of the National Electoral Commission (CNE), dated 22 October and to which Lusa had access today, with recommendations for planning the last three days of the electoral process, including logistical issues on Friday and Saturday.

For Sunday, 25 October, in addition to the conditions for the constitution of polling stations at 07:00 local time (08:00 in Lisbon), the CNE defines the obligatory provision of alcohol gel for sanitisation at the entrance of polling stations, which must be done with a mask, taking into account that current legislation imposes its use in closed spaces, due to the transmission of Covid-19. "Delegates should purchase surgical masks, which should be in the possession of Covid-19 inspectors and support staff, to be made available to voters who attend polling stations without them. No one can be stopped from voting because they don't have masks", the CNE deliberation said.

In addition, polling station delegates are advised to "purchase alcohol gel" and "make up for the shortfall" during the day, and ensure the constant sanitisation of polling booths.

The CNE guidelines state that polling station staff should wear protective gowns during Sunday's election, but that they may be removed in case of complaints "due to heat".

"But under no circumstances may masks and gloves, which are indispensable for their individual protection, be removed," he said.

Cabo Verde has had 8,122 cases of Covid-19 since March 19, with 91 deaths associated with the disease in the same period.

More than 330,000 voters are called to the polls on Sundays in Cabo Verde, spread over 864 polling stations, to choose the local bodies of the 22 municipalities in the archipelago's eighth municipal elections.

Sixty-five lists have been submitted to municipal assemblies and 64 to municipal councils, 53 of which are from political parties (of four parties) and 12 from citizen groups.

Voters will be required to clean their hands at the entrance to each polling station and the queues to vote will have to observe a social distance of at least 1.5 metres.

The last local elections took place on 4 September 2016, when the Movement for Democracy (MpD) won 18 of the 22 municipal councils with its own candidates, five more than in the 2012 local elections, while the African Party for the Independence of Cape Verde (PAICV) won two and another two were won by independents.

SAO TOME AND PRINCIPE :

World Food Day 2020 - Banking On Agriculture - Training small-holder farmers to become agents of change

16 OCTOBER 2020 Ineias Santana Trindade, Agronomy Student, Center for Agricultural Technical Improvement
<https://allafrica.com/stories/202010190663.html>

São Tomé and Príncipe has what it takes to become an agricultural powerhouse: excellent weather and fertile soil. By combining these natural resources with new infrastructure and proper training, the country can become more self-sufficient and enjoy improved food security.

To help rural communities, the African Development Bank financed the Infrastructure Rehabilitation for Food Security Support Project, which benefited 4,000 farmers and 3,000 fishermen and fishmongers. São Tomé and Príncipe's food production sector has improved, and food security has strengthened. The African Development Bank has invested approximately \$7 million for the first phase of the project and a second phase is under way.

Project: Sao Tome and Principe, Infrastructure Rehabilitation for Food Security Support Project (PRIASA)

"I worked in agriculture for six or seven years, and I see that in São Tomé and Príncipe, agriculture is very good. We have a favourable climate for agriculture and, thanks to this, we might become less dependent on external products."

TIMOR-LESTE :

Timor-Leste joins the Global Movement for Nutrition Improvement
News and Press Release Source Govt. Timor-Leste Posted 23 Oct 2020
<https://reliefweb.int/report/timor-leste/timor-leste-joins-global-movement-nutrition-improvement>

Today, October 13th, 2020, Timor-Leste joined the Scaling Up Nutrition Movement (SUN Movement), an initiative created in September 2010 by government entities, agencies and groups, founded on the principle that everyone has the right to adequate food and nutrition.

Timor-Leste joins another sixty-one member countries, which are working together to find truly transformative methods and solve the nutrition problem in their countries. Timor-Leste's accession to the SUN Movement will allow the sharing of challenges related to malnutrition in Timor-Leste and learning from successful cases in improving nutrition, as well as joining a network of agencies, institutions and donors, contributing decisively to improve the health and well-being of the population in Timor-Leste.

Prime-Minister, Taur Matan Ruak, in his message published today, stated that "Timor-Leste has committed on improving the populations' living conditions, especially in their well-being in the education, health and food areas and in access to basic services and infrastructure, contributing to the country's economic development and stability".

The head of the Government also explained that "our accession to this Global Movement for the Improvement of Nutrition" is justified by "our strategic commitment to fight poverty and child and family malnutrition", adding that the Government intends to "mobilize human and financial resources in favour of the establishment of new Public and Private Partnerships, for the implementation of an Operational Roadmap for SUN Movement in Timor-Leste, supporting national nutrition plans and policies".

Prime Minister also expressed his belief "that, with the SUN Movement in Timor-Leste support, we will have the possibility of giving children a better start in life, contributing to the reduction of the malnutrition and infant mortality rates, ensuring the development of a healthy and active society, with well-fed children, prosperous families and strong populations".

***AFRIQUE DU NORD ***

EGYPT :

Egypt: 49 Executions In 10 Days

October 22, 2020 1:00AM EDT

<https://www.hrw.org/news/2020/10/22/egypt-49-executions-10-days>

Mass Executions Follow Suspicious Prison Killings

(Beirut) –Egyptian authorities executed 15 men convicted for alleged involvement in three cases of political violence as well as 2 women and 32 men convicted in criminal cases between October 3 and 13, 2020, Human Rights Watch said today. The authorities should immediately halt executions, and re-try those sentenced to death in grossly unfair trials.

Thirteen of the 15 men charged with political violence had been held in Cairo’s Scorpion Prison. Their executions follow a suspicious incident inside Scorpion’s death row ward on September 23 in which Interior Ministry forces killed four prisoners after those prisoners killed four security personnel. Authorities alleged the prisoners were trying to escape.

“Egypt’s mass executions of scores of people in a matter of days is outrageous,” said Joe Stork, deputy Middle East and North Africa director at Human Rights Watch. “The systematic absence of fair trials in Egypt, especially in political cases, makes every death sentence a violation of the right to life.”

The government typically does not announce executions, or even inform the prisoner’s family. On October 13, the pro-government Al-Masry al-Youm newspaper published the names of eight prisoners executed in the Maximum-Security Prison in Minya governorate, south of Cairo, including a woman. On October 6, pro-government newspaper Al-Watan said authorities in Cairo Isti’naf Prison carried out 11 executions, including a woman, convicted in criminal cases. Al-Watan reported on October 3 that authorities executed eight prisoners and on October 8 another seven in Alexandria, in murder and rape cases.

The independent Al-Shehab Center for Human Rights published on October 7 the names of 15 people it said authorities had executed on October 3. Ten had been convicted in the South Giza Case 3455 of 2014, known as the Ajnad Masr (Soldiers of Egypt) case; three in the North Giza Case 4804 of 2013, known as the Kerdasa case; and two in the East Alexandria Case 6300 of 2013, known as the Alexandria Library case.

The Kerdasa and Alexandria Library cases stem from violent events coinciding with the August 14, 2013 violent dispersal of the largely peaceful Rab’ā sit-in protesting the army’s removal of President Mohamed Morsy, a day in which security forces probably killed over 1,000 protesters. The Kerdasa case involved violent protests and an armed attack by a mob on the Kerdasa police station, killing its warden and 12 other Interior Ministry officers and soldiers, and mutilating an officer’s body. A terrorism court sentenced 183 out of 188 defendants in a grossly unfair mass trial. The Cassation Court, Egypt’s highest appeal court, overturned the ruling in February 2016 and ordered a retrial before a different terrorism court, which in July 2017 sentenced 20 to death, 80 to life in prison, acquitted 21, and sentenced the rest to long prison terms. The Cassation Court upheld these sentences in September 2018. Seventeen of the 20 sentenced to death remained on death row. Nine leading Egyptian human rights organizations said in a 2018 statement that authorities ignored basic fair trial guarantees, including access to legal counsel and the need to establish individual criminal responsibility.

In the Alexandria Library case, authorities charged 71 people following violent protests near the library and killings of 16 people, including an officer and two soldiers, in different incidents. In September 2015, a criminal court in Alexandria sentenced three defendants to death, one of them in absentia, and the rest to prison. The Cassation Court upheld the death sentences in July 2017 and acquitted four defendants. Human Rights Watch reviewed 66 pages of the case file comprising the indictment and the evidence, mainly unsubstantiated allegations by security officers with scant material evidence that two executed, Yasser Shokr and Yasser al-Abasiery, were responsible for the killings.

In the Ajnad Masr case, authorities charged about 45 defendants of involvement in armed attacks by Ajnad Masr, an extremist armed group, which claimed responsibility for several attacks in 2014 and 2015. In December 2017, a Giza terrorism court sentenced 13 to death, others to prison terms, and acquitted 5. In May 2019, the Cassation Court upheld the sentences. Three people from this case remain on death row.

Under President Abdel Fattah al-Sisi, Egypt has become one of the top 10 countries for executions and death sentences. Those arrested for alleged political violence frequently face a host of abuses including enforced disappearances, torture to extract confessions, and no access to lawyers. In an examination of 28 death sentence cases since 2016, the Egyptian Initiative for Personal Rights found that authorities had forcibly disappeared 198 people, and 212 said they had been tortured. The majority of those sentenced to death were convicted in military or terrorism court trials that do not meet fair trial standards.

Authorities routinely add dozens, sometimes hundreds, of defendants to a case without justification. Mass trials, which became the norm after 2013 in political cases, do not allow sufficient time to present a defense or to establish individual criminal responsibility.

Human Rights Watch opposes the death penalty in all circumstances. In 2017, Human Rights Watch said that President Abdel Fattah al-Sisi and other officials should issue a moratorium on the death penalty in view of the sharp rise in the number of death sentences and the failure to pass a comprehensive transitional justice law.

The 13 executed in the Ajnad Masr and Kerdasa cases on October 3, 2020 were being held in Scorpion Prison, where the suspicious killings had occurred.

On September 23, pro-government news media, citing unnamed security sources, reported that Interior Ministry forces had killed four death row inmates as they tried to escape the Scorpion prison, killing three officers and injuring another officer and a soldier, who died the next day. Defense and Interior Ministry officials, including Interior Minister General Mahmoud Tawfik, visited the prison a few hours later, but the government released no official statement. Media reported the names of the inmates killed, including three whose death sentences the Cassation Court upheld in July.

Lawyers, families of inmates, and former prisoners cast doubt on the “prison escape” story on social media. Authorities had imposed a blanket ban on visits to Scorpion since May 2018 and deprived prisoners of exercise and medical care. The death row ward where the incident happened housed an estimated 25 inmates, a lawyer told Human Rights Watch. The lawyer, who spoke with relatives of two inmates, said that the four inmates killed “took by surprise” the officers who had come to routinely inspect their cell and “slaughtered” them using sharp tools. The lawyer said inmates have the capability to improvise sharp objects.

Following the killings, the four inmates cheered loudly, the lawyer said, adding that inmates in other cells heard them and saw blood in the corridor. Shortly afterward security forces came and gunshots were heard. The lawyer said that inmates in other cells believe the reinforced security personnel quickly took control and killed the four prisoners.

The independent rights group We Record published a similar account based on information from five witnesses. An activist with the group told Human Rights Watch that a person who saw the bodies of the four inmates said they had numerous gunshots to the head and chest.

Scorpion Prison, officially Maximum Security Prison 992, is highly secure, one of seven prisons inside Cairo’s Tora Prison Complex and where authorities have placed many senior Muslim

Brotherhood leaders, Islamic State (also known as ISIS) suspects, and other high-profile prisoners. Even if an individual managed to get outside Scorpion's heavily armed high walls, he would have to pass several kilometers inside the Tora Complex to reach the outer gates.

The lawyer in touch with families and the activist, both outside Egypt, told Human Rights Watch that they feared the executions on October 3 were in retaliation for the killing of the officers, and could have eliminated witnesses.

Egypt has had a pattern of judicial and suspicious extrajudicial killings following attacks on security forces or civilians in recent years, Human Rights Watch said. Several officials including President al-Sisi have spoken of "revenge" rather than law enforcement to justify executions.

Following the incident, the Prison Administration Authority conducted a nationwide prison inspection campaign, which prisoners call tagreeda, (stripping), seizing most of the prisoners' possessions, including purchased blankets and clothes, as well as hygiene tools, radios, and mattresses. A prisoner and families of inmates in three other prisons in the Tora Prison Complex told Human Rights Watch they have had such "inspections" since the incident.

One prisoner and another's relative said that prisoners in Tora Istiqbal Prison have undertaken a hunger strike. The independent Mada Masr site reported that hundreds had joined since October 9 to protest the intensive searches and confiscations.

"The pattern of Egyptian authorities executing death row inmates following attacks on security forces makes halting executions even more urgent," Stork said.

ALGERIE :

Algérie : Le ministre des Sports s'explique sur ses propos polémiques

Par Ahmed Oul 23 octobre 2020 20 h 10 min

<https://www.observalgerie.com/algérie-le-ministre-des-sports-sexplique-sur-ses-propos-polemiques/2020/>

Le ministre algérien de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a réagi ce vendredi 23 octobre, suite à la polémique suscitée par ses propos tenus la veille, lors d'un meeting à Alger. Le ministre a tenté de justifier ses déclarations expliquant qu'il s'adressait à « ceux qui sont dérangés par la déclaration du 1er novembre ».

Sid Ali Khaldi est revenu sur la grosse polémique qu'il a suscitée hier jeudi, lors d'un meeting à Alger entrant dans le cadre de la campagne référendaire. Le ministre avait déclaré : « Pour la première fois depuis l'indépendance, nous avons constitutionnalisé la déclaration du 1er novembre et celui qui n'est pas content n'a qu'à changer de pays », insistant sur l'expression : "quitter le pays".

Dans une vidéo postée, ce vendredi après-midi sur les réseaux sociaux, Sid Ali Khaldi explique que ses propos ont été tenus « dans la cadre de la défense de la déclaration du 1er novembre dans la constitution ». Il précise que ses paroles ont été adressées à « ceux qui sont dérangés par la déclaration du 1er novembre ».

« Il est de mon devoir en tant que citoyen et par responsabilité de parler de cette question pour expliquer que mes propos s'adressaient à ceux qui sont dérangés par la déclaration du 1er novembre, que je considère comme une ligne rouge. Et je suis convaincu que tout le peuple algérien s'accorde autour de la déclaration du 1er novembre », a-t-il indiqué. Le ministre a tenu à la fin, à s'excuser auprès de « ceux qui ont mal interprété mes déclarations » .

Pour rappel, le ministre algérien des Sports a suscité une vive polémique. La toile n'a pas tardé à se déchaîner contre les déclarations jugées "scandaleuses" du jeune ministre. Ses propos ont provoqué la colère de beaucoup d'Algériens, qui n'ont pas manqué de l'afficher, notamment sur les réseaux sociaux, en s'en prenant de manière virulente à Sid Ali Khaldi.

MAROC :

Le Maroc n'est toujours pas un pays sûr pour l'Union européenne

23 octobre 2020 - 09h20

<https://www.bladi.net/maroc-pays-sur-union-europeenne,75228.html>

La recrudescence des nouvelles contaminations n'a pas favorisé le retour du Maroc dans la liste des pays sûrs de l'Union européenne. Pour le 2e mois consécutif, le Royaume est maintenu dans la liste rouge de l'Europe aux côtés des deux autres pays du Maghreb, l'Algérie et de la Tunisie.

Le Conseil de l'Union européenne (UE) a annoncé, dans un communiqué rendu public mercredi 21 octobre, la décision de retirer la Tunisie de la liste des pays « sûrs ». Désormais, les trois pays du Maghreb figurent sur la liste des pays soumis à des restrictions de voyages pour cause de recrudescence des cas de contamination au coronavirus.

Outre la Tunisie, le Canada et la Géorgie ont été également retirés de la liste des pays sûrs, rapporte l'AFP. Avec cette nouvelle décision, la liste européenne « des pays sûrs » est réduite à 9.

Elle pourrait passer à 10 membres, avec l'entrée du Singapour lors de la prochaine mise à jour prévue pour ce vendredi. Selon l'AFP, cette prochaine mise à jour intervient après celle du mois d'août, qui a décidé de la sortie du Maroc des pays sûrs.

À noter que cette liste demeure juste une recommandation de la Commission. Au nom de la souveraineté, chaque pays membre de l'espace est responsable des touristes qu'il accueille sur son territoire. Ils sont libres de n'ouvrir leurs pays à aucun voyageur.

TUNISIE :

En Tunisie, une famille autorisée à changer de nom pour ne plus subir de discriminations

Par Lilia Blaise Publié le 23/10/2020

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/23/en-tunisie-une-famille-autorisee-a-changer-de-nom-pour-ne-plus-subir-de-discriminations_6057176_3212.html

Alors que le passé esclavagiste du pays perdure dans certains patronymes, les militants antiracistes espèrent que cette décision conduira à une prise de conscience nationale.

Hamden Dali, 81 ans, et son fils Karim, 39 ans, habitants de Djerba, avaient du mal à y croire lorsqu'ils ont entendu la décision du juge. « C'était une joie immense, mon père en a pleuré », souffle Karim. Selon cette décision historique prise le 14 octobre, leur nom de famille sera désormais Dali et non plus Atig Dali. « Atig », qui signifie « affranchi par », est une référence directe à l'esclavage en Tunisie, malgré son abolition en 1846. Dans le sud tunisien, certaines familles noires portent encore ce patronyme ou celui de Chouchan (« libéré de »).

Et la stigmatisation se transmet de père en fils, selon Karim Dali, employé dans le secteur de l'hôtellerie. « J'ai compris ce que mon nom voulait dire lorsque mon père m'a expliqué qu'à une époque, il y avait une distinction entre les Djerbiens blancs et les Djerbiens noirs. Les Noirs portaient le nom de leur maître. Je suis né libre mais à l'école, dans le travail ou quand quelqu'un regarde tes papiers, on te fait toujours sentir que tu n'es pas comme les autres Tunisiens », dit-il, sans vouloir en dire plus sur ces souvenirs encore douloureux. Père de deux filles ; Karim ne voulait pas perpétuer cette connotation péjorative associée au nom. Il avait fait une première demande en 2017, mais elle avait été déboutée car la Tunisie n'avait pas le cadre juridique adéquat.

De fait, la décision de justice du 14 octobre se fonde sur une loi contre le racisme votée en 2018, dite « loi 50 ». Ce jugement fera désormais jurisprudence et pourrait encourager d'autres Tunisiens. L'avocate des Dali dit avoir reçu deux demandes similaires.

« Tu es la nègresse de qui ? »

Selon Saadia Mosbah, présidente de l'association Mnemty qui lutte contre le racisme depuis 2013,

l'affaire des patronymes est liée à un manque de reconnaissance de l'héritage esclavagiste en Tunisie. En 1986, alors qu'elle travaillait à Djerba, une femme lui lance dans un hammam, après un différend : « Tu es la nègresse de qui ? » « Il y avait cette pensée commune que si tu es noire, tu es forcément encore l'esclave de quelqu'un », décrit-elle. Saadia Mosbah considère que l'histoire des Dali doit conduire à une prise de conscience nationale, avec la création d'une commission spéciale du ministère de la justice pour supprimer ces patronymes ou la promulgation d'un décret présidentiel.

Mais pour changer les comportements racistes et pas seulement les noms, le temps est long. En Tunisie, les plaintes pour discrimination raciale restent encore peu nombreuses par rapport à la récurrence des agressions. L'ONG Minority Rights Group International, qui a soutenu Hamden Dali, œuvre à l'implantation de la loi à travers la création d'une « clinique juridique » : avec des associations tunisiennes, elle a formé près de 160 avocats, et quatorze plaintes pour discrimination raciale ont été déposées en 2020. « La loi 50 prévoit un comité de lutte contre la discrimination raciale, dont la tâche est de réunir des statistiques, former les juges, la police. Il faut qu'il soit mis en place », insiste Silvia Quattrini, coordinatrice de projets chez Minority Rights Group.

« La loi n'est pas encore réellement appliquée, car les policiers n'y sont pas formés et confondent les actes racistes ou les discriminations avec les violences verbales ou physiques punies par le Code pénal », explique Heyfa Abdelaziz, l'une des avocates de la clinique juridique.

Des injures quotidiennes

Dans un rapport de 2019 sur les discriminations en tous genres dans neuf gouvernorats de la Tunisie, l'ONG a recensé 76 cas de discrimination raciale (soit 24,6 % du total), dont 66 sur la base de l'origine nationale, neuf sur la couleur de peau et un cas de refus de mariage mixte. Les migrants subsahariens en situation irrégulière, principaux concernés par ces statistiques, n'osent pas porter plainte, de peur de se voir demander leurs papiers au sein des commissariats de police.

Dans le cas des Tunisiens noirs, certaines affaires ont débouché sur des jugements favorables pour le plaignant. En 2019, un enseignant de Sfax avait dénoncé les propos racistes d'une parente d'élève à son encontre. Elle a été condamnée à cinq mois de prison avec sursis et 300 dinars d'amende (91 euros). D'autres affaires sont encore en cours, comme celle de Joséphine Sallah, une Britannique habitant à Tebourba, à 30 km de Tunis. Cette mère de trois enfants tunisiens a été agressée verbalement et physiquement par des voisins, dans la rue, en présence de sa fille.

Elle se dit fatiguée des injures qu'elle subit au quotidien, avec des qualificatifs tels que « Kahla » (terme péjoratif pour désigner la couleur), « Ebola », « Didier Drogba ». « Parfois dans les transports en commun, les gens se pincent le nez devant moi. Il faut que la loi soit appliquée plus fermement pour qu'elle ne soit pas juste une mesure cosmétique », conclut Joséphine Sallah.

LYBIA :

Libya's rival forces sign permanent ceasefire at UN-sponsored talks Patrick Wintour Diplomatic editor

Fri 23 Oct 2020 13.51 BST

<https://www.theguardian.com/world/2020/oct/23/libya-rival-forces-sign-permanent-ceasefire-at-un-sponsored-talks>

Deal includes departure of all foreign fighters for at least three months and prisoner exchange Rival forces in Libya have agreed a permanent nationwide ceasefire including the departure of all foreign fighters and mercenaries from the country for a minimum of three months.

“This is a good day for the Libyan people,” said Stephanie Williams, the acting head of the United Nations mission in Libya. She added that she saluted the courage and patriotism of the negotiators who made the deal at UN-sponsored talks in Geneva between military officers representing forces in the east and west of the country.

"The parties have signed a complete countrywide permanent agreement with immediate effect," Williams said. "The parties agreed to the departure of all mercenaries and foreign fighters from Libyan territory, air, land and seas for three months." Military trainers will also leave.

Williams said the aim now was to reintegrate the armed forces into a single body, and that this would start with the categorisation and identification of all armed units, whether integrated or not within the main forces on either side.

Although there has been a de facto ceasefire on the ground, the scale of the announced ceasefire and the plans to bring together police and security forces into a joint operations centre is a remarkable advance, at least on paper. The main frontline is between Sirte on the coast and Al Jufrah in central Libya.

The ceasefire includes the full opening of land and air routes, efforts to curb hate speech, an exchange of prisoners and plans to reconstruct the Petroleum Facilities Guard, an oil company and militia body linked to the eastern warlord General Khalifa Haftar that is seen as a threat to the stable flow of oil from Libya.

Although previous ceasefires have been agreed and broken in Libya with frequency, Williams cited the seniority of the military officers signing the agreement. "We should not let the cynics win. If they can reconcile after this long crisis they deserve our support," she said.

Williams said she had heard optimistic suggestions from the military negotiators that the Ra's Lanuf refinery and Es Sider oil terminal in eastern Libya would be opened shortly. El Sharara oilfield, Libya's biggest, resumed operations on 11 October. It is operating at more than half its 300,000 barrels-a-day capacity.

Many oilfields have been shut for a year, depriving the Libyan treasury of billions of dollars in revenue. But with the projected further openings, the country's production could now reach 1m bpd. The surprisingly high level of progress in Geneva means the focus now shifts to whether the external actors will end the supply of arms to the warring factions, and agree to withdraw their troops.

Turkey has sent as many as 4,000 Syrian mercenaries to support the UN-recognised government in Tripoli headed by the prime minister, Fayez al-Sarraj. Mercenaries from the Wagner Group, a Russian paramilitary organisation, have supported Haftar, and a steady flow of weaponry has been sent by the United Arab Emirates in blatant breach of the UN arms embargo.

The degree to which the external forces adhere to the terms of the ceasefire will be an issue in the weeks ahead. Williams said: "It is time to listen to the Libyans themselves. Libya is for Libyans. They want to come together to rebuild their country. It is incumbent on the international community to support them in this effort."

The ceasefire also opens the way for political talks between the parties on future power-sharing arrangements, as well as the future of sovereign institutions including the Central Bank of Libya and Libyan Investment Authority. One cause of the on-off civil war since 2011 has been disputes over the distribution of oil revenues between west and east of the country, and the role of the state institutions.

**** AFRIQUE DE L'OUEST ****

COTE D'IVOIRE :

Libya's rivals sign ceasefire agreement in Geneva
October 23, 2020 - 14:38 Written By: AbdullahBenIbrahim
<https://www.libyaobserver.ly/news/libya%E2%80%99s-rivals-sign-ceasefire-agreement-geneva>

The two Libyan delegations to the 5+5 Joint Military Commission signed Friday a permanent ceasefire agreement following weeks of talks in Geneva, brokered by UN mission in Libya UNSMIL.

The Libyan rivals stressed the country's unity and sovereignty and agreed that state decisions will not be taken under foreign dictations.

According to the agreement, both sides will evacuate frontlines from fighters and order foreign mercenaries to leave the country within three months from the signing date.

They also agreed to form a joint military force under one unified command to deal with any violations of the ceasefire.

Major General Ahmed Abu Shahma, head of the delegation of the Government of National Accord said that the agreement aims at ending the bloodshed in Libya, and will be the reason for maintaining security and stability in the country.

MALI :

Mali: le colonel Assimi Goïta s'implique dans la libération de Farabougou
Publié le : 23/10/2020 - 09:37
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201023-mali-farabougou-colonel-assimi-go%C3%A9-implique-lib%C3%A9ration>

Face au blocus de la localité de Farabougou imposé depuis début octobre par de présumés jihadistes, l'armée malienne est en train de réagir fermement. Un tweet des Forces armées évoquait même la libération de Farabougou ce jeudi soir. Le vice-président de la transition, chargé des questions de sécurité et de défense le colonel Assimi Goïta, principal auteur du coup d'État du 18 août, a en tout cas quitté Bamako pour s'installer momentanément dans la région de Ségou dont dépend administrativement Farabougou.

Avec notre correspondant à Bamako, Serge Daniel

Le colonel Assimi Goïta, vice-président de la transition chargé des questions de Sécurité et de Défense, est sur le terrain. L'homme a probablement compris que l'opinion publique nationale voulait voir l'armée malienne montrer ses muscles à Farabougou pour défendre les populations pris en tenaille depuis début octobre par de présumés jihadistes.

Le colonel Assimi Goïta a donc momentanément abandonné son fauteuil douillet de Bamako afin de diriger les opérations militaires dans la région de Ségou. De la localité de Bafo par exemple, il a organisé la ronde des hélicoptères qui a permis à des militaires maliens de prendre pied dans le village de Farabougou.

Des militaires et des vivres dans le village, mais les alentours sont toujours contrôlés par les assaillants armés. Que va- t-il se passer ? « Le colonel Assimi Goïta est toujours ici dans la région de Ségou et pour encore des jours », s'est contenté de répondre un proches du principal auteur du

coup d'État du 18 août dernier.

D'après nos informations, la priorité de l'armée malienne est de montrer à la population de Farabougou qu'elle est là et qu'elle ne l'abandonnera pas. Aucun de nos interlocuteurs ne souhaitent entrer dans les détails. « Secret défense oblige ».

TOGO :

Togo - Golfe1 : Projet d'infrastructures sportives en gestation

Vendredi, 23 Octobre 2020 7:23

<https://www.icilome.com/actualites/888078/togo-golfe1-projet-d-infrastructures-sportives-en-gestation>

Un projet de construction d'infrastructures sportives dans la commune du Golfe 1 se prépare. Une séance de travail entre la direction du District autonome du Grand Lomé (DAGL) et les acteurs concernés a eu lieu ce jeudi 22 octobre 2020 dans la capitale togolaise.

La rencontre d'échanges a permis aux élus locaux et des membres des associations sportives actives du ressort territorial en question de parler de la composante 4 du Projet environnement urbain de Lomé (PEUL) phase III qui concerne les équipements sportifs modernes.

Le PEUL III, financé par l'Agence française de développement (AFD), prévoit construire des infrastructures sportives de qualité dans les communes de Golfe 1 et d'Agoè-Nyivé 4.

Le DAGL a donc informé les participants ayant répondu à son appel que deux infrastructures vont être construites dans le Golfe 1 et sollicité les contributions de ces derniers pour une meilleure planification de l'initiative.

« C'est une journée d'échanges avec les associations qui sont actives sur le territoire de la commune du Golfe 1 pour échanger avec elles sur leur rôle dans la mise en œuvre d'une politique sportive municipale et aussi pour leur présenter le projet qui est mis en œuvre sous maîtrise d'ouvrage du district autonome du Grand-Lomé, projet PEUL III qui a une composante sport et développement dans laquelle seront construits des équipements sportifs sur les communes de Golfe 1 et d'Agoè-Nyivé 4 », explique Emmanuel Parent, l'assistant technique du projet PEUL III.

« On avait eu avec la commune d'Agoè-Nyivé 4 une réunion identique. Cette réunion d'aujourd'hui (de ce jeudi 22 octobre 2020, NDLR), c'est avec la commune du Golfe 1 et les acteurs sportifs de son territoire », rappelle le technicien aux médias présents à cette rencontre.

A.H.

SENEGAL :

CAN 2021 (Q) : Sénégal-Guinée Bissau disputé au Portugal ?

23 octobre 2020

<https://www.afrik-foot.com/can-2021-q-senegal-guinee-bissau-dispute-au-portugal>

En raison de la crise sanitaire et des difficultés de déplacement qu'elle provoque, la Confédération africaine de football (CAF) a annoncé que les différentes sélections disposent de plusieurs alternatives pour organiser les matchs des 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN 2021 programmés en novembre. Parmi ces possibilités, celle de disputer les deux matchs sur un terrain neutre. Cette option a visiblement séduit le Sénégal et la Guinée Bissau, qui doivent s'affronter à deux reprises.

D'après le journal sénégalais Record, les deux fédérations concernées discutent avec la CAF de la possibilité de délocaliser leur double confrontation, prévue les 11 et 15 novembre, afin de l'organiser à Lisbonne au Portugal. Affaire à suivre...

BURKINA FASO :

Burkina Faso : La Première édition des NaSPA est prévu pour le 13 novembre 2020

Zalissa SAVADOGO (Stagiaire) 23 octobre 2020

<https://www.burkina24.com/2020/10/23/burkina-faso-la-premiere-edition-des-naspa-est-prevu-pour-le-13-novembre-2020/>

L'Association Afrik Béog Komba-Burkina Faso (2ABK-BF) a annoncé le jeudi 22 octobre 2020, le lancement du festival des Nuits atypiques de sécurité et de paix en Afrique (NaSPA). Ce festival se tiendra du 13 au 15 novembre 2020 à Ouagadougou.

L'Association Afrik Béog Komba-Burkina Faso (2ABK-BF) a mis en place plan d'action sous forme de projet-concept atypique et innovant à caractère citoyen et patriotique et fondé en 3 axes, a expliqué le président de l'association, Ousséni Savadogo, le jeudi 22 octobre 2020.

L'objectif principal ou Axe 1 de ce projet contribue à la vulgarisation des numéros verts des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) auprès des populations civiles. L'axe 2 a trait à l'organisation du festival des Nuits atypiques de sécurité et de paix en Afrique (NaSPA) et le 3e axe est la « Nuit dédiée aux Partenaires ».

C'est un cadre annuel pour dresser le bilan des actions de 2ABK-BF et de distinguer les partenaires méritants du projet, a expliqué Ousséni Savadogo. Mais l'Association a décidé de mettre en œuvre, dans le mois de novembre 2020, son axe 2, le festival « NaSPA » qui est à sa toute 1ère édition. Ce festival se tiendra sous le thème « Civisme et tolérance, facteurs de sécurité et de paix sociale durable » et est placé sous le patronage de Ousséni Compaoré, ministre de la sécurité et la présidence du Maire de l'arrondissement n°6 de Ouagadougou, Jean Nacoulma. Ce festival est ouvert au public car la participation est libre et gratuite.

Au programme, des prestations d'artistes (FDS et civils), des projections vidéo grand écran, des dons de sang, des grillades africaines et maquis et bien d'autres sont attendus. A cette occasion, les artistes partenaires dont Dez Altino, Dicko Fils et Mariah Bissongo seront au rendez-vous.

BENIN :

Bénin : Le trésor public lève 22 milliards de FCFA d'obligations sur le marché financier de l'UMOA

Par Albert Savana -23 octobre, 2020

<https://www.financialafrik.com/2020/10/23/benin-le-tresor-public-leve-22-milliards-de-fcfa-dobligations-sur-le-marche-financier-de-lumoa/>

La direction générale du trésor et de la comptabilité publique du Bénin a levé le 22 octobre 2020 un montant total de 22 milliards de FCFA (33 millions d'euros) au terme de son émission simultanée d'obligations assimilables du trésor (OAT) de maturité 5 et 7 ans sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine(UMOA).

Sur un montant total mis en adjudication de 20 milliards de FCFA, l'agence UMOA-Titres, organisatrice de l'émission, a répertorié 97,075 milliards de FCFA de soumissions globales faites par les investisseurs. Ce qui donne un taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions de 485,38%. L'émetteur a retenu 22 milliards de FCFA et rejeté les 75,075 milliards de FCFA restants, soit un taux d'absorption de 22,66%. Le montant retenu par l'émetteur provient exclusivement des OAT à 7ans.

Les fonds levés servent à assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat du Bénin. Pour le mois d'octobre 2020, les intentions d'émissions de titres publics du gouvernement béninois se chiffrent à 40 milliards de FCFA. Le remboursement des titres émis se fera en totalité le

premier jour ouvrable suivant la date d'échéance fixée au 9 octobre 2027. Concernant le paiement des intérêts, il se fera sur la base d'un taux de 6,40% l'an dès la première année.

NIGERIA :

Nigeria under Muhammadu Buhari: A timeline

<https://www.theeastfrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/nigeria-under-muhammadu-buhari-a-timeline-2720016>

Monday October 26 2020 A look back at key developments in Nigeria during the presidency of Muhammadu Buhari, currently the target of unprecedented protests in the West African giant. Buhari is elected president of Nigeria in 2015 on a pledge to defeat Boko Haram jihadists. Two months after he is sworn in, he sacks the military top brass he inherited from his predecessor Goodluck Jonathan, and galvanises regional support against the jihadists. A succession of announcements are made that hostages have been rescued and the rebels pushed back. In November a new government is finally sworn in, more than five months after Buhari took office.

AU council calls for urgent de-escalation of unrest in Nigeria

<https://www.theeastfrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/au-council-calls-for-urgent-de-escalation-of-unrest-in-nigeria-2722388>

Monday October 26 2020 By XINHUA More by this Author

The Economic, Social and Cultural Council (ECOSOCC) of the African Union(AU) has called for an urgent de-escalation of the current unrest in parts of Nigeria arising from recent protests against police brutality.

In a statement made available to Xinhua in Lagos on Saturday, the council called upon all parties, including the government and protesting citizens, to come together around the table of dialogue and swiftly and peacefully resolve the current impasse to "prevent any further fragmentation of the national fabric".

ECOSOCC urged the Nigerian government to reinforce and expedite the work of the various committees of inquiry established to look into the issue of police brutality to restore the confidence of citizens in the institutions of the state.

The council also called for a thorough, fair and independent investigation of reports appearing to show the shooting of unarmed protesters by uniformed personnel and to ensure justice for victims and perpetrators alike.

In the past days, thousands of Nigerians took to the streets across the country to protest against reported police brutality, harassment, and extra-judicial killings by the disbanded Special Anti-Robbery Squad, a police unit for anti-robbery purposes.

Several cities have seen reports of violence during the protests, leading to deaths and property losses.

Au Nigeria, les forces de sécurité reprennent contrôle de Lagos après trois jours de violences

<https://www.ouest-france.fr/monde/nigeria/au-nigeria-les-forces-de-securite-reprennent-controle-de-lagos-apres-trois-jours-de-violences-7026766>

23/10/2020 à 13h15, Ouest-France avec AFP.

La situation semble quelque peu s'apaiser au Nigeria. Après plusieurs jours de violences, la police semble reprendre petit à petit le contrôle de la ville de Lagos.

Les forces de sécurité reprennent, peu à peu, le contrôle de la mégapole tentaculaire de Lagos, où l'on pouvait entendre encore des coups de feu sporadiques, après trois jours de violences et de contestation populaire dans le sud du Nigeria.

« Des officiers de police patrouillent dans les quartiers de la ville pour assurer la sécurité de ses habitants. Vous êtes priés de rester chez vous », tweetait dans la nuit la police, quelques heures après le discours du président Muhammadu Buhari, prévenant qu'il n'autoriserait personne à « mettre en péril la paix et la sécurité de l'État ».

Des nombreux camions de police, avec des agents portant des fusils d'assaut Kalachnikov, contrôlaient les quelques voitures dans les rues et dispersaient les badauds, qui tentaient toujours de rentrer chez eux à pieds, après deux jours de couvre-feu total, ont constaté des journalistes de l'AFP. Dans les quartiers populaires, la tension est également redescendue, après la répression menée mardi contre des milliers de manifestants pacifiques à Lagos par des militaires et la police, qui afait au moins 12 morts selon l'ONG Amnesty International, suivie de deux jours de pillages et de violences.

De leur côté, les quelques organisations ou célébrités qui ont porté le mouvement semblaient également appeler au calme.

Un combat à venir dans les urnes

« Préparez vos cartes d'électeurs. Ce n'est pas fini », inscrivait la star de la musique afropop Davido, sous-entendant que le combat devrait désormais se dérouler dans les urnes et non dans la rue.

La « coalition féministe », autre mouvement leader de cette contestation populaire contre le pouvoir en place, a invité la jeunesse à rester chez soi, soulignant « qu'aucune vie ne méritait d'être perdue ».

« Ces deux dernières semaines ont été éprouvantes pour la plupart des Nigérians, et particulièrement ces deux derniers jours », pouvait-on lire dans un communiqué publié vendredi matin. « Nous devons rester en vie pour accomplir nos rêves d'un futur meilleur ».

Le gouverneur de Lagos a publié la liste d'officiers de police « poursuivis en justice pour violation des droits de l'Homme », en signe d'engagement pour « reconstruire Lagos et mettre fin à l'impunité policière ».

Amnesty International, qui a recensé 56 morts dans l'ensemble du pays en deux semaines de manifestations, a demandé vendredi « l'ouverture immédiate d'une enquête indépendante », notamment sur la tuerie du péage de Lekki, qui a fait au moins 10 morts selon l'ONG mardi soir et ému le pays et le monde entier.

Muhammadu Buhari, ancien général putschiste dans les années 1980, puis élu démocratiquement en 2015 puis 2019, n'a fait aucune mention de cette répression sanglante dans son allocution télévisée jeudi soir, et a invité la communauté internationale, qui a condamné en masse les violences « à attendre d'avoir tous les éléments entre les mains avant de juger ».

NIGER :

La coordinatrice du système des Nations Unies félicite le Niger
vendredi, 23 octobre 2020 12:37 Mawulolo Ahlijah

<https://www.niameyetles2jours.com/l-uemoa/gestion-publique/2310-6049-la-coordinatrice-du-systeme-des-nations-unies-felicite-le-niger>

(Niamey et les 2 jours) - La Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies au Niger, Khardiata Lo N'diaye, a fait observer que le Niger joue pleinement son rôle, en informant à temps

sur les attentes précises de ses populations. C'était lors d'une conférence-débat animé ce 22 octobre dans le cadre de la semaine des Nations Unies couplée à la célébration du 75e anniversaire de l'ONU.

Ces efforts a-t-elle poursuivi, ont placé le Niger parmi les 50 pays des Nations Unies dont la contribution a été déterminante dans l'élaboration et l'adoption des ODD.

Elle a ensuite recommandé au gouvernement la prise en compte et la mise en œuvre intégrée des agendas 2063 de l'Union Africaine et 2030 des Nations Unies pour véritablement amorcer le développement du pays tout en rappelant que l'objectif de son organisation était de mettre fin à la pauvreté, de combattre les inégalités, d'assurer une protection continue de la planète et de ses ressources, mais aussi de créer les conditions d'une croissance économique inclusive, partagée et durable pour tous les pays.

La Célébration de la semaine des Nations Unies couplée au 75e anniversaire de l'ONU au Niger a été marquée par plusieurs activités notamment un dialogue avec les femmes et les jeunes sur la promotion de la paix en période électorale et une visite de terrain sur le site de production de savons et d'eau de javel destinés à la lutte contre le Covid-19, et fabriqués par des réfugiés.

GHANA :

Ghana : Les fake news impactent négativement 84% des jeunes Ghanéens (rapport)

Publié par Jephthé TCHEMEDIE 22 OCTOBRE 2020 19 H 10 MIN

<https://www.digitalbusiness.africa/ghana-les-fake-news-impactent-negativement-84-des-jeunes-ghanéens-rapport/>

[Digital Business Africa] – Au Ghana, l'African Youth Survey (AYS) vient de publier une étude qui met en évidence l'impact négatif des fake news sur les jeunes. Selon celle-ci, près de neuf jeunes ghanéens interrogés sur dix (84%) suggèrent que la montée des «fausses nouvelles» dans leur pays et sur le continent a eu un impact sur leur capacité à rester informés.

L'étude qui a été commandé par la Fondation de la famille Ichikowitz basée en Afrique du Sud, révèle également que les principales plateformes de médias sociaux Facebook et WhatsApp ont été jugées indignes de confiance par plus d'un tiers de la population jeunes du Ghana (37% et 35%, respectivement). Fait inquiétant, plus de sept sur dix (71%) des personnes interrogées au Ghana affirment utiliser principalement Internet et les réseaux sociaux pour lire et partager des articles.

Aussi, plus de huit jeunes Ghanéens sur dix (84%) suggèrent que les applications de médias sociaux, principaux centres de diffusion de la désinformation, souvent voilés comme du « journalisme citoyen », y compris Facebook, Instagram et Snapchat, sont les « applications » les plus importantes sur leur smartphone. Les applications « Actualités » ont été jugées les plus importantes par seulement 31% de la population interrogée.

Sur la démarche de l'étude qui a été conduite par PSB Research (qui fait partie du groupe WPP), l'étude impliquait des entretiens en face à face avec de jeunes Africains (âgés de 18 à 24 ans), hommes et femmes, dans les grands centres urbains du Congo Brazzaville, Ethiopie, Gabon, Ghana, Kenya Afrique du Sud, Malawi, Mali, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Togo, Zambie et Zimbabwe.

GAMBIA :

Gambia: How 31st July 1981 Coup d'État Thwarted By Pro-Jawara Forces

22 OCTOBER 2020 Alhagie Baa Musa Trawally

<https://allafrica.com/stories/202010230300.html>

The Point (Banjul) ANALYSIS

I woke up to a very wet and somber early morning of July 31st, 1981. Like I would usually do, I performed my Fajr prayers then tuned into the radio for the latest local and international news. An announcement of what seemed to be a coup d'état was aired over Radio Gambia. Eventhough the message was not very clear at the first instance, but having lived in Guinea Bissau and witnessed few events of that nature, I was convinced from that moment that this was a coup d'état. Not long after the announcement, there was pandemonium and panic all over the greater Banjul area because events of such nature were quite alien to our peaceful and beloved country. There was no prior knowledge or experience as to how to handle a situation like this. People thronged the streets to find out what happened. Not long after, it became apparent to all that this was indeed a coup d'état.

This event was unfolding whilst President Sir Dawda was in London where he was a guest of the British government celebrating the royal wedding of Prince Charles Windsor and Lady Diana Spencer.

The leader of the coup d'état was Kukoi Samba Sanyang. He was born Dominique Paul Sanyang in the early '50s to a Roman Catholic Jola family in the village of Wassadou in the Foni Kansalla District. Between 1974 and 1976, Kukoi was sent by the Roman Catholic Mission in the Gambia to a seminary in Senegal to study theology. In 1977, Kukoi contested the Parliamentary elections on National Convention Party (NCP) ticket and lost to the People's Progressive Party (PPP) candidate Ismaila Jammeh.

Immediately after losing the elections, Kukoi left the country for the unknown. He later returned to the Gambia and joined the Gambia Socialist Revolutionary Party (GSRP) formed by Gibril 'Pengu' George. The core of Kukoi's small team was predominantly from Sutu Sinjang/Bata Butu in the Foni Bereket District in the then Western Division but based in Tallinding Kunjang in Kanifing Area.

After the banning of the GSRP, Gibril 'Pengu' George changed the name to Gambia Underground Socialist Revolutionary Workers Party (GUSRWP). The newfound GUSRWP was largely believed to have played a big role in the planning and execution of the 1981 coup d'état.

Another prominent figure who played a role in the mutiny was Alieu Kah. He was a successful businessman, a financial protégé of Gibril 'Pengu' George, and the manager of the famous Super Eagles band. Just like Matarr Sarr, Alieu Kah was also disgruntled by the complete domination of the business environment by foreigners at the expense of the indigenous businessmen. Government tenders were seen as façade and mostly tailored to favour foreign business outfits.

The infamous 1981 coup was staged on July 31st, 1981 aided by some dissatisfied staff of the Gambia Field Force, members of the Movement for Justice in Africa (MOJA-Gambia), and some angry and disadvantaged youths who were reeling from the economic hardship and dwindling living conditions in the Gambia at the time. Both GSRP and MOJA-Gambia were identified as subversive organisations and banned in 1980 by the Gambia government.

On the eve of the coup d'état, Kukoi and his men attacked the Field Force depot in Bakau and broke into the armoury with the help of an officer called Momodou Sonko. Armed with AK47 rifles, they were joined by a good chunk of the Field Force officers including Ousman Bojang. He was a marksman and a native of Janjanbureh. Ousman Bojang's first casualty in the mutiny was Kikala Jallow who was shot and killed in his house at Bakau. Kikala Jallow was Assistant Commander of the Gambia Field Force and also a loyalist.

The rebels advanced swiftly to close the land, air, and sea borders. Martial law was soon introduced. Radio Gambia was firmly in the hand of the rebels and Cable and Wireless which was the country's only means of telecommunication was disabled. This was done around midday so the vice President-Assan Musa Camara was lucky to talk to Sir Dawda and briefed him of the situation on the ground just in the nick of time. That communication would later prove to be very crucial as it laid out the plans to deal with the situation.

Realising the growing support of the mutiny, Kukoi enjoined all able-bodied men to go to the Field Force depot to take up arms. The response was overwhelming. Most of these young men have never

seen guns before and could barely handle them, but nonetheless, they responded to the call out of frustration, anger, and criminal intentions.

Some were in it just for the fun whilst some others were scrambling for money; breaking shops and looting safe boxes, cash box, and anything of value they can lay their hands on. Almost all the alcohol and liquor stores were broken into and looted. Alcohol became available from that moment and soon after that most of the gunmen were drunk.

This marked the beginning of the mass shooting and the indiscriminate killing of innocent people in the streets of Banjul, Bakau, Serrekunda, and Brikama by the rebels for no reason other than being in the wrong place at the wrong time. The shooting was so intense in the streets of Banjul that some were killed by stray bullets in their houses.

The late Alieu Sallah comes to mind for bringing untold anguish to families of Banjul. He would play rhythmic and captivating tunes with his trumpet to lure unsuspecting people to the streets only to execute them.

Dead bodies were littered all over the streets of Banjul. There was lawlessness and total anarchy. The vice president Assan Musa Camara, Saihou Sabally, Lamin Saho, and Lamin Kitty Jarbang along with some senior civil servants were the notable and high-profile members of the Jawara administration who sought sanctuary at the Police Headquarters under the protection of the Inspector General of Police-Abdoulie Sulayman Mboob. A veteran ex-serviceman Sergeant Ousman Jallow who saw action at Burma in the 1939-1945 war also volunteered to reinforce the safety of the vice president and in the process gave a brilliant account of himself.

As the shooting continued it became clear that the coup was not thoroughly planned, the execution was uncoordinated and there was outright lack of control. Trust was dissipating gradually among the coupe leaders. Whilst Gibril Penguin George was permanently stationed at the Field Force Depot, Kukoi was not comfortable being in one place. He was crisscrossing the greater Banjul area with a team of his core and loyal men as human shields because of the perceived danger to his life not only by the loyal forces but by his circle of rebels. This situation culminated in the execution of Gibril 'Penguin' George at the Field Force Depot in Bakau.

Due to his strong Christian faith and ostensible ties with the Roman Catholic Mission, the diocese had to out-rightly disassociate itself from the mutiny and the consequential actions of Kukoi in order to avoid being labelled as either accomplice or sympathizer.

Sir Dawda arrived in Dakar on the 1st of August 1981 and continued negotiations with his Senegalese counterpart President Abdou Diouf to facilitate his return. There was already a Mutual Defense Agreement of 1967 that the Gambia could rely on to trigger the deployment of the Senegalese forces to quell the insurgency.

Bakary Bunja Darboe was the Gambia's High Commissioner to Senegal at the time. The situation needed meticulous coordination and execution and Mr. Darboe was available to do just that. His intervention was crucial in the events that led to Sir Dawda invoking the Mutual Defense Agreement of 1967 between the Gambia and Senegal which ultimately led to the deployment of the Senegalese troops to the Gambia.

The following day on the 1st of August 1981 at around mid-day, the Senegalese troops were seen in strategic locations all over the country such as the Barra-Banjul ferry terminal and the airport where they were battling with the rebels.

They found pockets of resistance on the ground. The intervention of the Senegalese forces angered the rebels and they went wild. They attacked and captured the State House leaving so many casualties. Among those who died in the fierce battle at State House was Ousman Bojang.

The rebels overcame the loyalists and took away Lady Chilel Jawara and the President's children as hostage. According to Lady Chilel, she was forced to appeal to her husband Sir Dawda to step down as president of the Republic of the Gambia.

This was followed by a wholesale and calculated arrest of people from all over the country. The hostages were detained at the Field Force Depot in Bakau. Prominent amongst them were Serigne Habib Sey (Senegalese grand Marabout), the late Sanjally Bojang (chief and revered elder), Sheriffo Jawara (elder brother of Sir Dawda), Dembo Jatta (former cabinet minister), Saidou

Nourou Ba (a Senegalese diplomat and the last Executive Secretary of the erstwhile Senegambia Confederation). Most of these people were forced to either denounce Sir Dawda and his government or to implore President Abdou Diouf to withdraw the Senegalese forces in the Gambia. Former Police commander Janko Tambajangs' mother was captured by the rebels and coerced to appeal to her son to stop killing their men. Mr. Tambajang was a gallant police officer who put up great resistance against the insurgents during the 1981 attempted coup.

The hostage-taking spree did not yield the desired result because both heads of state were resolute in their quest to quell the mutiny.

Sir Dawda appealed to the British government for assistance to quell the mutiny. His request was granted albeit unannounced. Major Ian Crooke was identified to lead a small team of SAS commandos that fought separately from the Senegalese troops. The primary preoccupation of the SAS was to rescue Sir Dawda's family. Soon after the SAS joined the fray, they overcame the rebels and rescued the president's family and other hostages from the Medical Research Council (MRC) where the first lady was taken for treatment.

By the 2nd of August 1981, the situation was largely under control. Sir Dawda flew in from Dakar and was immediately whisked to the Senegalese High Commission in Banjul where he made his first statement to the Gambian people in a bid to restore confidence and maintain public order. From that moment, it was safe to say that Sir Dawda's government was reinstated.

Weakened Kukoi abandoned the fight and manoeuvred his way out of the country through Kartong in Western Division and into Guinea Bissau with few men. He finally ended up in Libya where he lived in exile. Kukoi died in Mali on the 18th of June 2013. He was later laid to rest in Senegal because the Jammeh administration would not allow the repatriation of his body back to the Gambia for burial.

This event is remembered not only as the first attempt to overthrow the democratically elected government of President Sir Dawda Kairaba Jawara, but it also compounded the effects of the economic hardship that resulted from the global recession coupled with four years of poor rains for an economy that depended on peanut as the mainstay of the economy. All the major business outfits in the country included Maurel and Prom were either ransacked, looted and/or burnt.

The impact was quite disturbing in many ways as the social-economic fibres of the country was in ruins.

***AFRIQUE CENTRALE ***

TCHAD :

Le Tchad s'appuie sur le Cameroun et le Nigeria pour réduire son déficit énergétique

Par Achille Mbog Pibasso 22 octobre 2020

<https://www.financialafrik.com/2020/10/22/le-tchad-sappuie-sur-le-cameroun-et-le-nigeria-pour-reduire-son-deficit-energetique/>

Le Tchad est en pourparlers avec ses voisins, en l'occurrence, le Cameroun et le Nigéria, pour le développement des projets d'interconnexion électrique en vue de réduire le déficit de l'électricité dont souffrent plus de 90% de la population.

Une délégation tchadienne conduite par le ministre de l'Energie, Ramatou Houtouin, vient de boucler une visite au Nigeria en vue de poursuivre les échanges au sujet du projet d'interconnexion des réseaux électriques reliant les deux pays. Un projet mis en hibernation ces dernières années à cause de l'insécurité liée aux attaques de la secte terroriste Boko Haram.

Sur plus de 14 millions d'habitants, moins de 5 % de Tchadiens ont accès à l'électricité selon le ministère de l'Energie. D'où des coupures intempestives d'électricité et d'interminables délestages qui frappent le pays, avec à la clé, une moyenne de 12 heures d'électricité par jour pour Ndjamaïna, la capitale, tandis que d'autres régions peuvent rester des jours, voire des semaines sans électricité. La Banque mondiale (BM) qui participe au financement de la plupart des projets structurants énergétiques en Afrique centrale précise dans un rapport que ce déficit énergétique entrave le développement et contribue à maintenir la population dans la misère, avec plus de 50% d'entre elle qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Une situation difficile d'autant que ce pays d'hinterland ne dispose pas de ressources nécessaires pour promouvoir les énergies renouvelables.

Toutefois, le projet d'interconnexion électrique entre le Cameroun et le Tchad connaît une évolution satisfaisante. En juin 2020, le groupe de la Banque mondiale a approuvé un financement de 385 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) pour l'interconnexion et le renforcement de l'approvisionnement en énergie électrique entre les deux pays.

Par ailleurs, plusieurs localités frontalières du Tchad sont ravitaillées en électricité du Cameroun notamment à partir du barrage hydroélectrique de Lagdo (Nord-Cameroun) d'une capacité de 72 Mégawatts (MW) en extension à 100 MW. A terme, ces projets d'interconnexion vont accroître l'accès des Tchadiens.

CENTRAFRIQUE :

Centrafrique : l'impossible équation de la présidentielle de décembre 2020

<https://www.agenceecofin.com/politique/2310-81668-centrafrique-l-impossible-equation-de-la-presidentielle-de-décembre-2020> 23 octobre 2020 Moutiou Adjibi Nourou

(Agence Ecofin) - Alors qu'elle se prépare à élire un nouveau président, la Centrafrique a du mal à oublier les fantômes d'un passé violent, toujours aussi présent. Malgré les nombreux efforts de paix et de reconstruction effectués depuis l'arrivée au pouvoir de Faustin-Archange Touadéra, le pays ne semble pas en état de porter sur ses seules épaules les implications d'une échéance électorale, que le contexte socio-économique particulier de la Centrafrique rend encore plus cruciale. Entre insécurité,

crise sanitaire et risques de tensions sociopolitiques, voici les grandes inconnues de la présidentielle du 27 décembre 2020, en Centrafrique.

Le retour des « rois » déchus

La première grande inconnue de la prochaine présidentielle centrafricaine est celle de l'implication des anciens dirigeants du pays dans un scrutin qui se veut pacifique. En effet, deux d'entre eux, et pas des moindres, sont revenus d'exil, ces derniers mois. Il s'agit de l'ancien président François Bozizé - revenu à Bangui en décembre 2019 - et de l'ancien putschiste Michel Djotodia, rentré début septembre.

Et pour qui connaît l'histoire de la Centrafrique de ces vingt dernières années, le retour de ces deux anciens chefs d'Etat n'est pas forcément porteur d'une bonnenouvelle.

Et pour qui connaît l'histoire de la Centrafrique de ces vingt dernières années, le retour de ces deux anciens chefs d'Etat n'est pas forcément porteur d'une bonnenouvelle.

Arrivé au pouvoir en 2003 après avoir renversé l'ancien président Ange-Félix Patassé, François Bozizé a dirigé la Centrafrique pendant 10 ans avant d'être à son tour chassé du pouvoir. Son mandat a été marqué par d'incessantes rébellions qui laissaient déjà présager de l'avenir chaotique d'une Centrafrique que la mauvaise gouvernance, la corruption et les divergences ethniques ont contribué à rendre instable.

C'est d'ailleurs sur fond d'ethnocentrisme et de divergences religieuses que Michel Djotodia, ancien rebelle, le renverse avant de prendre le pouvoir le 24 mars 2013. Cependant, incapable de contrôler la Seleka - ce groupe rebelle qui lui a permis de prendre le pouvoir - celui qui est considéré comme le premier président musulman de la Centrafrique fait face à des conflits communautaires à forts relents religieux, qui font selon l'ONU plus de 3000 morts et plus d'un million de déplacés. Cette situation pousse Michel Djotodia à démissionner de ses fonctions le 10 janvier 2014 et à s'exiler au Bénin.

Ainsi, le retour de ces deux protagonistes phares des deux dernières guerres civiles centrafricaines suscite de grandes inquiétudes au sein de la communauté internationale. Lors d'une visite à Bangui, la procureure générale de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, a d'ailleurs adressé une mise en garde aux principaux acteurs politiques du pays. « Les élections se décident avec des bulletins et non avec des balles », a-t-elle alors indiqué.

Habitué aux retours d'exil fracassants, François Bozizé a déjà affirmé son intention de participer au prochain scrutin. De son côté, Michel Djotodia lui n'a toujours pas définitivement exclu de se présenter. Reste à savoir, si le pouvoir en place acceptera de laisser ces deux « anciens rois » déchus entrer dans cette course à la magistrature suprême alors que la possibilité de les poursuivre en justice pour les exactions commises sous leurs mandats n'est toujours pas écartée.

Un territoire divisé

Depuis la chute du président Bozizé en 2013, on estime que seulement 20% du territoire centrafricain est effectivement contrôlé par l'Etat. Les 80% restants sont aux mains de groupes armés qui n'hésitent pas à utiliser la violence pour garder leur mainmise sur les ressources du sous-sol centrafricain qu'ils exploitent.

On estime que seulement 20% du territoire centrafricain est effectivement contrôlé par l'Etat. Les 80% restants sont aux mains de groupes armés qui n'hésitent pas à utiliser la violence pour garder leur mainmise sur les ressources du sous-sol centrafricain qu'ils exploitent.

Aujourd'hui, pas moins de 14 groupes armés opèrent sur le territoire centrafricain. Deux d'entre eux, à savoir le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), et l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) ont été créés par d'anciens généraux de l'ex-rébellion Séleka qui a été officiellement dissoute en 2013.

Ces groupes qui parfois par un jeu complexe d'alliance s'entendent ou se combattent pour se partager de larges portions du territoire centrafricain rendent difficiles les opérations de maintien de la paix et le processus du retour de l'Etat dans des zones dont la gestion lui revient de droit. Malgré la signature d'un accord de cessation des hostilités, le 23 juillet 2014, à Brazzaville, l'unité territoriale de la Centrafrique sous un Etat central semble être une réalité plus visible sur le papier que sur le terrain.

Dans ce contexte, l'organisation d'élections pacifiques et inclusives semble difficilement réalisable. Malgré la signature d'un accord de paix en février avec les 14 principaux groupes armés qui se disputent le pays, le scrutin du 27 décembre reste sous hautetension.

Malgré la signature d'un accord de paix en février avec les 14 principaux groupes armés qui se disputent le pays, le scrutin du 27 décembre reste sous hautetension.

Dans le nord-ouest du pays, le groupe armé 3R (Retour, réclamation, réhabilitation) a déjà mené plusieurs tentatives de déstabilisation, même si des opérations onusiennes ont contribué à affaiblir ses forces. D'ailleurs, les difficultés évidentes et le retard accusé par l'Autorité nationale des élections (ANE), dans l'enrôlement des électeurs notamment, soulèvent déjà des inquiétudes et entretiennent la suspicion de l'opposition qui accuse le parti au pouvoir de vouloir favoriser la fraude.

Le facteur coronavirus

Avec la pandémie de Covid-19, la Centrafrique doit faire face à un défi sanitaire en plus de ceux sécuritaire et politique. Selon le dernier rapport d'Africa CDC, on compte, pas moins de 4855 cas de coronavirus dans le pays, pour un total de 62 morts et 1924 guérisons. Ce chiffre signifie qu'environ 1 Centrafricain sur 1000 est atteint par la pandémie, soit l'un des ratios les plus élevés de la région.

Dans ce contexte, l'organisation d'élections représente un risque certain. Concentrer des milliers de personnes en un même endroit, en pleine mise en œuvre des mesures de restrictions visant à freiner la propagation de la maladie pourrait être contreproductif et entraîner une flambée de nouveaux cas. Pour plusieurs observateurs, l'éventualité d'un report de l'échéance électorale n'est pas à exclure. D'ailleurs en avril, plusieurs députés centrafricains ont annoncé leur intention de proposer une pétition pour la prolongation du mandat de Faustin-Archange Touadéra, en cas de report du scrutin, en raison du coronavirus.

« Nous sommes en train de prévoir un cas de figure occasionné par cette pandémie qui s'impose à tout le monde. Nous nous proposons la solution suivante. Que lorsque le processus électoral en cours est arrêté pour cas de force majeure, il faut que le chef de l'Etat reste en place jusqu'à la reprise du processus électoral et jusqu'à l'installation du prochain président de la République. Et c'est la même chose pour l'Assemblée nationale et pour toutes les autres institutions », avait alors déclaré à Rfi, Mathurin Dimbélé deuxième vice-président de l'Assemblée nationale de la Centrafrique.

Bien sûr, même si elle ne reste qu'une éventualité, une telle décision serait difficile à mettre en œuvre. L'opposition centrafricaine a déjà montré qu'elle ne souhaitait en aucun cas voir le président Touadéra se maintenir plus longtemps au pouvoir. De plus, la communauté internationale semble bien décidée à « faire en sorte que les élections se tiennent, dans les meilleures conditions possibles, dans les délais, avec un premier tour fixé au 27 décembre », comme l'a rappelé au journal Le Monde, Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Le problème du financement

Selon l'Autorité nationale des élections, 42 millions \$ sont nécessaires pour l'organisation des élections du 27 décembre 2020. La plus grande partie de ce financement devant être obtenue auprès des bailleurs de fonds internationaux, de nombreuses inquiétudes émergent quant à la capacité des autorités centrafricaines à mobiliser les fonds nécessaires.

En effet, alors que les dépenses liées au coronavirus concentrent l'attention des pays du monde entier, la mise à disposition de financements, dans ce contexte particulier, poseproblème.

En effet, alors que les dépenses liées au coronavirus concentrent l'attention des pays du monde entier, la mise à disposition de financements, dans ce contexte particulier, poseproblème.

Selon les autorités, les promesses de financements se font attendre alors que l'échéance électorale se rapproche inexorablement. Seulement quelques organisations ont déjà mis la main à la poche pour aider le pays. En mars, l'Union européenne (UE) a décaissé 16 millions \$ pour aider l'ANE à organiser des élections. Cependant, en cas de difficulté à obtenir des financements internationaux,

se tourner vers les maigres ressources nationales déjà mises en difficulté par la Covid-19 semble être la seule solution du gouvernement.

« La réussite des prochaines échéances électorales est un véritable défi, de par ses dimensions politique, sécuritaire, financière et sanitaire. C'est pourquoi toute la communauté internationale, ainsi que les bailleurs de fonds, sont plus que jamais appelés à se mobiliser pour financer les 9 millions de dollars qui manquent toujours et, ainsi, permettre la tenue des élections dans un environnement apaisé », a indiqué, début octobre, Nasser Bourita, ministre des affaires étrangères marocain, à l'occasion de la deuxième réunion ministérielle dédiée à la RCA, en marge de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Quoi qu'il en soit, la République centrafricaine est à un carrefour de son histoire politique. Peu importe le résultat des prochaines élections générales (qu'elles se tiennent à temps ou qu'elles soient reportées), le prochain locataire du palais de la Renaissance aura à affronter un énorme chantier économique et social, mais surtout sécuritaire.

CAMEROUN :

Création des SARL : Le Gouvernement camerounais projette de réduire de 100 000 à 5 000 FCFA le capital minimum

vendredi, 23 octobre 2020 18:15 Innocent D.H.

<https://agencecamerounpresse.com/economie/entreprises/création-des-sarl-le-gouvernement-camerounais-projette-de-reduire-de-100-000-%C3%A0-5-000-fcfa-le-capital-minimum.html>

L'information a été révélée à l'issue de la 11ème édition du Cameroon Business Forum (CBF) tenu ce 22 septembre 2020 à Yaoundé sous la présidence du Premier ministre, Chef du Gouvernement, Joseph Dion Ngute.

L'une des principales réformes envisagées, à retenir de cette plateforme de dialogue public-privé, c'est que le Gouvernement camerounais compte réduire le capital de 100 000 FCFA à 5 000 FCFA le capital minimum pour les Sociétés à Responsabilité limitée (SARL) par un acte notarié.

Autrement dit, l'application de cette mesure implique une réduction de 95 000 FCFA pour la création d'une telle société.

Selon les informations glanées à bonnes sources, le ministère de la Justice, celui en charge des Petites et Moyennes entreprises (PME) et du Centre des Formalités de création d'entreprises, doivent s'atteler à la mise en œuvre de la mesure d'ici mars 2020.

L'édition du CBF 2020 a également encouragé l'utilisation d'actes privés dans la création des sociétés à responsabilité limitée. Cela permettrait entre autres, d'améliorer le classement du Cameroun dans le rapport Doing Business de la Banque mondiale (BM).

Il s'agit ainsi d'un grand pas que le Cameroun s'apprête à franchir dans l'amélioration du climat des affaires entre le public et le privé. Il y a quelques années, le capital requis pour la création d'une SARL était de 1 million de FCFA, mais il a été ramené à 100 000 francs CFA par la suite. C'était alors grâce à la simplification des formalités de constitution au travers des innovations apportées par la loi n° 2016/014 du 14 décembre 2016 fixant le capital minimum et les modalités de recours aux services du notaire dans le cadre de la création d'une société à responsabilité limité.

CONGO BRAZZA :

Congo – Écologie : Michel Innocent Péya a porté la voix du Congo au forum Biodiversité et économie de Paris

Bertrand BOUKAKA 23 octobre 2020

<https://lesechos-congobrazza.com/environnement/7393-congo-ecologie-michel-innocent-peya-a-porte-la-voix-du-congo-au-forum-biodiversite-et-economie-de-paris>

La troisième édition du forum Biodiversité et économie s'est tenue pendant les Assises nationales de la biodiversité, le 7 octobre à Massy en France. Organisé tous les deux ans par l'Office français de la biodiversité, cet événement s'adresse aux entreprises de toutes tailles et tous secteurs confondus qui souhaitent s'engager en faveur de la biodiversité.

Placée à l'avant-garde des questions de biodiversité dans le Bassin du Congo, la République du Congo a pris une part active au forum, à travers celui qui est désormais perçu de partout, comme un ambassadeur ès biodiversité, Michel Innocent Peya.

Une fois de plus, la voix du Congo s'est imposée, pragmatique avec une force d'actions et de propositions impulsées par son président, Denis Sassou N'Gesso.

L'aboutissement de grandes œuvres ne saurait se départir de l'action de ceux qui s'emploient au quotidien à les faire aboutir. Fortement impliquée dans la préservation des écosystèmes, notamment le Bassin du Congo, deuxième poumon de la planète après l'Amazonie, la République du Congo est désormais vue comme un référentiel en la matière, notamment à travers l'œuvre menée par l'écrivain chercheur congolais, le Dr Michel Innocent Peya.

Outre ses écrits en la matière, Michel Innocent Peya apporte aussi de son expertise et surtout l'engagement politique du Congo dont le président a depuis fort longtemps perçu les incidences de l'action de l'homme sur la planète et a engagé des mesures drastiques, pour la préservation des écosystèmes.

Au forum de Paris, la participation de l'écrivain chercheur Michel Innocent Peya été une école pour nombre de participants qui en garderont un précieux souvenir.

***GLOBALISATION ***

UNION AFRICAINE :

L'Union africaine salue la signature d'un accord pour un cessez-le-feu en Libye

Le 23 Oct 2020 18:03 <https://atlasinfo.fr/lunion-africaine-salue-la-signature-dun-accord-pour-un-cessez-le-feu-en-libye.html>

L'Union africaine a salué vendredi la signature d'un accord pour un cessez-le-feu en Libye et appelé les parties à respecter cet important développement.

«Je salue la signature d'un cessez-le-feu en Libye et j'appelle toutes les parties à respecter la lettre et l'esprit de cet important développement», souligne le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat dans un tweet.

Les délégations de la Commission militaire mixte 5+5 (JMC) libyenne, réunies depuis lundi à Genève, sous l'égide de l'ONU, ont signé ce vendredi un accord pour un cessez-le-feu dans le pays. "Les parties libyennes sont parvenues à un accord de cessez-le-feu permanent dans toute la Libye. Cet accomplissement représente un tournant important vers la paix et la stabilité en Libye", a indiqué la Mission d'appui de l'ONU en Libye (Manul).

L'accord a été signé en présence de l'émissaire par intérim de l'ONU en Libye, Stephanie Williams et de diplomates.

CHINA :

China's Xi vows to speed up army modernization as tensions with U.S. mount

<https://www.nbcnews.com/news/world/china-s-xi-vows-speed-army-modernization-tensions-u-s-n1244485>

Oct. 23, 2020, 12:21 PM By Reuters

BEIJING — Seventy years after Chinese troops entered the Korean War to fight against U.S. troops, President Xi Jinping said on Friday that China will never allow its sovereignty, security and development interests to be undermined.

Xi did not directly refer to the present-day United States, with which relations have sunk to their lowest in decades over disputes ranging from trade and technology to human rights and the coronavirus. Taiwan has become a growing point of contention and military tension.

"Let the world know that 'the people of China are now organized, and are not to be trifled with,'" Xi said at the Great Hall of the People, quoting Mao Zedong, the founding father of the People's Republic of China.

Unilateralism, protectionism, and bullying would fail, Xi said on the anniversary of the deployment of Chinese troops to the Korean peninsula to help North Korea fight U.S.-led United Nations and South Korean forces during the 1950-53 conflict.

Xi repeated his call to expedite the modernisation of the country's defence and armed forces.

"Without a strong army, there can be no strong motherland," he said.

Tensions have risen sharply in recent months over Taiwan, with Washington stepping up sales of military hardware to the democratically-ruled island and sending high-level officials to visit. This

week, Washington approved the sale of weapons systems worth up to \$1.8 billion, angering China. China, which considers Taiwan a wayward province, has been applying increasing pressure to accept Beijing's sovereignty, including flying fighter jets across the mid-line of the Taiwan Strait, an unofficial buffer.

North Korea went to war in 1950 with the South, which was backed by United Nations forces comprising mainly U.S. troops. In October 1950, Chinese troops crossed the Yalu River on the border with North Korea while the Soviets provided air cover.

Over 2 million Chinese troops were deployed.

"After arduous battles, Chinese and Korean troops, armed to their teeth, defeated their opponents, shattering the myth of the invincibility of the U.S. military, and forcing the invaders to sign the armistice agreement on July 27, 1953," Xi said.

USA :

Union sacrée pour la Nation : le monde a les yeux braqués sur la RDC
<https://www.digitalcongo.net/article/5f96d2c117e1920017dbeed6/>

Kinshasa 26-10-2020Politique - C'est parti. Washington s'est manifesté, espérant assister à un processus politique pacifique en Rd. Congo qui fasse des voix des Congolais une priorité. Tibor Nagy, M. l'Afrique de Trump, a réagi après le discours de Félix Tshisekedi. Il a fait savoir que le processus politique pacifique en RDC est attendu, car c'est une priorité.

Les Etats-Unis d'Amérique, par le biais du Secrétaire d'Etat adjoint américain aux Affaires africaines, Tibor Nagy, ont réagi à l'adresse à la nation de Félix Tshisekedi, donnant priorité au processus politique pacifique en République démocratique du Congo.

En réaction au discours du Chef de l'État de vendredi 23 octobre 2020, le message du Sous-secrétaire d'État américain a été relayé en français et en lingala par l'ambassade des USA en RDC sur son compte tweeter. Félix Tshisekedi avait, au préalable, annoncé des consultations avec les leaders politiques et sociaux pour créer une union sacrée de la Nation.

Et cette fois, ça semble parti pour un long bail. Tellement long qu'une confrontation de tranchée, terriblement fratricide entre la coalition au pouvoir avec elle-même, est lancée de plus belle. Les consultations annoncées par Félix Tshisekedi n'ont pas laissé indifférente la plateforme FCC.

Une réunion s'est annoncée ouverte à Kingakati quelques jours après que Félix Tshisekedi ait annoncé le début des consultations en vue de créer cette Union sacrée. Le Front Commun pour le Congo s'était abstenu de tout commentaire et avait promis de faire connaître sa position officiellement après avoir recueilli les détails.

La série des contacts initiée par Félix Tshisekedi visant à consulter les leaders politiques et sociaux pour recueillir les opinions afin de créer ladite Union sacrée est annoncée dans la semaine en cours. Dans les deux cas de figure, de ces consultations diamétralement opposées, celle de Félix Tshisekedi d'une part et celle du FCC de l'autre, il revient que le pays risque de replonger dans une nouvelle et terrible impasse.

En tout cas plus compliquée que le flottement du départ. En effet, dans les circonstances actuelles, impossible de savoir ce qui va advenir par la suite, clament certains analystes. Raymond Okeseleke

US Ambassador to Tanzania raises security concerns, calls for fair elections
<https://www.the-star.co.ke/news/2020-10-27-us-ambassador-to-tanzania-raises-security-concerns-calls-for-fair-elections/>

Ambassador calls on security forces to show restraint to prevent further bloodshed.

The US Ambassador to Tanzania Donald J. Wright has urged the Tanzanian government to refrain from using its police officers to cause chaos hours into the start of elections. This comes hours after the main opposition party leader in Zanzibar Maalim Sharif was arrested as he tried to cast his vote on Tuesday morning.

Sharif is the presidential flag bearer for ACT Wazalendo.

The party also claimed that the police officers killed four people in Zanzibar in an incident that left several people with injuries.

The ambassador confirmed the reports from Zanzibar and violence being witnessed in other parts of the country.

"I'm alarmed by reports from Zanzibar and elsewhere of violence, deaths, and detentions. It's not too late to prevent more bloodshed," Wright said.

He added that "Security forces must show restraint, and the NEC and ZEC must carry out their duties with integrity. Let's all pray for peaceful, fair elections."

Early voting is designated for officials from the Zanzibar Electoral Commission, returning officers, and security personnel.

Sharif has been opposed to the amendment that introduced early voting, claiming it would give room to rigging and malpractices.

Tanzanians will vote on Wednesday, in a contested election where the incumbent president John Pombe Magufuli is seeking a second term.

Magufuli is facing stiff competition from CHADEMA flagbearer Tundu Antiphas Lissu.

Lissu returned to Tanzania in July after a long treatment abroad after an assassination attempt in September 2017.

USA-Un accord sur le nouveau plan de relance possible avant l'élection, selon Pelosi

23/10/2020 22:53 <https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/USA-Un-accord-sur-le-nouveau-plan-de-relance-possible-avant-l-election-selon-Pelosi--31601953/>

WASHINGTON, 23 octobre (Reuters) - Il est encore possible d'obtenir l'approbation d'un nouveau plan de relance de l'économie américaine avant l'élection présidentielle du 3 novembre, à condition que Donald Trump intervienne auprès des sénateurs républicains toujours réticents, a jugé vendredi la présidente de la Chambre des représentants.

"Nous pouvons le faire avant le scrutin si le président le souhaite", a déclaré Nancy Pelosi, dans un entretien accordé à MSNBC. Donald Trump "doit parler aux républicains du Sénat", a-t-elle ajouté. Le président et son secrétaire au Trésor Steven Mnuchin lui ont rétorqué qu'elle devait faire des compromis pour obtenir un accord, des différends importants subsistant entre l'administration républicaine et les élus démocrates selon eux.

"Actuellement nous parlons et nous verrons ce qui se passera mais pour l'instant, je dirais que je pense que Nancy préfère attendre jusqu'après l'élection", a déclaré Donald Trump à des journalistes à la Maison blanche alors qu'il était accompagné de Steven Mnuchin.

"Si elle veut un compromis, alors il y aura un accord", a indiqué de son côté le secrétaire au Trésor. Nancy Pelosi doit poursuivre ses discussions avec Steven Mnuchin sur ce plan qui pourrait atteindre 2.000 milliards de dollars, mais les sénateurs républicains restent réticents à l'égard de ce projet qu'ils jugent trop coûteux.

Mitch McConnell, président du groupe républicain à la chambre haute, refuse qu'il soit examiné avant l'élection.

Selon Larry Kudlow, conseiller économique de la Maison Blanche, il reste "encore des divergences politiques importantes" entre les démocrates et le gouvernement, bien que certaines aient été comblées.

ONU / UN :

75 ans après sa création, l'ONU toujours déterminée à prévenir les conflits
22 octobre 2020 <https://news.un.org/fr/story/2020/10/1080452>

Les pays qui ont signé la Charte des Nations Unies le 24 octobre 1945 souhaitaient préserver les générations futures d'une troisième guerre mondiale et éviter les conflits. 75 ans plus tard, Roselyn Akombe, fonctionnaire à la division politique et médiation du Département des affaires politiques et de consolidation de la paix des Nations Unies (DPPA), revient sur le travail de l'ONU en faveur de la prévention des conflits.

« La prévention des conflits reste une priorité centrale pour l'ONU. Et pourtant, il est extrêmement difficile, en particulier pour les personnes étrangères à un conflit, de persuader les parties de négocier la paix si elles ne le veulent pas », explique Mme Akombe dans une vidéo publiée par DPPA.

Selon elle, cinq éléments caractérisent le fonctionnement de la prévention.

La prévention commence tout d'abord en ayant « le doigt sur le pouls ». « Être proche du terrain et bien comprendre la situation », souligne-t-elle. C'est la raison pour laquelle les Nations Unies disposent de plus de 35 missions politiques spéciales à travers le monde.

Il faut ensuite suivre la piste politique le plus tôt possible. « Cela nécessite de bien connaître tous les acteurs », estime Mme Akombe. « Pas seulement les fonctionnaires du gouvernement, mais les acteurs dans toutes les parties de la société ».

Les fonctionnaires des affaires politiques au siège de l'ONU à New York, couvrant l'ensemble des 193 États membres, entretiennent des contacts étroits avec ces acteurs et fournissent des analyses permettant d'appuyer un engagement politique précoce dès que ce dernier s'avère nécessaire.

La fonctionnaire de DPPA souligne par ailleurs que l'inclusion de nombreuses voix « telles que celles des femmes et des jeunes » est indispensable au travail de médiation de l'ONU.

La volonté politique de tous les acteurs est nécessaire

Pour Mme Akombe, la médiation fonctionne aussi grâce aux partenariats des Nations Unies avec les organisations régionales (Union africaine, Union européenne, ASEAN ...) et les institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international...). Tout travail de médiation réussit grâce au lien constant entre le travail politique à court terme et les efforts de consolidation de la paix et de développement à plus long terme.

Enfin, la médiation ne peut fonctionner qu'avec « la volonté politique de tous les acteurs de prévenir les conflits », insiste-t-elle.

« Lorsque ces éléments sont présents, la prévention fonctionne », dit Mme Akombe. Et lorsque les efforts de prévention échouent, « les effets sont très visibles et généralement dévastateurs », prévient-elle.

L'année dernière a vu plusieurs élections contestées, des manifestations populaires et des transitions politiques. « Il y a beaucoup de travail à faire », reconnaît la fonctionnaire aux affaires politiques. « Mais nous, aux Nations Unies, sommes déterminés à continuer de travailler dur pour soutenir les acteurs nationaux, hommes et femmes du monde entier, dans leurs efforts de prévention des conflits ».